



HAL
open science

Le rôle des ONG humanitaires dans les favelas les plus précaires : le cas de Teto à Curitiba

Marguerite Dauvizis

► **To cite this version:**

Marguerite Dauvizis. Le rôle des ONG humanitaires dans les favelas les plus précaires : le cas de Teto à Curitiba. Sciences de l'Homme et Société. 2021. dumas-03603096

HAL Id: dumas-03603096

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03603096>

Submitted on 14 Mar 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LE RÔLE DES ONG HUMANITAIRES DANS LES FAVELAS LES PLUS PRÉCAIRES

LE CAS DE TETO A CURITIBA

LE RÔLE DES ONG HUMANITAIRES DANS LES FAVELAS LES PLUS PRÉCAIRES

LE CAS DE TETO A CURITIBA

ONG - favelas - Brésil - Curitiba - Précarité - Habitat - Urgence

Les favelas ne font pas partie des cartes postales de toutes les villes du Brésil. A Curitiba, on pourrait même imaginer qu'elles n'existent pas.

Que cette distance soit la conséquence des politiques gouvernementales d'exclusion ou d'une marginalisation médiatique, elle n'en reste pas moins infranchissable. Les ONG humanitaires sont souvent les dernières à surmonter les barrières sociales pour venir en aide aux habitants les plus démunis. Quand il ne reste plus que la société civile pour s'organiser et développer des réseaux de solidarité, c'est que le désengagement politique est manifeste.

Si l'extrême précarité n'est pas un choix, elle n'est pas non plus immuable. En tant qu'architecte, réfléchir aux enjeux de la crise du logement permet d'envisager des solutions à la démographie exponentielle des villes mondialisées.

Ce mémoire est une étude de l'intervention des ONG dans les favelas et de ses limites. Le développement de l'urbanisation informelle a mis en lumière la capacité des habitants à construire par eux-mêmes mais ne peut suffire à résoudre toute la complexité des impacts de la pauvreté. En évaluant objectivement les paramètres liés à cette cause, une remise en question critique des acteurs émerge, exhumant une nouvelle forme de penser, innovante et utopiste.

Marguerite Dauvizis
Mémoire de master d'architecture, ENSAPBx
Séminaire: repenser la métropolisation
Juin 2021

Jury : Xavier Guillot, Julie Ambal, Aurélie Couture, Fabien Reix

SOMMAIRE

6	Table des sigles et acronymes
7	Avant-propos
9	Introduction

20 PARTIE I

Désengagement politique et émergence des groupes d'action non gouvernementaux

23 A- L'origine des premières organisations internationales provoquée par l'accroissement des inégalités de richesse

23	Les BRICS face à l'urbanisation informelle croissante
27	L'influence du système de Bretton Woods
29	Réciprocité des risques
30	Les ONG en ultime recours
33	Entre régularisation et spéculation foncière

35 B- L'échec des idées modernistes dans la politique de logement au Brésil

35	Les premières politiques d'expulsion des favelas
36	Les tentatives gouvernementales de délocalisation
38	Le mouvement associatif contre les décisions politiques
39	L'inéluctable ghettoïsation des grands ensembles
41	De l'implacable politique militaire à la faiblesse de la légalisation
42	Les ONG au Brésil, caractérisées par leur militantisme

47 C- Curitiba, une ville au développement exemplaire éclipsant la pauvreté dans une périphérie invisible

47	«A cidade modelo»
48	La durabilité comme vecteur de développement urbain
52	Une périphérie qui échappe à la ville modèle
55	Une politique d'acceptation très progressive
57	Nouveau paradigme pour la ville modèle

62 **PARTIE II**

TETO dans la lutte contre l'insalubrité des occupations informelles

65 A- La méthode innovante et évolutive de l'ONG TETO du Chili à Curitiba

- 65 TETO et ses partenariats stratégiques
- 66 Une méthode efficace et disciplinée
- 68 Première rencontre d'initiation
- 70 La pré-logistique: découverte de la communauté
- 72 Construction de l'habitat d'urgence... en urgence

83 B- Des interventions freinées par l'absence de corrélation avec les politiques gouvernementales

- 83 Une stratégie attractive et reconnue
- 84 Un positionnement en faveur des communautés
- 86 Rééquilibrer les déficiences politiques par le soutien du secteur privé
- 89 Un nouvel espoir d'évolution par les services publics
- 91 Un manque de professionnalité controversé

95 C- Un monopole des acteurs humanitaires préjudiciable pour la représentation de la population ciblée

- 95 Le DSRP, outil d'une nouvelle gouvernance
- 97 Une représentativité discutable de la société civile
- 98 Prise de pouvoir des acteurs locaux
- 100 Des conditions précises pour son fonctionnement
- 101 Modèle alternatif d'une ONG-entreprise

105 Conclusion

113 Bibliographie

121 Annexes

TABLE DES SIGLES ET ACRONYMES

AIH: Alliance Internationale pour l'Habitat

BNH : Banque nationale pour l'habitat

BRAC: Bangladesh Rural Advancement Committee

BRICS: Brésil Russie Inde Chine et Afrique du Sud

CICR: Comité International de la Croix Rouge

COHAB-CT: Compagnie d'habitation populaire de Curitiba

COSEDI: Coordination de la sécurité des bâtiments et de l'immobilier

DSRP: Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté

FAO: l'Institution spécialisée des Nations Unies pour l'alimentation

FAS: Fondation d'Action Sociale

FMH: Fonds Municipal pour l'Habitat

FMI: Fonds Monétaire International

FSC: Forest Stewardship Council

IBW: Insitutions de Bretton Woods

IDMC: Internal Displacement Monitoring centre

IGBE : Institut brésilien de géographie et de statistiques

IPPUC: Institut de Recherche et d'Aménagement Urbain de Curitiba

OMS: Organisation Mondiale de la Santé

ONG / NGO: Organisation Non Gouvernementale

PAS: Plan d'Aménagement Structurel

UNHCR: the UN Refugee Agency

UNICEF: Le Fond des Nations Unies pour l'Enfance

UPP: Unité de Police Pacificatrice

USAID: Agence américaine pour le développement international

ZEIS: Zones d'Intérêt Social Spécial

AVANT PROPOS

Lorsqu'il a fallu choisir un sujet de mémoire j'étais au début de ma deuxième année de master et je venais de terminer ma mobilité de première année au Brésil, à Curitiba exactement. Après une longue hésitation j'ai choisi un sujet qui traite d'une expérience que j'ai vécue durant cette année. Ce n'était pas un choix facile puisque tous les entretiens, tous les sites sont à plus de 10000 kilomètres. Finalement, la pandémie a révélé qu'importait le lieu d'étude, il fallait aujourd'hui apprendre à voir et s'entretenir par d'autres moyens que le réel.

Parler des favelas au Brésil peut sembler ordinaire, voire banal. Je ne tiens pas non plus à revendiquer une approche novatrice, sous un prisme jamais vu auparavant. Les nombreuses recherches que j'ai faites m'ont bien montré qu'un nombre incroyable de facettes des favelas ont été révélées.

Cependant, mon expérience personnelle, lors de week-ends avec l'association TETO m'ont fait prendre conscience d'une réalité différente. Il ne s'agit pas simplement de pauvreté, il s'agit d'abandons, de luttes, et de beaucoup de forces.

Cette réalité, il m'aurait été impossible de l'imaginer sans y être confrontée. C'est tout de même le monde dans lequel on vit aujourd'hui. Comment accepter qu'un tiers de la population vit dans des conditions de précarité qu'on ne peut qu'imaginer ? Peut-on comprendre que ce n'est pas un choix ? Souvent c'est juste une accumulation de problèmes économiques, de santé, de famille qui a poussé ces habitants à quitter leur logement.

Il s'agit d'habitat, d'abris.

Nos études d'architecture nous apprennent l'espace, les dimensions, la lumière, les ombres, la structure, l'urbanisme, l'histoire et même la sociologie.

Mais elles ne nous apprennent pas l'urgence, la précarité, l'actualité. Alors j'ai souhaité, par ce mémoire, tenter de combler ce manque. Les livres, articles, ouvrages prouvent que ces communautés sont visibles et intriguent. Maintenant il faut apprendre à construire et déconstruire. Construire avec ceux qui souffrent du manque de logement. Déconstruire notre perception européocentrée d'une architecture pour classe moyenne qui tourne le dos à la majorité du monde.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE ET DE PAYSAGE
DE BORDEAUX
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR



« Le temps passé à compter les favelas laisse à d'autres le temps de pousser » Carlos Drummond de Andrade¹

¹ BERENSTEIN-JACQUES Paola, *Les favelas de Rio Un enjeu culturel*, Paris, L'Harmattan, 2001, 172p

INTRODUCTION

La faveleira est une plante de la famille des euphorbiacées. Son nom scientifique est *Jatropha phyllacantha*. Elle a des fleurs aux tons clairs et des fruits rouge foncés. Présente dans le Nord-Est et le Sud-Est du pays, elle est surtout connue pour les sensations de brûlure qu'elle procure au toucher. Bien que les baies et la sève soient toxiques, la plante possède des qualités médicinales comme désinfectant, antifongique ou antiparasitaire.

Euclide Da Cunha écrivait en 1901 que cet arbuste possédait :

de remarquables outils de condensation, d'absorption et de défense. Si leur épiderme se refroidit la nuit bien en au-dessous de la température de l'air [...] la main qui les saisirait se heurterait pourtant à une plaque incandescente d'une chaleur intolérable.¹

Cette plante n'est bien entendu pas le sujet de ce mémoire, mais en tant qu'étymologie du mot favela il est ironique d'apercevoir des caractéristiques de résilience propre à chacun de ces sujets. La favela, en tant que bidonville ne brûle bien entendu pas au toucher, mais sa capacité de défense, de lutte, lui a permis de survivre dans des conditions et un climat politique très tendus.

Avant d'aller plus loin il est important de définir l'énoncé. En français, le terme favela est défini selon le dictionnaire Universalis comme un nom féminin singulier «bidonville, ensemble d'habitations dépourvues du moindre confort au Brésil»². Le Dicionário Online de Português définit la favela comme un «Ensemble de maisons populaires qui, construites avec différents matériaux, sont généralement situées sur les flancs des collines; communauté.»³

Cependant le mot favela ne désigne pas simplement un bidonville, il est endémique du Brésil, «presqu'une marque déposée» comme disait Christian Pouillaude au micro de «Palabres». La valeur de ce qu'il représente est uniquement compréhensible par ceux qui le vivent. Vouloir apporter une définition purement spatiale, géographique ou architecturale en anéantirait le sens.⁴

1 BERENSTEIN-JACQUES Paola, *Les favelas de Rio Un enjeu culturel*, Paris, L'Harmattan, 2001, p.15

2 «Favela». *Universalis*. universalis.fr. Web. Décembre 2020.

3 «Favela». *Dicionario Online de Português*, dicio.com. Web. Décembre 2020.

4 POUILLAUDE Christian, « Comprendre le Brésil en un mot : d'où les favelas tirent-elles leur nom ? », *Bom Dia Brasil*, août 2019



Construire sans architectes

La favela ne questionne pas seulement l'abri de manière formelle mais aussi le rôle de l'architecte, de l'urbaniste. Quel rôle reste-t-il à ces professions quand la nécessité de se loger pousse la population à s'affranchir des règles et construit à sa manière? C'est bel et bien l'architecture vernaculaire qui est la genèse même de l'architecture, avant que cet art ne soit réservé à quelques élites intellectuels. Au travers de l'ouvrage *Les favelas de Rio: un enjeu culturel* Paola Berenstein-Jacques nous cite la définition de l'architecture vernaculaire, selon Pietro Bellushi:

un art communautaire, produit non par quelques intellectuels ou spécialistes, mais par l'activité spontanée et continue d'un peuple entier, dépositaire d'un héritage commun et obéissant aux leçons d'une commune expérience.¹

Pour le directeur de l'exposition «Architecture sans architectes», Bernard Rudofsky, l'ignorance générale est à la responsabilité de l'historien, qui en célébrant le rôle tenu par les architectes, en a oublié les autodidactes, les anonymes, dont la beauté des oeuvres est même perçue comme accidentelle.²

Les favelas s'inscrivent dans cet «art», dans cette capacité de construire des maisons parfois sur plusieurs étages sur des zones particulièrement accidentées, sans plans ni formations mais avec des qualités qu'une architecture rationaliste ne connaît pas.

C'est effectivement cette opposition au modernisme de l'après-guerre qui a contribué à une reconnaissance de l'architecture plus communautaire. Dans l'ouvrage de Paola Berenstein-Jacques, de nombreux auteurs sont cités pour leur critique virulente de l'architecture moderniste. Par exemple, cet extrait de l'article de Raoul Vaneigem *Commentaires contre l'urbanisme* de 1961 dit «Si les nazis avaient connu les urbanistes contemporains, ils auraient transformé les camps de concentration en HLM».³

L'auteur s'attache particulièrement au *Manifeste de la moisissure contre le rationalisme en architecture* du peintre viennois Hundertwasser de 1958, dont elle cite cette phrase pleine de sens «L'inhabilité matérielle des bidonvilles est préférable à l'inhabilité morale de l'architecture utile et fonctionnelle»⁴

Ces références démontrent l'indéniable et triste réalité des grands ensembles, qui ne sont certainement pas la solution si ce n'est un danger d'autre nature.

Nicolas Reeve, chercheur canadien, est cité également, pour son observation, sur le fait qu'une vingtaine d'années étaient nécessaires pour qu'un bidonville se transforme en quartier urbain, soit le même temps pour qu'un

1 BERENSTEIN-JACQUES Paola, *Les favelas de Rio Un enjeu culturel*, Paris, L'Harmattan, 2001 : p.18

2 Ibid. p19

3 Ibid. p20

4 Ibid. p20

grand ensemble se transforme en taudis.

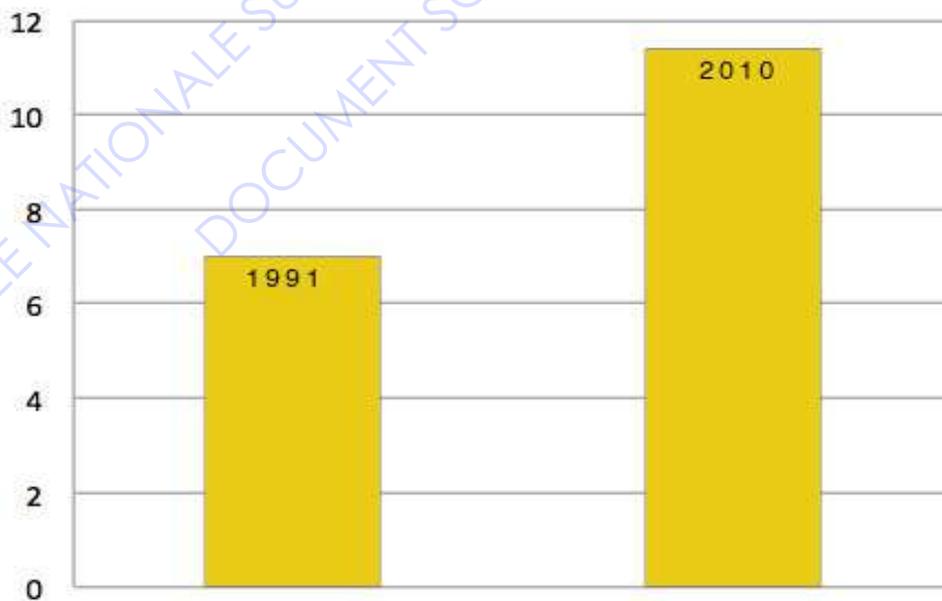
Il n'est pas possible d'éliminer les favelas ni de reloger leur population pour des raisons d'ordre culturel, spatial et esthétique, qui sont très complexes et éloignées de tout modèle architectural classique. Cela pose un problème pour les architectes qui ne peuvent pas appliquer des règles traditionnelles à ces espaces. Ne pouvant en saisir la subtilité, leur intégration devient synonyme d'uniformisation, tout en effaçant leur identité.

Ces écrits aident surtout à comprendre que certaines caractéristiques des habitations des favelas, ces fameuses architectures vernaculaires, ne peuvent être remplacées par une architecture moderne fonctionnelle, et c'est ce qui a fait l'échec des *conjuntos habitacionais*¹, que nous évoquons par la suite.

Entre solidarité et insalubrité

Par ailleurs beaucoup d'études sont apparues, sociales, anthropologiques, sur les conséquences de la vie dans les favelas dans les rapports entre individus. Ce qui en ressort est si éloigné de l'image qu'elles offrent, qu'il est aisé de croire qu'une solidarité et un communautarisme ne sont possibles que dans des conditions d'une précarité tout autant inconcevable. Ce côté est celui qui est mis en valeur au Brésil, puisqu'on ne parle pas de favela mais de communauté.

Malgré la complexité sociale qu'elles incarnent, un réel problème d'ordre sanitaire inquiète. En effet, c'est ce que disent les chiffres de l'article nommé *Favelas resistem e propõem desafios para urbanização* par Eduardo Peret². Selon l'IGBE (Institut brésilien de Géographie et Statistique), le nombre d'habitants vivant dans des «agglomérats sub-normaux» a augmenté de 60% entre 1991 et 2010, passant à 11,4 millions de personnes. Pour cet institut,



1 Trad: Grands ensembles

2 LOSCHI Marília, NETO João, PERET Eduardo, « Favelas resistem e propõem desafios para urbanização », *Agencia IGBE*, février 2018

les «agglomérats sub-normaux» représentent un groupe constitué d'au moins 51 logements, sur des terrains ne leur appartenant pas, ou qui ne leur appartenaient pas mais qui le sont devenus. L'aménagement étant généralement désordonné, dense et les services de bases manquants. Nonobstant les violences, l'absence d'adresses officielles empêchant l'arrivée du courrier, les problèmes de santé tels que les allergies, l'asthme, autant que les trous dans la chaussée restreignant le passage des ambulances, les habitants formulent tout de même le souhait de rester, comme dit l'article, et s'unissent pour lutter contre les tentatives d'expulsion.¹

Face à des communautés souffrant de pauvreté extrême qui néanmoins se battent pour préserver leurs valeurs fédératrices, il est intéressant de se pencher sur les actions gouvernementales mises en oeuvre. Rappelons également que le 7 décembre 1948, le Brésil faisait partie des quarante-trois pays signataires de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen dont l'article 25 stipule «Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires».²

Or les conditions de vie dans les habitats informels sont problématiques, néfastes pour la santé, inconcevables pour notre intellect européen centré. Il est nécessaire de préciser que ça ne l'a pas toujours été, mais l'insalubrité et l'extrême précarité ne cessent d'augmenter, tout autant que la démographie dans les grandes villes.

A ce stade de lecture il est temps d'apporter néanmoins quelques informations complémentaires. Les favelas ne sont pas égales en terme de pauvreté, de moyens sanitaires, ou d'inclusions sociales. Il n'est donc pas un pléonasmе de parler de favela précaire. Ce terme est d'ailleurs repris par l'Organisation Non Gouvernementale (ONG) TETO, qui le définit comme :

Un groupe d'au moins huit familles groupées ou contiguës, où plus de la moitié de la population n'a aucun titre foncier, ni un accès régulier à au moins deux des services de base: eau courante, électricité avec compteur domestique et / ou assainissement de base via le réseau d'égouts régulier.³

L'ONG fait même de cette catégorie son axe principal de travail.

De la précarité à la gentrification

S'il est important de souligner ces conditions c'est en raison de l'immense diversité des conditions de vie, qui peuvent altérer notre représentation. En effet certaines favelas, à Rio de Janeiro notamment, ont été pacifiées par le gouvernement au travers du programme d'UPP (Unité de Police Pacifiées). En installant des commissariats et en diffusant un grand nombre d'effectifs de policiers à l'intérieur même de certaines favelas, le gouvernement a repris le

1 LOSCHI Marília, NETO João, PERET Eduardo, « Favelas resistem e propõem desafios para urbanização», *Agencia IGBE*, février 2018

2 «Art 25». *La Déclaration universelle des droits de l'homme*. 1948. un.org. Web. Décembre 2020

3 «Favelas precarias». *TETO*. techo.org. Web. Décembre 2020

contrôle et des travaux d'infrastructure, d'assainissement ont permis l'inclusion de la favela à la ville, la transformant de ce fait en quartier. C'est le cas de la célèbre favela Santa Marta à Rio, où un tram fut mis en place 6 mois avant l'UPP et a donné aux habitants comme aux touristes la possibilité de monter dans la favela et de descendre en ville gratuitement. Puis le premier service d'UPP de la ville s'y est installé et n'a évidemment pas été accepté au départ. Peu à peu, grâce à des activités parallèles comme la dispensation de cours de sport ou de musique par les policiers eux-mêmes, l'acceptation progressive de cette nouvelle autorité se fit.

Il est intéressant de réaliser que ce processus de pacification a des traits de similarité avec la gentrification.

Ma première expérience avec les favelas au Brésil était à Rio, quand j'ai souhaité aller sur le *morro dois irmãos*¹. Il s'agit d'une montagne dominant la ville à plus de 500m, offrant une vue imprenable, mais qui n'a d'autre accès que la favela de Vigidal. On ne peut la traverser qu'en moto taxi conduite par des résidents de cette favela. Lorsque l'on arrive en bas, après avoir longé la côte d'Ipanema, on aperçoit un ensemble de baraquements qui s'élève sur le flanc de la colline. Avant d'aller plus loin on est tout de suite arrêté par une rangée de conducteurs de moto taxi, eux-mêmes encadrés par des policiers lourdement armés. On prend au hasard un conducteur qui va nous emmener jusqu'au sommet de la favela, au travers de routes escarpées, jusqu'au départ de la randonnée des *dois irmãos*. Je n'ai à ce moment ressenti aucune insécurité, et les constructions que j'ai vues ne m'ont pas semblé précaires.

L'article intitulé « JO 2016 : Vidigal, la favela chic de Rio » paru dans *Le Monde*, nous indique que cette favela à l'origine peuplée d'ouvriers et de personnels pour les habitants des quartiers d'Ipanema et Copacabana a été bouleversée par la montée des prix due aux Jeux Olympiques de 2016². Par le témoignage de Marcos Brandao, directeur du bar *da Laje*, situé en plein coeur de Vigidal, on apprend que des célébrités françaises, brésiliennes, ont traversé la favela pour venir dans son bar. Ce n'est pas le seul à s'être installé professionnellement sur ce *morro*. Des architectes, artistes, réalisateurs, l'ONG *Nos Do Morro*, l'école de théâtre ayant formé les acteurs de *La Cidade De Deus* ont également pris racine sur cette colline. La mise en place en 2012 de l'UPP a fait tomber les dernières barrières qui retenaient les cariocas de venir s'y installer. Cela s'est fait d'autant plus vite que l'inflation économique due aux jeux olympiques a placé les appartements des classes moyennes dans une bulle spéculative hors de portée de la plupart des habitants. Cette croissance exponentielle s'est chiffrée de manière effrayante. Le prix des logements dans Vigidal a subi une montée de 50 % dans les soixante-douze heures suivant l'installation de l'UPP sans plus jamais cesser de monter. Une sorte de fusion sociale s'est créée, mélangeant des artistes du monde entier, des traditionnelles *feijoadas*³ invitant les cariocas, à des fêtes de samba. Cette nouvelle population est assez emblématique de la première étape de gentrification, qui consiste à faire migrer un groupe vers un lieu souvent pour pour des

1 Trad: «Montagne des deux frères»

2 GATINOIS Claire , « Vidigal, la favela chic de Rio », *Le Monde*, août 2016

3 Plat typique à base de haricots rouge

opportunités immobilières. Cette population attire les investisseurs qui vont rendre ce quartier plus attractifs, provoquant une hausse du marché obligeant la fuite des habitants originels. C'est ce que Marcos Brandao souhaite éviter à tout prix, en respectant les règles de la communauté. Par exemple 90% de son effectif du bar est de Vigidal, son bar ferme à 22h et il ne concurrence pas le business de moto taxi.

La matérialité est ici un marqueur de l'évolution sociale. Alors que les matériaux de construction sont traditionnellement basiques dans les favelas: de la maçonnerie, brique, enduit peint, à Vidigal certaines réhabilitations sont marquées par une sélection de matériaux modernes. On peut voir ainsi de l'acier Cor-ten, des briques rouges d'inspiration new-yorkaise.



Fig 1

Les favelas sont donc plurielles mais n'échappent pas à la croissance économique, au développement des villes et ont un caractère évolutif. Elles ont donc la capacité de se transformer, de naître et de mourir, elles ne sont pas figées dans le temps.

Slum, squat ou urbanisation pirate?

Cela ne va pas sans rappeler que les bidonvilles ne sont pas spécifiques aux pays en voie de développement. L'étude de 1895 citée par l'auteur de l'ouvrage *Le pire des mondes possibles*¹, élit même les *fondaci* de Naples comme les «logements humains les plus abominables de toute la planète».

L'Europe était donc en fer de lance de cette urbanisation désorganisée et illégale. De plus, la criminalité était à la racine même de son terme.

En effet *slum* en anglais était défini par le criminel James Hardy Vaux dans *Vocabulary of the flash language* en 1812, comme un mot signifiant le

1 DAVIS Mike, *Le pire des mondes possibles: De l'explosion urbaine au bidonville global*, Paris, La Découverte, 2006

racket, autant que le commerce illicite. Cependant suite à l'épidémie de choléra sévissant entre 1830 et 1840 en Europe le mot *slum* change de définition pour parler des habitations plus que du racket. Ces bidonvilles sont par la suite arrivés dans le langage courant notamment grâce au Cardinal Wiseman qui le cite dans ses écrits érudits.¹

Il va sans dire que par leur étymologie ces logements étaient associés à des valeurs peu morales, des conditions sordides, un surpeuplement et des foyers épidémiques.

La littérature de ce siècle a naturellement suivi ce sens en marginalisant toujours plus ces populations. Le révérend Chapin dans *Humanity in the city* en 1854 les décrit comme des «sauvages [...] avec des massues et des cris de guerre fort semblables».²

Ce n'est qu'en 2002, à l'occasion du sommet des Nations Unies à Nairobi, qu'une définition certes plus réductrice mais moins préjudiciable est adoptée officiellement. Elle ne tient compte que des caractéristiques physiques et légales de l'implantation. Elle se tient écartée volontairement des dimensions sociales, car non mesurable.

ONU-Habitat définit un ménage de bidonville en termes opérationnels, comme manquant d'un ou plusieurs des indicateurs suivants : une structure de logement durable ; accès à l'eau potable; l'accès à un assainissement amélioré ; espace de vie suffisant; et la sécurité d'occupation. Les quatre premiers reposent sur des définitions conventionnelles ; le dernier est le plus difficile à évaluer et n'est actuellement pas utilisé dans la mesure des bidonvilles³

Les pays du tiers monde et ceux en développement ont suivi cette voie de développement plusieurs décennies après l'Europe, plus les villes grandissaient et devenaient des mégapoles, plus les bidonvilles devenaient denses, surpeuplés et éloignés des centres urbains.

Le Brésil possède cette particularité que les favelas sont originellement concentrées dans les centres villes et pas en périphérie comme c'est le cas à travers le monde. Certes, les terrains sont inconstructibles car fortement dangereux, c'est le cas des favelas de Rio à flanc de montagne, mais cela ne les empêche pas d'exister et de survivre depuis plus d'un siècle.

C'est pour ces cas singuliers que l'auteur de l'ouvrage *Le pire des mondes possibles* nous apporte des précisions sur la définition exacte des termes.

Les squats ont la particularité de se situer sur des zones marginales, considérées comme inconstructibles par leur dangerosité, ce qui repousse tout entrepreneur à investir sur ces terrains, et la tolérance du gouvernement face à l'occupation illégale. Comme dit l'auteur «Le squat est devenu un pari contre

1 DAVIS Mike, *Le pire des mondes possibles: De l'explosion urbaine au bidonville global*, Paris, La Découverte, 2006,

2 *Ibidem*

3 «Slum», UN-Habitat (2018). SDG Indicator 11.1.1 Training Module: Adequate Housing and Slum Upgrading. United Nations Human Settlement Programme (UN-Habitat), Nairobi

la catastrophe inéluctable»¹. C'est donc un habitat informel sur un terrain dangereux acquis sans titre ni achat. L'urbanisation pirate, quant à elle, se déroule de manière insidieuse. En effet comme le souligne l'auteur tout terrain plat périphérique a une valeur marchande et fait l'objet d'un marché foncier invisible. Des transactions légales font accéder un terrain à un propriétaire qui va par la suite le subdiviser pour générer un profit en le revendant à une population très pauvre. Cette subdivision bien qu'organisée en parcelle uniforme ne se conforme à aucun plan d'urbanisme et ne dispose d'aucun service. C'est les nouveaux propriétaires qui doivent faire pression sur l'Etat pour négocier des aménagements d'infrastructure.

Quand la solidarité n'est pas politique

Au Brésil comme en Europe, des élans de solidarité se sont mis en place pour venir en aide aux populations les plus pauvres. Originellement initiés par la philanthropie religieuse, des groupes s'en sont peu à peu détachés pour créer le système humanitaire dans le courant du XIXème siècle. Les principaux acteurs, impliqués dans l'amélioration des conditions de vie au sein des communautés précaires sont les Organisations non gouvernementales.

Aujourd'hui les Organisations non gouvernementales sont considérées comme les plus gros lobbyistes au monde avec les Etats et le monde financier². C'est-à-dire qu'il s'agit des plus importants groupes d'influence qui défendent des intérêts en exerçant des pressions sur les institutions au pouvoir. Bien que les ONG ne soient pas reconnues officiellement par le droit international, elles doivent répondre à quatre critères fondamentaux.

Tout d'abord, elles sont indépendantes financièrement, elles doivent être en mesure de répondre à leurs propres besoins. Plus une ONG choisira de favoriser les ressources financières des institutions, plus elle dépendra de celles-ci. L'autonomie financière est plus importante si elle provient des dons publics, bien qu'elles doivent rendre des comptes sur leur financement.

La transparence est nécessaire pour les donateurs mais également pour les contrôles dont elle fait l'objet, variant selon les pays. Cette notion va de paire avec l'indépendance politique. En effet, même si l'Etat peut apporter des subventions, l'ONG doit se détacher de toute forme d'alliance qui contraindrait ses actions, notamment lors de conflits politiques. Le troisième critère est la notion d'intérêt public de son action. Celle-ci se définit comme la finalité d'actions censées intéresser et servir une population considérée dans son ensemble. Cette notion apporte la légitimité aux actes menés par ces organisations. Cela l'autorise à se voir transmettre des donations et des legs, c'est-à-dire acquérir à titre gratuit (contrairement à la plupart des autres associations qui ne peuvent recevoir que des dons manuels). Enfin, le dernier critère concerne le but non lucratif. Comme indiqué, les entités ne peuvent avoir pour but la recherche de bénéfices à partager entre ses membres. L'argent recueilli doit donc être réinvesti dans les oeuvres sans qu'aucun des acteurs

1 DAVIS Mike, *Le pire des mondes possibles: De l'explosion urbaine au bidonville global*, Paris, La Découverte, 2006,

2 LAMBERT Baptiste «Voici les 10 ONG les plus puissantes au monde», *Business AM*, juin 2018

ne puissent s'y servir à des fins personnelles.

Les ONG peuvent être divisées en plusieurs catégories en fonction de leur domaine d'activité et la durée de leur intervention. On considère les ONG caritatives comme celles qui vont agir dans l'urgence, en l'occurrence lors de catastrophes naturelles ou de guerres. Elles se différencient des ONG de développement, qui entreprennent des programmes sur un temps plus long dans de nombreux secteurs. Elles n'envoient pas simplement des volontaires mais forment également des personnes pour autonomiser les populations locales. Elles peuvent financer également des projets *in situ*. Parmi les nombreux secteurs d'intervention nous pouvons citer les plus connus: l'activité médicale, religieuse, les droits de l'homme, l'environnement, la recherche, et bien entendu, celles qui opèrent dans les communautés précaires, par la construction d'habitats d'urgence.

Il serait à ce stade important d'évoquer le caractère non gouvernemental des ONG. En effet, au Brésil particulièrement, ces organisations se sont développées initialement en opposition à la dictature militaire, donc au pouvoir politique en place. De ce fait elles sont marquées par le militantisme face à un Etat considéré comme incapable de faire face aux besoins de la société¹

Depuis la fin de la dictature militaire, les ONG continuent à assumer des rôles que l'Etat, indifférent, laisse de côté. Les ONG visant à réduire les inégalités sociales furent ainsi les premières à aller dans les communautés et à fournir des données sur la pauvreté et les conditions sanitaires. Elles se positionnent comme les acteurs principaux des situations d'urgence, utilisant des méthodes toujours plus innovantes pour répondre à des besoins matériels. Via des partenariats elles peuvent se démarquer par la qualité des produits qu'elles mettent au service de ces populations. Leur engagement, d'autant plus fort que les services publics peinent à se faire remarquer, mérite d'être justifié par un travail de recherche, que ce mémoire tente de retranscrire. La question que l'on se pose à la suite de ce cadre théorique est alors, dans quelle mesure les actions menées par l'ONG TETO, dans les favelas les plus précaires de Curitiba, sont devenues aujourd'hui le dernier allié dans la lutte contre l'insalubrité des logements notamment face à un Etat défaillant?

Sur le terrain

Pour répondre à cette problématique, une expérience sur le terrain était fortement recommandée. Lors de la mobilité que j'ai eu la chance de réaliser à Curitiba en 2019, j'ai pu entrer en contact avec l'association TETO qui réalise des opérations humanitaires dans les communautés les plus précaires. En rejoignant cette association j'ai participé à deux week-ends, dont un consistant à construire un habitat d'urgence dans une favela de Curitiba. Cette expérience, marquante sur de nombreux niveaux, m'a donné envie de faire ce travail de recherche que le cadre du mémoire a rendu possible. Cette étude de cas est la base de ce travail, et le compte rendu détaillé de cette expérience est complé-

1 LENA Philippe. «Les ONG au Brésil, une histoire singulière». In: *Lusotopie*, n°9, 1e semestre 2002. Les organisations non gouvernementales en Lusophonie. *Terrains et débats*. pp. 209-214

mentaire de la recherche conceptuelle et théorique. De plus, il est primordial que ce travail ne se réduise pas à mon seul ressenti c'est pourquoi en conservant le contact des bénévoles brésiliens qui participaient à ce même week-end j'ai pu les interrogés sur leurs propres expériences. Afin d'étendre cette étude au maximum, j'ai questionné également les professeurs d'architecture enseignant à l'université de Positivo, pratiquant les échanges universitaires avec l'école d'architecture de Bordeaux. De plus j'ai eu la chance de m'entretenir avec la directrice générale de TETO au Parana ainsi que la gestionnaire nationale de communication. Ces entretiens se sont déroulés en portugais, la version traduite se trouve en annexe de ce mémoire.

Enseignant architecte	Professeur de théorie de l'architecture à l'université Positivo	Inacio
	Professeur d'architecture et coordinateur du cycle d'architecture à l'université Positivo	Guillermo
TETO	Directrice générale au Parana	Amanda
	Gérante nationale de la communication	Giulia
	Volontaire permanent	Renata
	Volontaire ponctuel	Wesley
	Volontaire ponctuel	Thais
	Volontaire ponctuel	Mateus
	Volontaire ponctuel	Vitoria
	Volontaire ponctuel	Bruno

Déroulement du mémoire

Tout d'abord il paraît nécessaire d'expliquer dans une première partie quelle est la conséquence de la gestion gouvernementale des villes dans un contexte de mondialisation accéléré, en lien avec le développement des quartiers informels qu'ils soient squats ou urbanisation pirate.

Il convient d'expliquer comment les ONG se sont créés dans des contextes de conflits, pour faire face à l'incapacité des Etats.

Au travers des différentes définitions nous pouvons comprendre l'évolution du modèle économique de gestion de la pauvreté à l'échelle mondiale. Cependant il est important de marquer la singularité du Brésil et de ses favelas qui tant dans leur origine que dans leur développement s'écartent des pays du tiers-monde. Spatialement et culturellement les favelas sont propres à ce pays et présentent des caractéristiques uniques qu'il est primordial de spécifier d'autant plus qu'elles sortent du cadre de pensée occidentalisé.

Effectivement les idées modernistes et la vision européen centrée n'ont pas eu le succès escompté dans l'urbanisation globale des villes et le modèle des grands ensembles s'est vite éclipsé face à l'ampleur de la lutte des ha-

bitants pour préserver leur logement. Il faut donc expliquer comment l'insuffisance des décisions gouvernementales a laissé place à une gouvernance participative.

Puis nous nous attachons à recentrer la question autour de la ville de Curitiba, qui en tant que ville modèle, «smart city» fait l'objet de nombreuses études valorisantes la décrivant comme un modèle de développement urbain. Cette gratification est sans nul doute la conséquence de la gouvernance de Jaime Lerner, cet architecte engagé dans le développement durable, qui a su prendre des décisions innovantes pour la ville.

En revanche, bien que les favelas ne se soient pas intégrées dans le centre-ville, des quartiers d'habitats informels ont grandi à la même vitesse et par leur situation excentrée ont été oubliés pendant longtemps des politiques urbaines. Un écart social s'est creusé et une couverture médiatique déplorable a contribué à marginaliser ces quartiers.

Dans une deuxième partie nous expliquons les actions de TETO sur le terrain de manière générale et plus particulièrement à Curitiba.

Ma participation pendant deux week-ends avec l'association TETO m'a fait prendre conscience de la réalité de la pauvreté et de la précarité. Loin d'être dans le même processus de gentrification que Vigidal à Rio, les favelas précaires de Curitiba sont dans un processus contraire de paupérisation. Ce cas d'étude est au coeur de la recherche de ce mémoire.

Puis dans un second chapitre une vision plus large du modèle des associations humanitaires me paraît inévitable. Nous questionnons la stratégie de TETO, de sa potentielle adaptation à d'autres contextes de pauvreté similaires dans le monde. Ses nombreuses reconnaissances font de cette ONG un modèle, il est donc important de comprendre les raisons de cette engouement.

Néanmoins nous ne pouvons écarté l'aspect sombre des ONG, leur monopole dans ce secteur. La réduction de la représentation de cette population au profit d'un business humanitaire, qui en sensibilisant récupère des dons individuels, des subventions de la coopération internationale, des investissements des entreprises et rentre de ce fait dans le modèle capitaliste qu'elle dit combattre. Nous devons tenter d'expliquer ce paradoxe sans perdre de vue leur action et leur nécessité face à des gouvernement déficients.



1

**DÉSENGAGEMENT POLITIQUE ET
ÉMERGENCE DES GROUPES
D'ACTION NON
GOUVERNEMENTAUX**



Source: Giorgia Prates/Coletivo CWB Resiste, 20/12/2018, Vila 29 de março Curitiba

A

L'origine des premières organisations internationales provoquée par l'accroissement des inégalités de richesse.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE ET DE PAYSAGE
DE BONNEAU
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Depuis les *slums* britanniques la quantité de bidonvilles n'a cessé d'augmenter, parallèlement à l'urbanisation des villes des pays émergents. Au début du XX^{ème} siècle, une personne sur 10 dans le monde vivait en ville, en 2007 c'est plus d'une personne sur deux. Pour l'époque, cette urbanisation était synonyme de progrès, malheureusement elle ne prenait pas en compte les conditions de vie inhérente à chacune, en particulier dans les pays émergents.¹

En Amérique latine, le développement des bidonvilles est la conséquence de l'exode rural qui est monté en flèche au milieu du XX^{ème} siècle, tout comme le taux de fécondité qui s'est augmenté suite aux avancées de la médecine réduisant le taux de mortalité infantile.

Les BRICS face à l'urbanisation informelle croissante

Il est intéressant de faire une comparaison entre le Brésil, la Chine et l'Inde, qui, en tant que pays en développement, souffrent d'une inégalité forte malgré la croissance de leur PIB. En effet le Brésil n'est plus reconnu comme un pays du tiers-monde mais comme un «Nouveau Pays Industriel», puis en 1970 comme «Un pays à bas salaire et à capacité technologique».² C'est à partir des années 2000 qu'il acquiert son statut de pays émergents grâce à un PIB en hausse. Les inégalités sociales ainsi que l'instabilité politique l'empêchant d'être considéré comme un pays développé.

Le tableau, retranscrit dans l'ouvrage de Mike Davis *Le pire des monde possibles*³, diffusé par l'ONU Habitat en 2003, classe les pays par le nombre de personnes vivant en bidonville. Le Brésil se trouve en troisième position, derrière la Chine et l'Inde, avec 51,7 million de personnes vivant dans ce type de logement, soit 36,6% de la population. La Chine a une part de 37,8% de sa population vivant dans ces conditions, revenant à plus de 193 millions de personnes, plus de trois fois le Brésil. Quant à l'Inde, c'est 158 millions de personnes, soit 55,5% de la population du pays.

Selon les données du site «Our world in data» publiés par World Bank – World Development Indicators⁴, le Brésil arrive en 2014 à 22,3% de sa population habitant des bidonvilles contre 36,7% en 1990. L'Inde ne serait plus qu'à 24% alors qu'elle était à 48% et la Chine à 25,2% contre 43% en 1990.

Ce graphique (fig 2) montre justement la capacité de la Chine et de l'Inde dans la diminution progressive de leur part d'habitants en ville vivant dans les bidonvilles entre 1990 et 2014, rattrapant le Brésil qui lui n'a commencé un réel ralentissement de sa courbe que depuis 2010.

Le réel problème des données statistiques à ce sujet est le manque de fiabilité gouvernementale, car comme l'explique Mike Davis les autorités sous-estiment délibérément les chiffres de la pauvreté.

De plus, les nuances sont fines. Le pourcentage d'habitants urbains

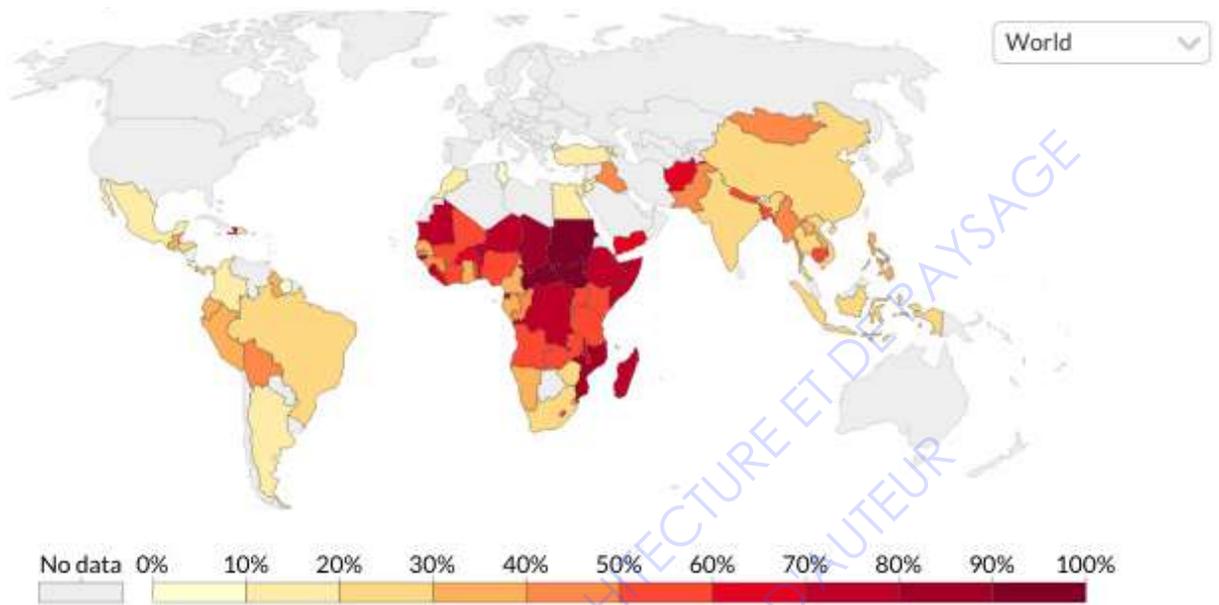
1 CHABOT Caroline. *Les favelas à l'ombre des méga-événements sportifs internationaux, confrontation d'un nouveau type : les cas de Rio de Janeiro et Curitiba au Brésil*. Sociologie. Université de Bordeaux; Universidade federal do Paraná (Brésil), 2018. Français.

2 Ibidem

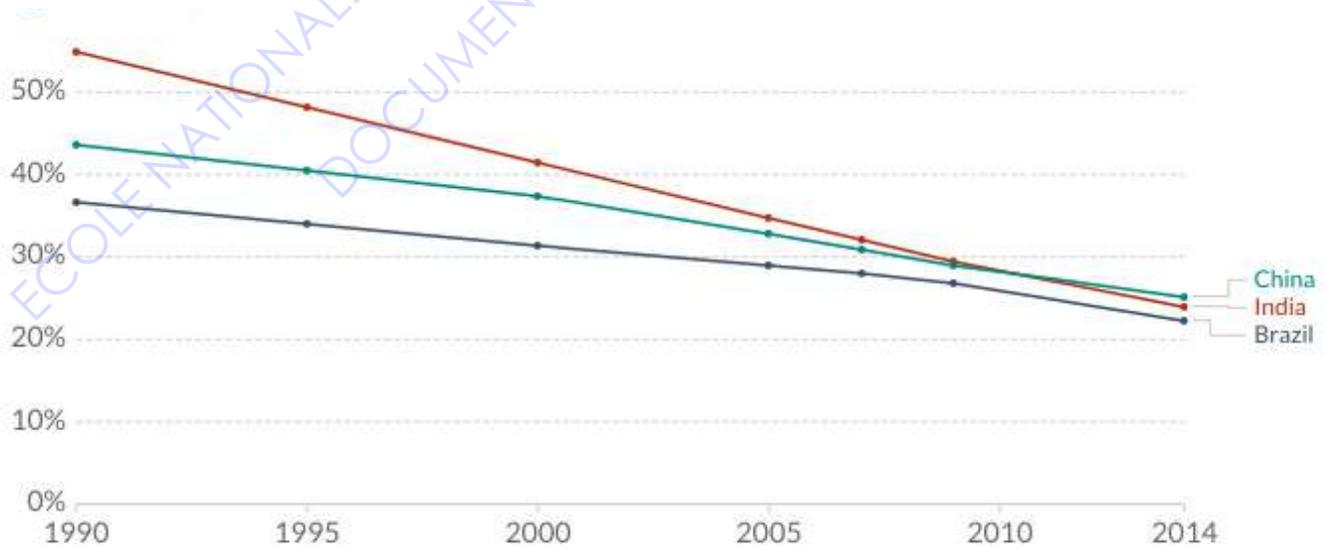
3 DAVIS Mike, *Le pire des mondes possibles: De l'explosion urbaine au bidonville global*, Paris, La Découverte, 2006, 248p

4 Un habitat, 2014, Share of urban population living in slums, 1990 to 2014

Part de la population urbaine vivant dans les bidonvilles en 2014



Part de la population urbaine vivant dans les bidonvilles depuis 1990 en Chine, Inde et Brésil

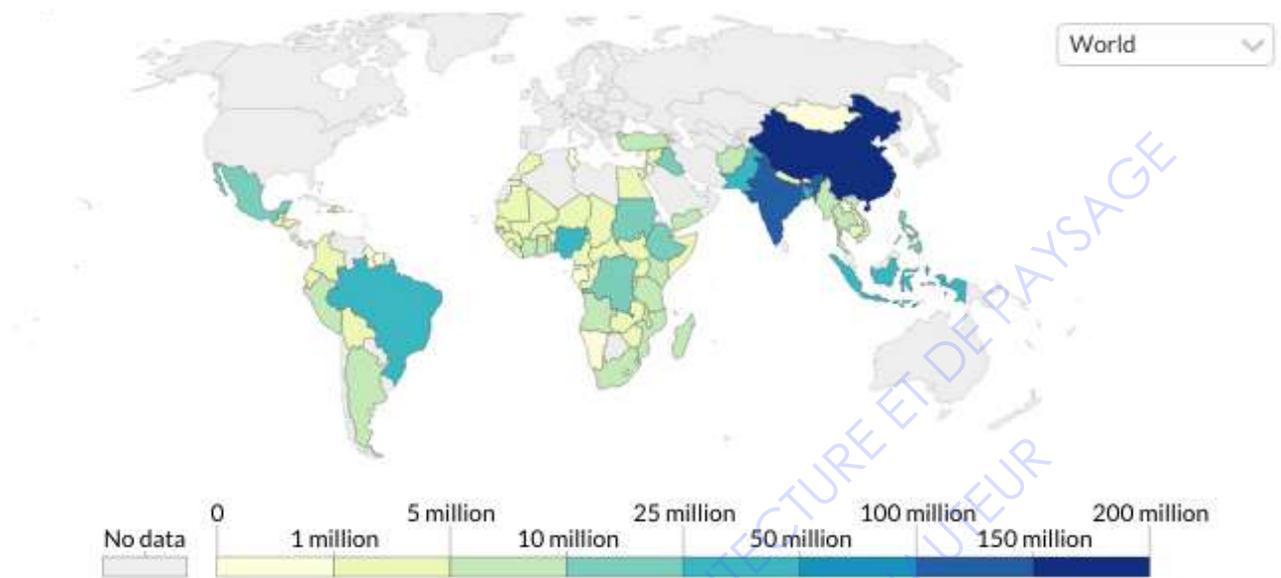


Source: UN HABITAT

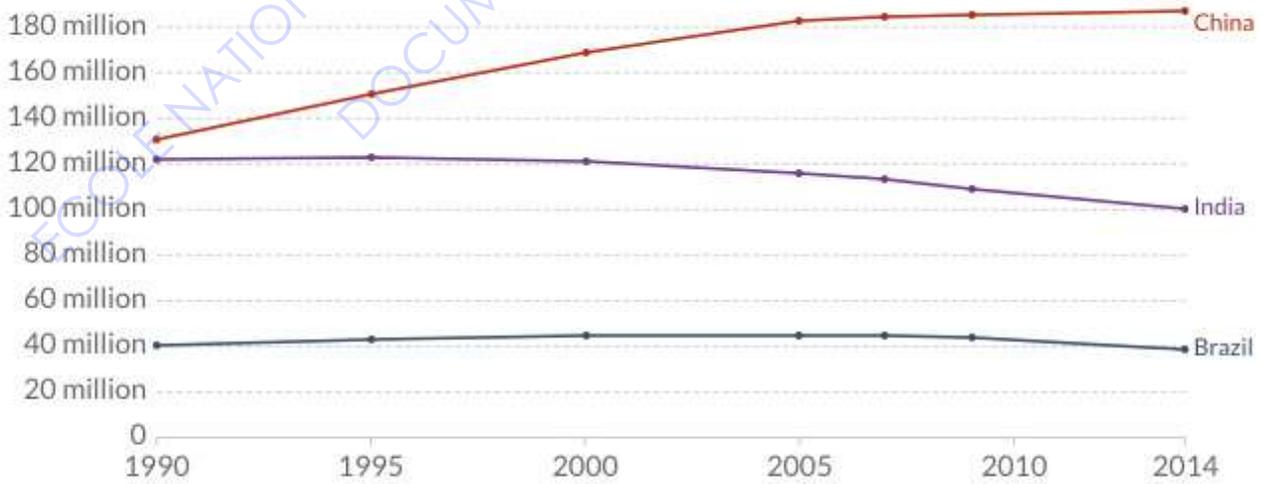
OurWorldInData.org/urbanization • CC BY

Fig 2

Population urbaine vivant dans les bidonvilles en 2014



Population urbaine vivant dans les bidonvilles depuis 1990 en Chine, Inde et Brésil



Source: OWID based on World Bank, World Development Indicators

CC BY

Fig 3

vivant dans les bidonvilles a effectivement diminué, puisque les conditions s'améliorent selon les définitions requises par ce graphique. En effet, sont comptabilisés les groupes d'individus qui vivent sous le même toit avec une ou plusieurs des conditions suivantes manquantes: l'accès à l'eau améliorée, accès à des sanitaires améliorés, une superficie suffisante pour vivre, et un logement durable (dans le sens durable au temps, soit construit en dur)¹. Or si les conditions s'améliorent dans ces habitats, elles se détériorent pour une nouvelle part de la population, encore plus pauvre et souvent non comptabilisée.

Il est nécessaire également d'appuyer le fait que ces chiffres sont propres aux pays cités, la Chine, le Brésil et l'Inde. Il s'agit là des pays qui profitent de la croissance de leur marché via les exportations de produits, qui ont donc les moyens d'améliorer progressivement les conditions de vie dans les bidonvilles. Ce n'est pas le cas des pays du tiers-monde, qui subissent le prix d'être écartés de la mondialisation. Pour ces pays là, notamment en Afrique sub-saharienne, la part d'habitants dans les bidonvilles est plus proche des 90%.

Cette part de la population vivant dans les bidonvilles n'est pas non plus exhaustive de la réalité. La carte créée par «our world in data» sur le nombre d'habitants dans les bidonvilles en 2014 (fig 3) apporte plus de précision. En effet sont représentés en bleu foncés les pays ayant le plus d'habitant dans les bidonvilles, et il est tout de suite évident que les pays les plus peuplés, soit la Chine, l'Inde et le Brésil sont les plus visés. Le graphique représentant le nombre d'habitant dans les bidonvilles depuis 1990 permet de situer cette évolution. La Chine comptait plus de 130 millions d'habitants en bidonville en 1990 et plus de 187 millions en 2014. Cela signifie que bien que sa part de population urbaine vivant dans les bidonvilles aie diminuée d'environ 1,7 fois, sa population y habitant, elle, a augmenté d'environ 1,4 fois.

Cela est différent pour l'Inde et le Brésil qui malgré une courbe instable, ont vu leur population des bidonvilles diminuer. En Inde en 2014 c'est 100,5 millions d'habitants contre 122 en 1990. En ce qui concerne le Brésil, la diminution est quasi inexistante puisqu'on passe de 40,5 millions en 1990 à 38,9 millions en 2014.

La dichotomie entre ces graphiques s'explique par l'étalement périphérique des bidonvilles, par leur isolation et ghettoïsation. Les gouvernements font le choix d'urbaniser les villes, en supprimant les bidonvilles pour y construire à la place des appartements, des maisons, pour les classes moyennes, selon des plans de type Hausmanien. Ainsi les villes s'urbanisent, sur le même modèle que l'Europe, en invisibilisant toujours plus les populations les plus pauvres.²

Contrairement à son origine, les conditions dans les bidonvilles ne sont pas systématiquement liées à la mauvaise qualité ou durée de vie des matériaux de construction. La tôle ou la brique ont été longtemps synonyme d'habi-

1 Un habitat, 2014, Share of urban population living in slums, 1990 to 2014

2 DAVIS Mike, *Le pire des mondes possibles: De l'explosion urbaine au bidonville global*, Paris, La Découverte, 2006, p.88

tat dans les favelas. Aujourd'hui il est impossible de s'arrêter à cette caractéristique puisque l'évolution social des résidents a pu permettre la pérennisation des abris. Certaines habitations des favelas de Rio sont aujourd'hui en dur et assainie.

L'influence du système de Bretton Woods

Les institutions, comme la Banque mondiale ou le Fond Monétaire International créés lors de la Conférence de Bretton Woods en 1944 ont également leur rôle à jouer sur cette bidonvillisation mondiale. Tout d'abord il faut comprendre qui elles sont.

Selon l'article publié par le ministère de l'économie des finances et de la relance¹, le FMI a été créé dans le but d'assurer la stabilité financière au niveau mondial. C'est-à-dire qu'il a le pouvoir d'accorder des prêts aux pays en difficulté grâce à l'argent des Etats membres, dont les Etats-Unis qui y contribuent le plus. Cependant ce prêt se fait selon des conditions drastiques. En effet le FMI oblige les pays recevant l'aide à appliquer une politique d'austérité économique stricte souvent critiquée.

La Banque Mondiale, créée un an plus tard devait à l'origine venir en aide à la reconstruction des pays après la Seconde Guerre mondiale, d'où son premier acronyme BIRD (Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement). Après avoir prêté de l'argent aux pays visés, elle s'est lancée dans les années 1970 dans la lutte contre la pauvreté. Ainsi les prêts de la Banque mondiale sont attribués aux pays d'Amérique latine, d'Afrique ou d'Asie pour des projets concernant la production alimentaire, le développement d'infrastructure, le bâti, la santé ainsi que la nutrition. Les prêts accordés ont de faibles taux d'intérêt, quand ils en ont, mais cela peut passer tout autant par des dons. Elle fonctionne comme une banque. C'est-à-dire qu'elle emprunte sur les marchés financiers, et prête les ressources obtenues aux pays parmi les 189 membres qui lui font la demande. Elle peut également intervenir pour aider les entreprises privées en les soutenant financièrement par des fonds ou par une garantie pour couvrir le risque de crédit aux banques.

Leur rôles sont ainsi théoriquement complémentaires, tandis que le FMI exerce une surveillance sur la stabilité du système monétaire mondial, la Banque mondiale, elle, va lutter contre la pauvreté au côté des pays en développement.²

Cependant la réalité est quelque peu différente. L'illusion d'une complémentarité parfaite est impensable quand leurs objectifs sont aussi divergents. Mike Davis explique dans son livre³ qu'une guérilla entre ces deux institutions a profondément bouleversé l'équilibre des pays en développement. D'un côté le FMI restreint les capacités décisionnelles des municipalités et des populations pauvres dans la lutte du droit au logement. Il prône la mise en place de système de calcul dégressif des droits et des charges liés à l'usage de services

1 «Quel est le rôle du Fonds monétaire international (FMI) ?». *Ministère de l'économie des finances et de la relance*. [economie.gouv](http://economie.gouv.fr). Web. Janvier 2020

2 «Le Groupe de la Banque mondiale et le Fonds monétaire international FMI» *La Banque Mondiale*. banquemonde.org. Web. Janvier 2020

3 DAVIS Mike, *Le pire des mondes possibles: De l'explosion urbaine au bidonville global*, Paris, La Découverte, 2006

publics. C'est comme faire un amortissement dégressif du coût d'un achat pour une entreprise. Cela revient à prendre en compte une dévalorisation de cet achat plus rapide durant les premières années, c'est-à-dire que chaque annuité est multiplié par un coefficient, augmentant ainsi son taux d'amortissement. De l'autre la Banque mondiale qui a multiplié par 200 son prêt destiné au développement urbain entre 1972 et 1988.¹

Cette contradiction s'explique par le jeu d'acteurs qui s'est produit dans les années 1970, que décrit Mike Davis dans son ouvrage. Robert MacNamara, président de la Banque mondiale de 1968 à 1981 se lie avec John Turner, un architecte anarchiste qui éprouve une fascination par la capacité d'autonomie des bidonvilles. C'est en 1976 que Turner sort son livre sur la capacité des habitants à construire par eux-même², au même moment de la première conférence de l'ONU Habitat. Celui-ci marque une rupture avec l'idéologie moderniste qui ne voyait des solutions pour les bidonvilles que leur suppression. Il prend le parti pris de se concentrer sur des solutions urbanistiques *in situ*. L'idée principale étant l'autonomie laissée aux habitants, l'amélioration par couches successives et la régularisation foncière spontanée. L'approche radicale mais pragmatique de Turner correspondait aux attentes économiques de McNamara.

La conséquence fut la réduction drastique du budget accordé par la banque mondiale, comme le dit Jeremy Seabrook «en mettant en avant le talent, le courage et les capacités des pauvres des bidonvilles à se débrouiller tout seuls, on a ouvert la voie à l'abandon par l'Etat et les gouvernements locaux de leur rôle d'intervention et de soutien.» De plus, on construisant par interventions différées l'économie d'échelle se perd, et le prix des matériaux de construction est beaucoup plus élevé, ou de moins bonne qualité.³

Après de nombreux échecs il fut déclaré que le programme de réhabilitation des bidonvilles et de construction de logements viabilisés avait échoué dans ses objectifs et à l'échelle de la crise du logement dans le tiers-monde.

C'est durant cette décennie de 1970 que le FMI suivi par la Banque mondiale ont mis en place un plan d'ajustement structurel (PAS) visant à restructurer l'économie des pays du tiers-monde via un système néolibéral. Par la mise en place d'un contrat, les pays du tiers-monde tentaient d'éponger leur dettes en privatisant la plupart de leurs institutions, abandonnant ainsi leur indépendance économique. En Amérique latine cette politique a réduit les investissements publics dans les infrastructures sanitaires et de distribution d'eau potable, augmentant drastiquement la mortalité infantile chez les habitants les plus pauvres.

Selon l'auteur les PAS seraient le déclenchement de la fin de la classe moyenne dans les pays du tiers monde. Les années 80, tout au long de cet ajustement mené par le FMI et la banque mondiale, sont la décennie où les

1 DAVIS Mike, *Le pire des mondes possibles: De l'explosion urbaine au bidonville global*, Paris, La Découverte, 2006

2 TURNER John, *Housing by people: Towards autonomy in building environments*, Pantheon Books New-York, 1976

3 DAVIS Mike, *Le pire des mondes possibles: De l'explosion urbaine au bidonville global*, Paris, La Découverte, 2006, p.66

bidonvilles sont devenues le refuge des migrants ruraux pauvres mais également des millions d'urbains déclassés suite à la violence de cet ajustement.

Dans *The challenge of slums*¹ l'auteur défend la même théorie, que la première cause des accroissements de la pauvreté et de l'inégalité entre 1980 et 1990 est le retrait de l'Etat.

Le pouvoir de l'Etat se voit affaibli face à sa dévolution vers un pouvoir étranger aux gouvernances inférieures, en particulier les ONG.

L'Afrique et l'Amérique latine furent les plus durement touchées. Son impact, associés à l'augmentation du prix du pétrole, des sécheresses, la chute des prix des biens de consommation fut plus dure et plus longue que celle de la Grande Dépression.

D'après une étude de l'Organisation Internationale du Travail, la pauvreté urbaine en Amérique latine a augmenté de 50% entre 1980 et 1986. Les revenus moyens des travailleurs ont chutés de 21% au Brésil.²

Réciprocité des Risques

Malheureusement il n'existe pas une seule manière de répondre à la crise du logement. Les bidonvilles sont uniques et endémiques des territoires sur lesquels ils se trouvent. Chaque solution dépend des conditions de ces abris et du terrain. Comme nous l'avons dit précédemment, ils se créent sur des terrains souvent dangereux, c'est pour cette raison que la thèse de John Turner ne pouvait être applicable de manière générale. Tous les bidonvilles ne peuvent pas être urbanisés pour la sécurité des habitants.

L'auteur Mike Davis explique que les bidonvilles sont implantés sur des zones à risques naturels présents et que la saturation du sol due aux habitats informels, l'excès de bâti et le débroussaillage ne font que multiplier ce facteur de risque, entraînant souvent des catastrophes humaines dévastatrices.³

Le cas des favelas est en l'occurrence très représentatif, puisque leur implantation se fait généralement à flanc de montagne. Selon des études géomorphologiques de 1990, un quart des favelas de Sao Paulo serait construit sur des sites extrêmement érodés, les trois autres quarts se situent sur des flancs abrupts ou des berges non stabilisées. 16% des «squatteurs» vivent dans un risque imminent de mort et/ou de perte de leur propriété.⁴

Les tragédies de Rio de Janeiro rendent tristement célèbres les favelas. En raison de leur implantation sur des versants granitiques, certaines d'entre elles ont subi de lourdes pertes: 2000 morts entraînés dans un torrent de boue en 1966, 200 en 1988, 70 durant la période de Noël en 2001.⁵

De plus le risque sismique est d'autant plus élevé dans les bidonvilles que la majorité de la population urbaine vit sur des failles tectoniques actives. Ce risque est tellement inégalement réparti que le terme «tremblement de masse» est né du caractère injuste de ces catastrophes.

1 United Nations Human Settlements Programme, *THE CHALLENGE OF SLUMS GLOBAL REPORT ON HUMAN SETTLEMENTS*, Londres, UN-HABITAT,

2 DAVIS Mike, *Le pire des mondes possibles: De l'explosion urbaine au bidonville global*, Paris, La Découverte, 2006

3 *Ibidem* p.127

4 *Ibidem* p.127

5 *Ibidem* p.127

Les bidonvilles ne sont pas que soumis de manière unilatérale à leur environnement, dît dangereux. Ils en sont également acteurs. Les contraintes du terrain agissent sur l'instabilité des habitations autant que les bidonvilles contribuent à l'augmentation des risques naturels. En effet, par leur implantation dense ils peuvent provoquer plus rapidement un éboulement de terrain. Par l'accumulation des déchets, les risques de maladie dû à la pollution augmentent considérablement.

Les favelas ont donc un impact sur la pollution des réserves naturelles. C'est le cas à Sao Paulo, où elles contaminent un lac artificiel Guarapiranga qui contribue à 21% des besoins de la ville. La moitié des favelas de Sao Paulo se situent sur les rives des réservoirs d'eau de la ville, donc chaque déchet jeté par les habitants se retrouve invariablement dans les réservoirs d'eau, augmentant la prolifération des algues dûes à l'accumulation de matières organiques.¹

Pour contrer cette pollution, la ville est obligée d'utiliser 170 000 tonnes par an de produits chimiques afin d'assainir l'eau. Cette méthode ne fait que nourrir le cercle vicieux et ne constitue pas une solution durable.

Les ONG en ultime recours

Au delà de l'incapacité des Etats à trouver des réponses pour améliorer les conditions d'habitat de cette urbanisation informelle et des grandes institutions qui imposent des conditions souvent inatteignables pour une aide économique limitée, les organisations non gouvernementales sont apparues comme un nouvel espoir pour ces habitants dans la nécessité.

Les ONG, comme l'Etat, les agences internationales, le mouvement international de la croix rouge sont des acteurs humanitaires, c'est-à-dire qu'ils agissent au nom de la solidarité. Or même si la solidarité existe depuis toujours, le système humanitaire, lui, n'apparaît qu'au XIXe siècle en Europe pendant la période de guerre. Ce système s'est exporté aux Etats Unis suite à la guerre civile américaine puis s'est mondialisé au cours du XXe siècle.²

Les premières actions de solidarité organisée étaient des actes de philanthropie religieuses, que ce soit la zakat , c'est-à-dire l'acte de donner de l'argent aux plus pauvres, dans la religion islamique, ou la charité dans la religion chrétienne. Dès le XIe siècle ces actes se transforment en structure de solidarité confessionnelle par la création d'ordres, comme l'ordre de Saint Jean de Jérusalem.

La première organisation humanitaire laïque fut le Comité international de la Croix Rouge (CICR) en 1863. Elle s'est créée suite aux atrocités de guerre notamment l'expédition d'Alger de 1830. Il s'agit de la campagne militaire française qui visait à conquérir le pays en vue de le coloniser et faire tomber le Dey d'Alger, souverain de la régence. Cette bataille, comme celle de Solferino qui eut lieu en 1859, déclenchèrent la création des pensées huma-

1 DAVIS Mike, *Le pire des mondes possibles: De l'explosion urbaine au bidonville global*, Paris, La Découverte, 2006, p.128

2 MICHEL Maietta, « Origine et évolution des ONG dans le système humanitaire international », *Revue internationale et stratégique*, 2015/2 (n° 98),. DOI : 10.3917/ris.098.0053

nistes , les fondements du droit international humanitaire.¹

Cette première organisation poussa par la suite les Etats à s'organiser en coopération afin de se venir en aide à la suite des catastrophes naturelles. Cette coopération s'est formée lors du Premier Congrès international des premiers secours et de sauvetage de Francfort en 1908 auquel a participé le secrétaire général des oeuvres de la Croix Rouge en Suisse.

Ce système humanitaire s'est donc développé en réponse à des crises géopolitiques tout au long du XXe siècle afin de venir au secours des plus démunis. Son innovation et sa progression étant d'autant plus accentué que ces événements prenaient de l'ampleur.

C'est dans le contexte de la Première guerre mondiale que naît la première ONG humanitaire transnationale, le «Save the children fund» en 1919, revendiquant le fait que tous les enfants, qu'ils soient dans n'importe quel camp, étaient éligibles au secours. Elle fut suivie par la création de la NPA, l'aide du Peuple norvégien en 1939, puis par l'Oxfam en 1942. Cette dernière fut mise en place par le Comité d'Oxford afin de faire face à la famine en Grèce dû à l'occupation nazie. L'Oxfam tient aujourd'hui la neuvième place dans le classement de NGO Advisor des ONG les plus puissantes au monde², et ce, malgré les scandales d'abus sexuels révélés par The Times en Haïti.

Ces nouvelles ONG se sont en réalité créées pour pallier les défaillances du système humanitaire international des Etats et celui du CICR. En effet les Etats étant impliqués dans la guerre, et le CICR limité par les premières conventions de Genève, ils n'étaient plus capables d'apporter l'aide nécessaire.³

L'asthénie de ce système fut mis en exergue à la fin de la seconde guerre mondiale et suscita le déclenchement d'une période de préoccupation internationale pour la protection des droits de l'homme. Les Etats victorieux prirent la décision de donner plus d'importance et d'enrichir le rôle des acteurs humanitaires. Entre 1945 et 1948 sont créés «the UN Refugee Agency» (UNHCR), soit l'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, l'Institution spécialisée des Nations Unies pour l'alimentation (FAO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) ainsi que l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). De plus, quatre conventions de Genève permirent de renforcer le droit international humanitaire, et le mandat du CICR.⁴

C'est dans un contexte plein d'espoir après la Seconde Guerre mondiale que l'essor le plus important des ONG voit le jour. En effet environ 200 se sont créées dans les cinq années qui ont suivie la victoire. Puis la décolonisation suscita une demande de matériel et d'argent pour les infrastructures des pays tout juste décolonisés que seules les ONG furent capables d'apporter.

Une nouvelle crise humanitaire vint cependant révéler les limites du mode d'action des ONG. C'est la crise du Biafra, au Sud-est du Nigéria, l'un

1 MICHEL Maietta, « Origine et évolution des ONG dans le système humanitaire international », Revue internationale et stratégique, 2015/2 (n° 98),

2 LAMBERT Baptiste «Voici les 10 ONG les plus puissantes au monde», *Business AM*

3 MICHEL Maietta, « Origine et évolution des ONG dans le système humanitaire international », Revue internationale et stratégique, 2015/2 (n° 98),

4 *Ibidem*

des conflits les plus meurtriers du XXe siècle qui fit presque deux millions de morts. La guerre froide et les intérêts économiques des pays développés, notamment la France, le Royaume Uni et les Etats Unis pour les richesses que contenait le sous-sol du Pays contribuèrent au déclenchement et à l'intensité de cette guerre. Le blocus de la région sécessionniste engendra une famine à grande échelle, rapportée par les premiers photojournalistes de l'époque. Le gouvernement Nigérian refusa l'accès du CICR à la région du Biafra, et les Etats brillèrent par leur absence.¹

De nouveaux modes opératoires sont mis en place par les nouvelles ONG en conséquence de cet obstacle. Concern et Médecins Sans frontières, fondées en 1971 se sont démarquées par leur acte de dénonciation, par les témoignages qu'elles rapportaient, d'autant plus évidents face au silence du CICR. C'est également les associations comme Oxfam, et CARE, une organisation composée de 22 associations, qui par des vols pirates purent secourir les populations du Biafra.

La figure de plus en plus indépendante des ONG leur conféra un rôle essentiel dans les activités humanitaires, pouvant accéder dans des secteurs géographiques où les gouvernements n'étaient pas autorisés. Leur témoignage et la dénonciation qu'elle mettait en avant fit l'objet de critiques, insinuant leur instrumentalisation politique. En effet elles sont devenue de manière inconsciente des diffuseurs d'un mode de pensée néo-libéral, qui porta atteinte à leur éthique et leur perception dans les conflits.

Le manuel des standards minimaux, également appelé Manuel Sphère² établit alors une charte humanitaire, les principes de protection et la norme humanitaire fondamentale dans quatre domaines d'intervention:

- L'approvisionnement en eau, assainissement et promotion de l'hygiène
- La sécurité alimentaire et la nutrition
- Les abris et établissements
- La santé

Cet outil est aujourd'hui réputé et reconnu dans le monde pour la réalisation d'interventions humanitaires. Sa création en 1998 devait permettre aux ONG de se professionnaliser afin de réduire le risque de violence à leur rencontre. En effet le manque de neutralité les fit devenir des cibles sur le terrain où elles exerçaient. Selon l'article, en 2013, 251 attaques contre les travailleurs humanitaires ont eu lieu, affectant 460 personnes dont 155 tués et 134 enlevés.³

La guerre civile en Syrie fut emblématique de cette nouvelle crise du système humanitaire. En 2011, l'IDMC (Internal Displacement Monitoring Centre) indiquait que plus de 7,6 millions de Syriens ont été déplacés. Considéré comme la plus importance population de déplacés au monde, contrôlé et gardés par des groupes armés, les conditions de logement, d'installation d'assainissement sont déplorables. Les ONG elles-mêmes ne peuvent plus y

1 MICHEL Maietta, « Origine et évolution des ONG dans le système humanitaire international », Revue internationale et stratégique, 2015/2 (n° 98),

2 KNUDSEN Christine (dir), *Le manuel Sphère*, édition 2018, Practical Action Publishing

3 MICHEL Maietta, « Origine et évolution des ONG dans le système humanitaire international », Revue internationale et stratégique, 2015/2 (n° 98),

accéder compte tenu du risque qu'elles prennent. Ces populations sont particulièrement visées par les bombardements d'artillerie et les frappes aériennes, comme l'indique le rapport de l'UNHCR¹. Pour la première fois, les ONG se retrouvent contraintes et sont dans l'obligation de s'auto-restreindre.

Entre régularisation et spéculation foncière

Les ONG sont critiqués par d'autres observateurs comme l'écrivaine Arundhati Roy² qui parle d'un détournement et d'une sublimation de la colère politique, tout en contournant les problèmes de l'inégalité mondiale, de la dette des pays pauvres.

L'auteur fait le parallèle entre cette désillusion et la théorie d'Hernando de Soto, grand orateur péruvien d'un populisme néolibéral. Sa thèse explique qu'il suffirait de donner les droits de propriété aux habitants pour les sortir du cercle vicieux de la pauvreté. En effet en acquérant aux richesses de leur terrain, bien immobilier informel par leur légalisation, un capital foncier se générerait pour un coût faible pour les gouvernements. Il pousse sa théorie jusqu'à parler de billions de dollars générés par cette formule magique.³

Sa thèse fut revue par Geoffrey Payne, expert en propriété foncière, qui explique que la régularisation creuserait un écart entre les propriétaires et les locataires ou tous ceux qui ne pourraient pas payer les taxes qu'une régularisation implique.

Cette explication s'est confirmée par l'exemple de Sao Paulo, quand en 1989 le parti travailleurs au pouvoir a tenté une régularisation des favelas. Cela a provoqué l'avènement d'un marché parallèle. En devenant biens de consommations, les prix flambent et les spéculations commencent. Les maisons se subdivisent en appartements insalubres, les «cortiços» et sont loués à des personnes très pauvres.⁴

La régularisation n'est donc pas une idéologie antiétatique puisqu'au contraire elle fait rentrer les «expulsés» dans le schéma urbain traditionnel. La conséquence principale est la fracture communautaire qui n'a plus lieu d'exister sans ce point commun qu'avaient les individus d'habitat informel, entraînant une concurrence acharnée. L'individualisation tue le communautarisme.

1 MICHEL Maietta, « Origine et évolution des ONG dans le système humanitaire international », Revue internationale et stratégique, 2015/2 (n° 98)

2 DAVIS Mike, *Le pire des mondes possibles: De l'explosion urbaine au bidonville global*, Paris, La Découverte, 2006,

3 *Ibidem*

4 *Ibidem*

B

L'échec des idées modernistes dans la politique de relogement au Brésil

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE ET DE PAYSAGE
DE BORDEAUX
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

A l'origine, les favelas étaient même provisoires.

Cela a commencé en 1897 quand l'armée rentre de Canudos à Rio, après une bataille contre l'insurrection populaire. N'ayant plus de quoi loger les soldats, l'armée les autorise à camper provisoirement sur un des *morro* (colline) de la ville dans des baraquements en bois, le *morro da providencia*. Comme un souvenir de la bataille, les soldats surnommèrent ce mont *morro da favella*, car c'est de cette colline qu'ils surveillaient le peuple à Canudos avant la bataille.¹

Le nom resta, les soldats aussi.

Seulement la toute première favela; contrairement à la pensée populaire n'était pas celle du *morro da providencia* mais celle de *Santo Antonio* en 1893, comme écrit dans les archives générales de la ville de Rio. En raison de révoltes dans l'Armée, le manque de logement obligea les soldats à s'installer dans le couvent de *Santo Antonio* sur le mont éponyme. Le couvent ne pouvant accueillir tout le monde, des abris en bois furent construits sur la pente. En raison des déménagements successifs puis de sa destruction, cette favela tomba vite dans l'oubli.²

Accompagné du mouvement d'abolition de l'esclavage datant du 13 mai 1888, la population de ces *morro* ne fit qu'augmenter, et se développer dans les autres villes du Brésil. Si bien que Claude Lévi-Strauss, dans *Tristes Tropiques*³ écrivait «En 1935 à Rio, la place occupée par chacun dans la hiérarchie sociale se mesurait à l'altimètre: d'autant plus basse que le domicile était haut»⁴

En 2019, 22% des habitants de Rio vivent dans ces favelas.

Les premières politiques d'expulsion des favelas

Le gouvernement a pris néanmoins beaucoup de temps pour accepter et reconnaître leur existence. Selon Aline Figueiredo de Albuquerque l'intervention de l'Etat dans les favelas n'est effective qu'à partir des années 60. En effet, entre 1900 et 1930, la période est nommée «l'invisibilité»⁵. Or ce n'est pas que les favelas n'existent pas, mais l'Etat les considère comme un problème d'ordre sanitaire et non social. Dans cette ambition hygiéniste le gouvernement a tout de même procédé à des extensions de réseaux d'eau, ainsi que des actions minimales d'ordre sanitaire.

A Rio il fallu attendre le maire Prado Junior (1926/1930), qui sous la pression des associations et du Rotary Club se trouva dans la nécessité d'éta-

1 BERENSTEIN-JACQUES Paola, *Les favelas de Rio Un enjeu culturel*, Paris, L'Harmattan, 2001,

2 *Ibidem*

3 LEVI STRAUSS Claude, *Tristes Tropiques*, Paris, PLON, 1995

4 BERENSTEIN-JACQUES Paola, *Les favelas de Rio Un enjeu culturel*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 31

5 FIGUEIREDO DE ALBUQUERQUE Aline, *A questao habitacional em Curitiba: o enigma da «cidade-modelo»*, dissertação apresentada à Faculdade de Arquitetura e Urbanismo da universidade de Sao Paulo para a obtenção do título de Mestre em Arquitetura e Urbanismo, 2007.

blir un plan de remodelage pour la ville¹. L'influence européenne en partie due à l'architecte Le Corbusier étant à son paroxysme, le maire de la ville décida d'inviter en 1927 à Rio l'urbaniste français Alfred Agache, neveu du peintre du même nom.²

Agache avait réalisé en 1911 le plan de la ville de Dunkerque, celui de Canberra en 1912, et réalisera en 1943 celui de Curitiba. Ce dernier est aujourd'hui encore perçu comme un modèle d'urbanisme écologique.

Pour Agache, les favelas étaient comparables aux cité-jardins anglaises, puisqu'elles sont toutes deux des types «d'agglomération satellite». Son plan (fig 4) est le premier document officiel évoquant les favelas, et selon lui la seule solution est l'éradication. Le Rotary Club était également de l'avis d'expulsion, les décrivant comme «lèpre de l'esthétique», «infestant les belles montagnes de Rio», exprimé lors du discours du médecin Mattos Pimenta, le 12 novembre 1926,³ la veille du début de mandat de Prado Junior. Cependant le plan Agache permettait déjà de prendre conscience du problème du relogement. Dans son ouvrage *La remodelation d'une capitale - aménagement - extension - embellissement* il dit:

C'est là un fait curieux, grave au point de vue général, puisque l'on estime que la population des «favellas» s'élèvent à près de 200 000 âmes, grave également parce que l'occupation de ces «morros» dans des conditions de liberté individuelle illimitée crée des obstacles sérieux, non seulement du point de vue de l'ordre social et de la sécurité, mais du point de vue de l'hygiène général de la ville, sans parler du point de vue esthétique. [...] Toutefois elles ne manquent,

de par leur situation, ni de lumière, ni d'air, ni de soleil, et jouissent d'une vue fort enviable. [...] N'empêche que, construites à l'encontre de tous préceptes d'hygiène, sans canalisations d'eau, sans égouts, sans service de nettoyage public [...] Elles constituent un danger permanent d'incendie et d'infection épidémiques pour tous les quartiers qu'elles dominent.⁴

Bien que son plan n'ai jamais été appliqué pour des raisons de compétition politique, il est devenu une référence pour ceux qui ont suivi.

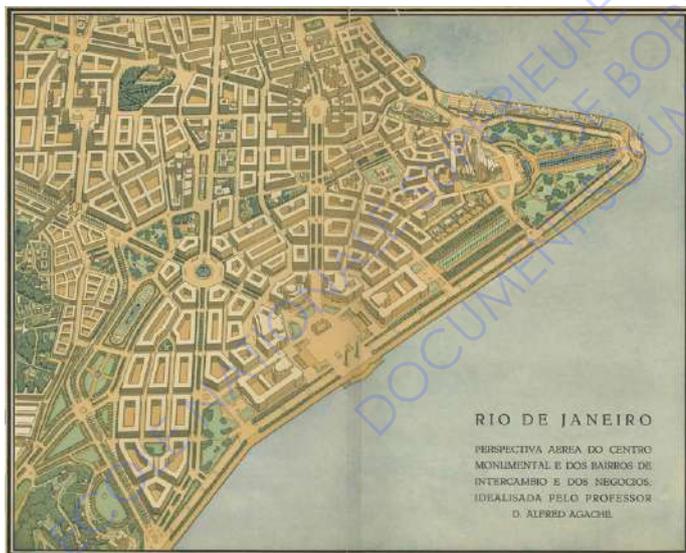


Fig 4: Plan Agache pour la ville de Rio, 1927

1 ERENSTEIN-JACQUES Paola, *Les favelas de Rio Un enjeu culturel*, Paris, L'Harmattan, 2001, 172p

2 ERENSTEIN-JACQUES Paola, *Les favelas de Rio Un enjeu culturel*, Paris, L'Harmattan, 2001, 172p

3 PIMENTA Mattos, *Para a remodelação do Rio de Janeiro*, dans: ERENSTEIN-JACQUES Paola, *Les favelas de Rio Un enjeu culturel*, Paris, L'Harmattan, 2001, 172p

4 AGACHE Aldred, *La remodelation d'une capitale - aménagement - extension - embellissement*, Paris, 1932, dans: ERENSTEIN-JACQUES Paola, *Les favelas de Rio Un enjeu culturel*, Paris, L'Harmattan, 2001, 172p

Les tentatives gouvernementales de délocalisation

A partir de 1940 la politique des «parcs prolétaires» émergea. Elle consistait à reloger les familles expulsées des favelas dans des parcs d'habitat provisoires à l'extérieur des villes, dans les grands ensembles de banlieue en attendant la réhabilitation des favelas. La réhabilitation n'arrivant jamais c'est les habitats provisoires qui se transformèrent en favela.¹

Cette politique autoritaire cherchait à exercer un contrôle strict en vue de soumettre les habitants à assurer leur soutien au gouvernement. C'est à ce moment que la résilience commença à naître. En effet les habitants s'organisèrent en commission pour lutter contre les expulsions. Cette période est appelée selon Aline Figueiredo de Albuquerque «l'ambiguïté»². Elle justifie ce choix en expliquant que les décisions politiques étaient contradictoires et ne suivaient pas un plan précis. Il pouvait y avoir autant d'actes de répressions, que d'améliorations des habitats.

Le contexte est important pour expliquer ce paradoxe. Le pays étant en pleine industrialisation, les considérations économiques voulaient la diminution du prix du logement, nécessaire pour que l'Etat transforme les travailleurs en «propriétaires», selon les principes véhiculés par un mode de vie conservateur bourgeois.

Puis au début des années 1950, une conjonction entre les intérêts économiques des promoteurs et les acteurs politiques souhaitant se réappropriier l'espace urbain intensifia cette campagne publique d'expulsion et de la résolution définitive du problème des favelas.³

C'est donc en 1947, suite à l'élection du Président Eurico Gaspar Dutra et au mouvement communiste venu des favelas qu'un premier recensement est réalisé, symbole de reconnaissance de l'Etat qui réalise alors que 7% des cariocas vivent dans les favelas. En 1950 un nouveau recensement révèle que le premier était faussé, présentant des chiffres contradictoires, en partie à cause du manque de définition de ce terme.⁴

Les responsables du recensement sont alors obligés d'établir des caractéristiques évidentes qui sont les suivantes:

1. Proportions minimales: groupement de bâtiments ou résidences formés avec des unités en nombre généralement supérieur à 50
2. Type d'habitation: prédominance au groupement, de taudis, ou baraques d'aspect rustique, construits principalement en toile de fer, de

1 ERENSTEIN-JACQUES Paola, *Les favelas de Rio Un enjeu culturel*, Paris, L'Harmattan, 2001,

2 FIGUEIREDO DE ALBUQUERQUE Aline, *A questao habitacional em Curitiba: o enigma da «cidade-modelo»*, dissertação apresentada à Faculdade de Arquitetura e Urbanismo da universidade de Sao Paulo para a obtenção do titulo de Mestre em Arquitetura e Urbanismo, 2007.

3 VIEIRA DA CUNHA Neiva, « L'expulsion comme mode de gouvernement. Les politiques des favelas à Rio de Janeiro », *L'Année sociologique*, 2018/1 (Vol. 68), p. 135-154. DOI : 10.3917/anso.181.0135.

4 ERENSTEIN-JACQUES Paola, *Les favelas de Rio Un enjeu culturel*, Paris, L'Harmattan, 2001,

bidons, plaques en zinc, planches en bois, ou d'autres matériaux semblables

3. Condition juridique de l'occupation: constructions sans permis et sans fiscalisation, en terrain de tiers ou de propriété inconnue

4. Infrastructure publique: absence totale ou partielle, de système d'égouts, d'électricité, téléphone et eau potable

5. Urbanisation: site non urbanisé, sans aménagement de la voirie, non numérisé et sans signalisation.¹

Quelle sensation affligeante que de retrouver ces caractéristiques inchangées 70 ans plus tard, prouvant l'impuissance si ce n'est la stérilité des actions politiques visant à changer les choses.

Le mouvement populaire associatif contre les décisions politiques

En parallèle force est de constater que les politiques ne sont pas les seuls capables de créer le changement. Puisque malgré l'inaction incontestable du gouvernement, quelques actions virent le jour dans les années 50, ayant pour but d'aider les populations des favelas. Les organisations sont d'abord la «Fundação Leao XIII» créée en 1947, puis la «Cruzada Sao Sebastiao», organisme catholique privé fondé en 1955. Les résidents de la favela du Borel en association avec l'avocat Antoine de Margarino Torres lancèrent en 1954 l'Union des travailleurs des favelas. Cette association a permis aux habitants de jouer un rôle important sur la question foncière et dans les associations de résistance.

La «Fundação Leao XIII» existe toujours, liée à la vice présidence de l'Etat de Rio, elle continue d'apporter assistance aux populations pauvres des favelas, des lotissements ou des grands ensembles. Elle apporte un programme de soutien social et sanitaire espérant augmenter le niveau de vie, l'intégration sociale et l'identité citoyenne.²

La «Cruzada Sao Sebastiao» était une organisation instaurée par l'archidiocèse de Rio, son ambition étant d'urbaniser toutes les favelas de la ville, en préconisant aux habitants de déménager dans des maisons fixes à proximité de leur ancienne habitation. Elle se démarque de la «Fundação Leao XIII» en souhaitant élever les habitants moralement, intellectuellement socialement et économiquement, notamment par l'éducation chrétienne. Elle a réussi à faire le contrepoint de la politique gouvernementale des *conjuntos habitacionais* qui furent un échec, en créant un lotissement à Leblon, près des mythiques plages d'Ipanema et de Copacabana, «Cruzada São Sebastião do Leblon» ou «Bairro São Sebastião», au sud de Rio, inspiré notamment du travail du Corbusier. N'étant pas achevés, le projet prévoyait la construction d'une église, d'une école, d'un centre social et d'un marché, en plus des 10 blocs de 910 appartements.³

L'article de Julia Barbon dans *Folha de Sao Paulo* du 25 juillet 2018

1 ERENSTEIN-JACQUES Paola, *Les favelas de Rio Un enjeu culturel*, Paris, L'Harmattan, 2001, p.41

2 *Ibidem*

3 *Ibidem*

nous indique que les dix barres d'habitation de la Cruzada Sao Sebastiao sont toujours, et ce depuis 1955, au coeur du quartier riche de Leblon à Rio de Janeiro¹ (voir fig 5). Pour le professeur Luiz Cesar de Queiroz Ribeiro, c'est un symbole du modèle brésilien de ségrégation sociale malgré la proximité spatiale. Les résidents de la Cruzada interagissent avec les habitants de Leblon dans les magasins de fourniture et de services. Les deux mondes se tolèrent de cette manière bien que la Cruzada reste isolée et soumise aux préjugés du quartier riche, à cause notamment du trafic de drogue.

Cependant la flambée des prix a atteint la communauté et beaucoup d'habitants ont dû abandonner leur logement, faute de pouvoir payer. De plus le métro a contribué à créer une frontière symbolique entre ces deux mondes.

En effet les travaux que sa construction a engendrés ont mis en chantier le seul parc de la communauté. Les travaux de rénovation n'ont jamais été repris contrairement à toutes les autres places de Leblon. La mairie et le sec-

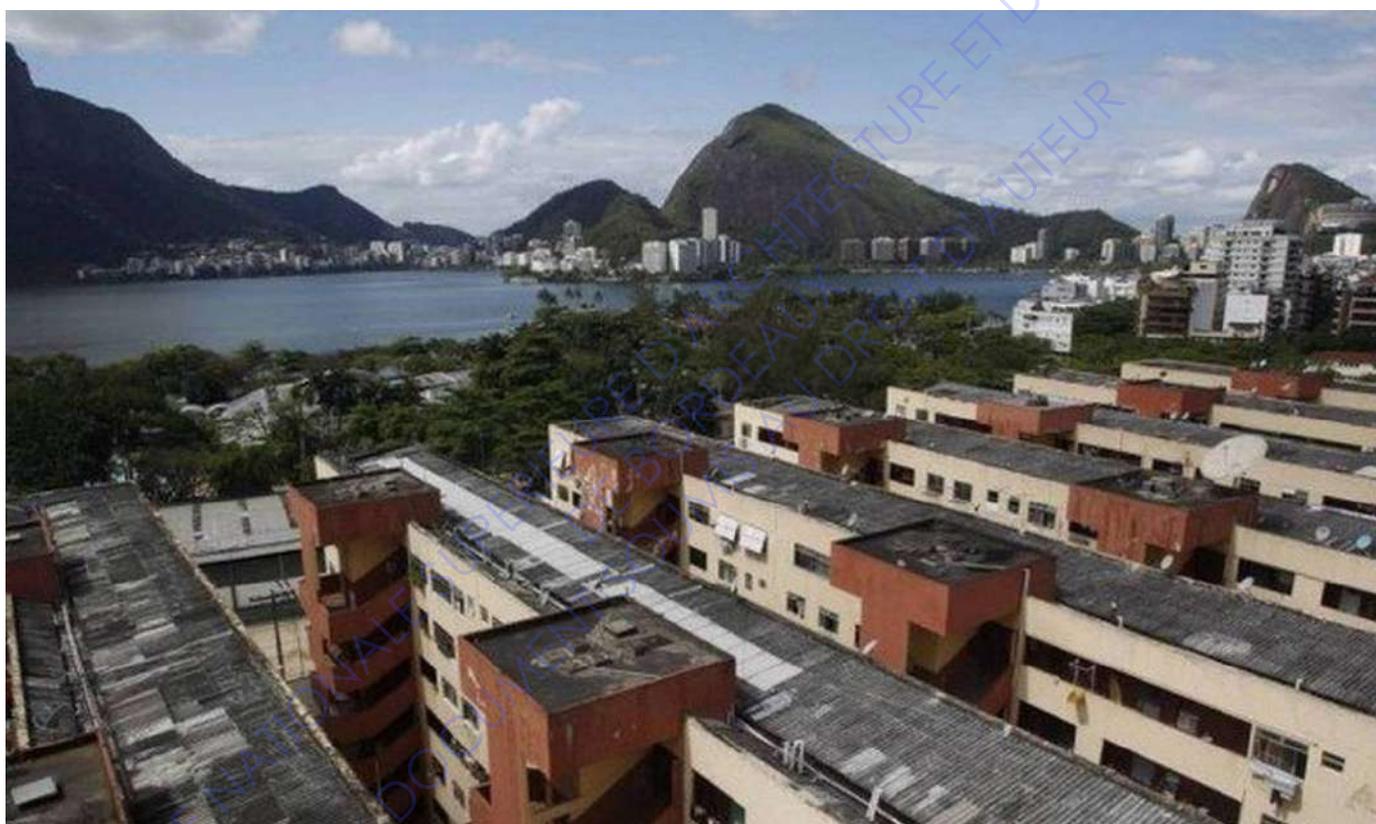


Fig 5 : La Cruzada du quartier Leblon à Rio

teur privé continuent de se renvoyer la balle sans pour autant entamer les travaux. Cette injustice conforte malheureusement la sensation d'exclusion des habitants de la Cruzada, et le sentiment de rejet de la part du reste du quartier.

L'inéluctable ghettoïisation des grands ensembles

Les *conjuntos habitacionais*, quant à eux, sont les grands ensembles brésiliens. Directement liés à l'essor de l'architecture moderniste et des idées

1 BARBON Júlia, «Destoantes, dez prédios populares resistem no coração do Leblon», *Folha de S; Paulo*, juillet 2018

du Corbusier pour répondre à la crise du logement. Ils furent liés à la politique dictatoriale des années 1960-70. Délibérément construits en périphérie, la plus lointaine possible, obligeant les habitants à sortir du centre-ville cela n'a pu fonctionner car ils coupaient de tous moyens d'aller travailler.¹

Comme toute idée qui émerge, son inverse se développe. Alors dans le même temps que la destruction des favelas, des chercheurs en science sociale ont voulu prouver qu'une urbanisation était bien possible.

Carlos Nelson Ferreira dos Santos un des plus fervents défenseurs a réussi à le prouver sur le terrain à Rio de Janeiro, dans le quartier de Vila Aliança. Aujourd'hui totalement urbanisée, elle a gardé son identité de favelas pour ses habitants, bien qu'elle possède l'électricité, les réseaux d'eau, d'égouts et de déchets. De plus, plusieurs magasins d'alimentation, de vêtements, des pharmacies s'y sont installés.²

L'origine de son urbanisation est lié à la coopération technique et financière des pays d'Amérique latine lancé par le président John Kennedy en 1961. Le but était d'empêcher une révolution comme à Cuba. Via ce soutien le gouverneur de Rio, Carlos Lacerda a pu créer de nouveaux quartiers de lotissement, avec des larges et petites rues reprenant les caractéristiques d'un quartier. De plus, il apportait un soutien technique aux travailleurs et aux entreprises, dans le but de favoriser le développement économique et social.³

Cependant pour créer ces quartiers les politiques ont tout de même expulser des familles de plusieurs favelas afin de les installer dans les nouvelles communautés dont Vila Aliança, autrefois une orangerie. Parmi les trois quartiers, celui qui interpelle le plus est évidemment Cidade de Deus à Jacarepagua, en référence au film éponyme de 2002⁴.

Comme si bien retranscrit à l'écran par Fernando Meirelles et Kátia Lund, la communauté s'est faite dominée par le trafic de drogue, engendrant des violences relatées dans les médias ce qui a contribué à la ghettoïsation de ces quartiers.

Il est intéressant de se pencher sur la réalité actuelle de ce quartier, comment le gouvernement a pu sortir de l'engrenage de violence inhérente à ce lieu.

Le documentaire wocomODOCS de Julien Hamelin en 2012⁵, repart sur les traces de cette mythique favela pour nous dévoiler la situation actuelle. A travers le regard du photographe Tony Barros, habitant de cette communauté depuis 40 ans, on redécouvre ce quartier organisé en quadrillage, conçu pour des fonctionnaires ou des familles expulsées des favelas. Selon lui le trafic de

1 ERENSTEIN-JACQUES Paola, *Les favelas de Rio Un enjeu culturel*, Paris, L'Harmattan, 2001, p.41

2 ERENSTEIN-JACQUES Paola, *Les favelas de Rio Un enjeu culturel*, Paris, L'Harmattan, 2001 p.41

3 *Ibidem*

4 *A Cidade de Deus* (MEIRELLES Fernando et LUND Kátia), 2002

5 Cité de Dieu I La rédemption d'une favela (Julien Hamelin), 2012, WocomODOCS

drogue s'est développé parce que les gens qui habitent ici, s'y sont retrouvés contre leur grès. La guerre entre les trafiquants vient du fait que la cité était divisée en quatre territoires. Roberto Luis Da Silva (Betinho) était l'un d'eux et témoigne de son expérience à travers ce documentaire. Son rôle au sein du gang consistait à gérer la drogue, empêcher quiconque de rentrer dans la favela. Il explique clairement que la nécessité financière l'a poussé à intégrer le réseau criminel. Une balle lors d'un échange de tir avec la police l'a rendu tétraplégique aujourd'hui.

Le documentaire explique que c'est en 2009 que le gouvernement de Rio a lancé un projet expérimental: les UPP (unité de police pacifiée). Leur mission consistait à faire sortir les criminels de la cité, puis à y rester en effectif d'environ 300. Des commissariats se sont installés dans le quartier. Un policier explique que n'étant pas invité à rentrer sur ce territoire ils n'avaient d'autres choix que d'y rentrer comme pour opération militaire. Il raconte que le rôle actuel des policiers n'est pas de mettre fin à la criminalité mais d'occuper le quartier pour qu'il ne soit plus dirigé par les criminels.

De plus les UPP ont lancé des programmes sociaux, souvent à destination des enfants. En délivrant des cours de karaté, de danse, de capoeira, les policiers s'intègrent et se font accepter plus facilement par les habitants.

De l'implacable politique militaire à la faiblesse de la légalisation

Dans les années 1970 au Brésil, la dictature militaire menée par le maréchal Castelo Branco avait pour objectif d'appliquer la stratégie du nettoyage urbain, en essayant de neutraliser les favelas alors considérées comme des foyers de résistance politique, ou seulement des freins à l'embourgeoisement des villes. Les forces de sécurité publiques étaient mises à contribution afin d'expulser par la force les squatteurs.¹

L'USAID (agence américaine pour le développement international) vint prêter main forte au gouvernement. Le maréchal n'atteint pas son but, d'éradiquer toutes les favelas, mais déclencha au contraire des conflits entre les forces de l'ordre et les habitants qui n'ont eut de cesse 30 ans plus tard.

Cet accord entre les deux pays permit l'obtention des ressources pour financer la politique d'expulsion la plus importante que Rio n'ai jamais connue. Entre en 1962 et 1974 80 favelas furent supprimées, 140000 habitants déplacés et relogés dans les cités.²

Cette politique autoritaire a tout de même été contrée par le développement de groupes sociaux intellectuels luttant pour l'urbanisation, au contraire, de celles-ci. Parmi les nombreuses raisons qui expliquent l'échec de l'éradication des favelas nous retrouvons bien entendu la distance entre le travail et le nouveau logement des anciens favelados à l'extérieur de la ville les empêchant d'y accéder, la suppression des lieux de rassemblement sociaux, du

1 RENSTEIN-JACQUES Paola, *Les favelas de Rio Un enjeu culturel*, Paris, L'Harmattan, 2001, p.41

2 VIEIRA DA CUNHA Neiva, « L'expulsion comme mode de gouvernement. Les politiques des favelas à Rio de Janeiro », *L'Année sociologique*, 2018/1 (Vol. 68), p. 135-154.

voisinage choisi, favorisant les conditions de vie.¹

Suite à cet échec reconnu de manière générale et internationale, cité lors de la conférence de l'Habitat à Vancouver en 1976, une politique d'urbanisation s'est mise en place.²

Elle fut tout d'abord menée par des institutions, comme la BNH (Banco Nacional Habitação) qui réalisèrent le projet *Promorar*. Il s'agissait d'un programme d'éradication des habitats subnormaux par la construction d'habitat grâce au développement communautaire et d'une meilleure infrastructure. Les nouveaux habitats devaient donc se construire dans les favelas elles-mêmes à l'aide et à la force des habitants. Lors de l'extinction de la BNH en 1986 et la promulgation de la Constitution fédérale en 1988, ce programme fut poursuivi par les municipalités du pays, localement.³

Depuis la fin de la dictature militaire au Brésil qui marque le début des politiques de «légalisations» de ces habitats informels, diverses méthodes sont mises en place, mais n'en diminuent pas le processus d'appauvrissement dû à l'inflation économique. De nouvelles favelas se créent, encore plus précaires, appelées «population des viaducs». Face à cette nouvelle urbanisation le gouvernement est obligé de chercher de nouvelles méthodes, comme le programme *mutirão* consistant à employer les habitants comme main d'oeuvre, passant ainsi à une démarche participative.⁴

Le manque de moyen développé dans ces programmes au profit de la mondialisation des villes a créé un sentiment d'abandon dans les favelas les plus démunies et l'écart social n'a cessé de se creuser. Comme le chante Michael Jackson dans la favela Dona Marta à Rio «They don't really care about us» en 1996⁵, les gouvernements ne considéraient pas la question de la favela comme part inhérente à la ville, et s'occupaient en priorité de l'urbanisation pour les classes moyennes et riches.

Comme preuve de l'importance du pouvoir du peuple, cette faiblesse politique s'est faite oubliée pour laisser apparaître des mouvements solidaires populaires, une dynamique optimiste et volontaire marquant le déploiement des organisations non gouvernementales.

Les ONG au Brésil, caractérisées par leur militantisme

Ainsi les organisations non gouvernementales (ONG) se sont déployées au Brésil par opposition claire à la politique de l'Etat durant la dictature militaire.

1 FIGUEIREDO DE ALBUQUERQUE Aline, *A questão habitacional em Curitiba: o enigma da «cidade-modelo»*, dissertação apresentada à Faculdade de Arquitetura e Urbanismo da universidade de Sao Paulo para a obtenção do título de Mestre em Arquitetura e Urbanismo, 2007.

2 *Ibidem*

3 VIEIRA DA CUNHA Neiva, « L'expulsion comme mode de gouvernement. Les politiques des favelas à Rio de Janeiro », *L'Année sociologique*, 2018/1 (Vol. 68), p. 135-154.

4 ERENSTEIN-JACQUES Paola, *Les favelas de Rio Un enjeu culturel*, Paris, L'Harmattan, 2001, p.41

5 JACKSON Michael, 1996, They don't really care about us, Youtube

A la suite de l'ouverture du régime, ces associations se sont laïcisées, bien que les bailleurs de fonds restaient souvent religieux.¹ Depuis les années 1990, le Brésil voit la montée en puissance d'ONG environnementales, qui font écho à la conférence mondiale de Rio en 1992. Cette conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, également nommée Sommet Planète Terre a réuni des dirigeants politiques, scientifiques, médias et ONG de 179 pays. Son but était d'identifier les éléments critiques du changement, de définir un agenda et un plan pour l'action internationale sur la question environnementale. Elle devait guider la coopération internationale et la politique de développement du XXIe siècle.

Son concept révolutionnaire était de proclamer le développement durable comme un objectif atteignable pour chacun, mais nécessitait de revoir notre manière de produire et consommer. Cela a permis aux petites associations environnementales de se faire aider par les grandes ONG du Nord, comme WWF, Greenpeace, friends of the earth.

Philippe Léna nous explique que la difficulté d'évaluer le nombre d'ONG en activité au Brésil vient du manque de distinction entre les associations représentatives, celles de type mutualiste, c'est-à-dire un groupe sans but lucratif qui se garantit un système d'assurance et de protection sociale et celles qui travaillent pour autrui.

C'est en Amazonie que l'internationalisation des ONG fait le plus polémique. En effet la faiblesse démographique de ce grand territoire combiné à l'absence de l'Etat donne à cette région un sentiment de vulnérabilité. Les ONG souvent liés avec l'étranger peuvent être accusées de servir les intérêts économiques ou politiques des grandes puissances étrangères.²

L'auteur parle très clairement du rôle inéluctable des ONG face à «un Etat considéré au mieux comme incapable de faire face à tous les besoins de la société».³

C'est pourquoi dans ce contexte d'abandon étatique, la privatisation et la décentralisation, souvent soulignées comme dangereuses en Europe, est ici une des meilleures choses. Par exemple, la création de «Districts Sanitaires Spéciaux Indigènes» permet à la population indigène d'avoir un système de santé publique.

Une des principales critiques de certaines ONG au Brésil vient de leur manque de professionnalisation, de leurs actions superflues qui ne leur apportent que la bonne conscience. Bien entendu il existe une part importante d'ONG qui maintiennent leur équilibre, celles qui ont un plan stratégique qui peut être consulté sur leurs objectifs à court, moyen et long terme. La transparence de leur comptabilité est un point non négligeable de bien-fondé de ces ONG, ainsi qu'un conseil mené par des universitaires, de l'administration publique. De plus leur capacité à évoluer en fonction des résultats qu'elles

1 LENA Philippe. Les ONG au Brésil, une histoire singulière. In: *Lusotopie*, n°9, 1e semestre 2002. Les organisations non gouvernementales en Lusophonie. Terrains et débats. pp. 209-214

2 *Ibidem*

3 *Ibidem*

obtiennent sur le terrain, et l'éthique de leur travail, leur donne une légitimité supplémentaire.¹

Une des catégories d'ONG endémique du Brésil est celle d'assistance aux mouvements sociaux et groupes dominés. Depuis la dictature militaire les ONG se sont souvent développées par militantisme politique, et c'est encore le cas pour beaucoup d'ONG contemporaines. La caractéristique de leurs actions est l'éducation populaire, la promotion sociale, la conscientisation politique et la formation en vue d'une émancipation.

Ces ONG soutiennent la citoyenneté, la démocratie, les mouvements sociaux, la défense des droits des minorités, et en font leur «marque», notamment pour se différencier de la philanthropie religieuse.

L'auteur Armindo Teodosio, dans son étude du tiers secteur² fait la découverte que la modernisation des politiques sociales dont ces organisations se targuent est faite de manière tellement hétérogène qu'on retrouve autant de pratique moderne de la gestion publique, que de pratiques conservatrices, qui en dehors du discours restent des formes d'assistantat.

Son bilan critique insiste également que la compétition entre ces organisations non gouvernementales pour les financements entraîne des dérives, les articulations politiques étant plus mises en avant que leurs projets sociaux qu'elles portent.

Selon l'étude de Benjamin Buclet en Amazonie³, quatre grands ensembles d'ONG se détachent:

- Les chrétiennes
- Les militantes
- Les socio-environnementales
- Les ONG de recherche

Bien qu'elles élaborent toutes leur projet en fonction de la demande, les financements sont compliqués à obtenir dans la mesure où les bailleurs de fonds ne financent que les projets correspondant à leur position. Par conséquent, elles se retrouvent contraintes de modifier leurs projets afin d'avoir ces financements. A contrario, les informations qu'elles possèdent de par leur travail sur le terrain avec les populations peuvent être utilisées par les programmes nationaux afin de légitimer leurs actions.

De plus, le positionnement entrepreneurial qu'elles sont obligées de prendre peut être contradictoire avec les valeurs de la vie associative et militante qui les caractérisaient.

1 LENA Philippe. Les ONG au Brésil, une histoire singulière. In: *Lusotopie*, n°9, 1^e semestre 2002. Les organisations non gouvernementales en Lusophonie. Terrains et débats. pp. 209-214

2 *Ibidem*

3 *Ibidem*

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE ET DE PAYSAGE
DE BORDEAUX
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

C

Curitiba, une ville au développement exemplaire éclipçant la pauvreté dans une périphérie invisible

«La ville est aussi le dernier refuge de la solidarité. La ville n'est pas le problème, la ville est la solution» Jaime Lerner.¹



Curitiba, capitale de l'Etat du Parana au sud de Sao Paulo, est divisée en dix régions administratives. Egalement capitale la plus froide du Brésil, elle s'élève à 900m d'altitude et se caractérise ainsi par une végétation majoritairement résineuse. L'étymologie de son nom vient d'ailleurs du mot *Coré Etuba* qui signifie en Tupi «beaucoup de pins»¹. A la fin du XIXème siècle, la ville accueille une vague d'immigration dense et diversifiée qui a largement participé à l'émancipation économique de celle-ci. Ainsi, portugais, espagnols, allemands, polonais, ukrainiens, japonais et syro-libanais se sont installés en développant des activités propres à chacun.

*A cidade modelo*²

Curitiba, aujourd'hui, et perçue comme la ville la plus durable au Brésil, la plus exemplaire, la plus sage. Longtemps appelée «ville-modèle», la démographie exponentielle qu'elle a subie ces dernières années tend à nuancer ces propos. Elle reste cependant, d'un point de vue international, toujours un modèle de développement urbain. En effet nous pouvons lire dans le magazine *Grist* qu'elle se trouve dans plusieurs classements.

Tout d'abord dans la liste des quinze villes mondiales, non pas les plus vertes, mais celles sur la voie de la durabilité, qui méritent d'être reconnues pour leur progrès et leur innovation en 2007³. Derrière Reykjavik et Portland on retrouve Curitiba, en troisième position. Sa place se justifie par son réseau de transport en commun, salué comme l'un des meilleurs du monde, ainsi qu'un grand nombre d'espaces verts, environ 176 mètres carrés par habitants.

Puis dans l'énumération des dix villes plus résilientes⁴, celles que Boyd Cohen de Co2 Impact considère comme ayant les politiques et la volonté de faire face au mieux aux nouveaux défis climatiques en 2011. Curitiba arrive juste après Barcelone, grâce à son programme de transport en commun mais également parce qu'elle est à égalité avec Copenhague dans l'enquête sur les émissions les plus faibles par habitant, et 82% de son énergie est tiré des énergies renouvelables.

Egalement nommée *Smart city*, soit ville intelligente, Curitiba est présente dans le classement *Forbes* des villes les plus intelligentes⁵. Le développement durable ne suffisant pas à justifier l'appellation d'une ville de *smart city*, celui-là prend en compte les infrastructures, l'habitabilité ainsi que les fondamentaux économiques. Contrairement aux idées reçues, les mégalo-poles n'apparaissent pas dans le classement, il s'agit plutôt de villes compactes comme Amsterdam, Seattle, Curitiba ou Singapour, considérées comme pro-

1 JUNIOR Valerio Horner, «A expressão "curitiba" constitui uma metonímia toponímica», *Tribuna*, mars 2003

2 Trad: La ville modèle

3 SHEPPARD Kate, «15 green cities» *Grist*, juillet 2007

4 STAFF Grist, «A global ranking of the top 10 resilient cities», *Grist*, juillet 2011

5 KOTKIN Joel, «The World's Smartest Cities», *Forbes*, décembre 2009



Fig 6: Phare du savoir à Curitiba

ables successeurs de Venise.

Cependant le commerce ne fait pas d'une ville son intelligence, la manière de gérer la métropole compte aussi, et c'est le cas de Curitiba. La ville a su investir et développer le transport rapide par bus, d'une manière innovante, permettant à plus de 70% de la population de prendre ces transports publics. De plus, la métropole a trouvé le moyen de rendre la culture accessible, à l'aide de «phares» dispersés dans la ville (fig 6), qui sont en réalité des bibliothèques. Inauguré en 1994, plus de cinquante-quatre parsèment

la ville. De la même manière que pour les bateaux, leur forme et leur couleur sont assez reconnaissables pour inviter les habitants. Chacun d'entre eux est dédié à un auteur brésilien par l'écriture d'un de ses textes reproduit sur la façade.¹

La durabilité comme vecteur de développement urbain

L'émulation collective pour son développement nous donne envie de comprendre son processus d'urbanisation, avant de se pencher sur sa gestion de l'urbanisation informelle.

La thèse de Benoît Legrand sur le développement urbain des mégapoles d'Asie pacifique s'appuie sur des exemples de développement stratégique des villes afin de trouver une solution à celui d'Ho Chi Minh Ville au Viet Nam, qui concentre la plupart des problèmes liés à une urbanisation exponentielle². Curitiba est citée parmi les stratégies de développement urbain axées sur le transport et l'espace public, tout comme Bogota à la suite de cette partie. Il est intéressant de remarquer qu'une fois encore l'auteur place Curitiba en référence, associé à Barcelone, Bangkok et Singapour, comme dans les articles précédents du Forbes.

En ce qui concerne le chapitre sur Curitiba les premiers paragraphes sur son essor son percutants. En effet on apprend que Curitiba était en 1942 sujet à un plan d'expansion et d'embellissement, qui contrairement à ce qu'on espérait, consistait à limiter les débordements des canaux, l'élargissement des routes, et d'autres infrastructures lourdes. Cela n'empêcha pas la ville de continuer à souffrir d'une crise du logement, d'inondations et du trafic dense. Soutenu par Jaime Lerner, directeur du département d'architecture et d'urbanisme de la ville, les travaux ne furent pas poursuivis afin de ne pas porter atteinte au patrimoine historique. Devenu maire il rédigea un nouveau plan d'aménagement en 1965 consistant à redéfinir les axes d'urbanisation le long des «corridors» de transport divisés en 5 structures. Les autorités ont choisi d'acheter les terrains dès la conceptualisation du projet afin de réguler les usages en respectant les principes de mixité sociale et fonctionnelle.

1 MATHYER Eric, «Clin d'œil: Les phares de la connaissance, Os faróis do saber», *Swiss Lemon Juice*, mars 2012

2 LEGRAND, Benoît. *Quelles solutions pour un développement urbain durable à Ho Chi Minh Ville et dans les autres mégapoles d'Asie Pacifique?*. UCL - BAUR - Art de bâtir et urbanisme, 2008, Prom. : De Herde, André

Le projet innovant des bus rapides combinés aux arrêts en tube, qui favorisent la rapidité de la circulation tout en évitant les fraudes, a permis à une grande partie de la population d'y accéder et dessert 65% du territoire urbain. La ville a d'ailleurs reçu le prix de Ville Créative de Design par l'UNESCO en 2014 grâce à ces tubes d'embarquement qui font partie du paysage urbain.¹

Il est important de notifier les choix stratégiques de la métropole, en effet la décision du prix unique pour les billets intervient dans le principe d'égalité, permettant aux plus pauvres vivant en périphérie de profiter des mêmes avantages. De plus, ce réseau dessert les fameux phares du savoir, éparpillés dans la ville, offrant un accès gratuit à des bibliothèques et internet.

Le résultat en terme de développement durable est net, puisque la pollution de l'air est 25% plus bas que la moyenne des villes brésiliennes de même taille.

Ce système de transport peu onéreux a été repris à Bogota, Quito, Brisbane, Ottawa, jusqu'à Rouen.

Le problème des inondations fut traité de la manière la plus «naturelle» possible. A la place de bétonner les canaux, les autorités les ont convertis en parc. Les bénéfices sont multiples, tout d'abord cela permet de réguler le niveau des rivières, d'absorber les eaux de pluie, mais également d'apporter un avantage récréatif, culturel à la population. Pour contrer l'explosion du foncier dans ces zones, un système de taxation a été mis en place.

La ville ne s'arrête pas là, toujours dans un objectif durable, la collecte des déchets s'est améliorée notamment grâce à l'éducation, l'autodiscipline de la population. Au sein des favelas, le système très efficace de l'achat de déchet contre de la nourriture ou des bons de transport a projeté la ville avec le niveau de recyclage parmi les plus élevés du monde, environ 70%.

En terme d'économie, la ville s'est coordonnée avec le secteur privé pour créer des centres de formation et la qualité de vie suffisait à attirer de nouvelles entreprises. Elle ambitionne de devenir un pôle d'excellence high-tech en investissant dans la recherche, et des productions de nouvelles technologies.

Benoît Legrand consacre un paragraphe de ce chapitre à Jaime Lerner, qui serait réellement le moteur du développement de la ville. Ne tarissant aucune éloges, il explique que l'innovation et la créativité proviennent du centre de recherche et de planification de la ville, présidé par Lerner lui-même. Ce centre permet à tous les corps de la municipalité, de la planification ou juste aux intéressés de se rencontrer de manière hebdomadaire afin de débattre du processus de transformation de la ville. A titre d'exemple dans le cadre d'une transformation ingénieuse et positive, Curitiba fut en 1972 l'une des premières villes du monde à disposer d'un piétonnier, la *Rua Quinze de Novembro*, qui était au départ interdite aux voitures seulement le soir et les week-ends, avant de devenir définitivement piétonne.

Parallèlement à cette lecture, il est intéressant de se plonger dans le

1 CHABOT Caroline. *Les favelas à l'ombre des méga-événements sportifs internationaux, confrontation d'un nouveau type : les cas de Rio de Janeiro et Curitiba au Brésil*. Sociologie. Université de Bordeaux; Universidade federal do Paraná (Brésil), 2018. Français.

livre d'*Acupuncture Urbaine* de Jaime Lerner¹. Il raconte que pour arriver à cette piétonisation du boulevard, il a fallu aller très vite parce que «l'acupuncture exige une piqûre rapide et précise». Malgré les plaintes des commerçants qui pensaient réellement perdre leur clientèle en supprimant l'accès aux voitures et malgré le secrétaire des Travaux qui recommandait un délai de quelques mois, Jaime Lerner s'est battu pour obtenir un accord sur une durée de 72h des travaux. Cela évitait l'interruption par arrêté judiciaire qu'aurait pu demander les commerçants. En un week-end les travaux étaient achevés et tout retour en arrière était encore possible, tant que la population avait vu l'oeuvre terminée avant de se décider.

Effectivement, l'avis général vira positivement, et il fut demandé d'élargir la zone piétonne.

Dans son ouvrage il défend la thèse qu'une ville peut être guérie par l'acupuncture. Cette médecine douce mise sur des petites piqûres à certains endroits pour soulager des douleurs, revitaliser toute une zone du corps en y insufflant de l'énergie. Cette pratique s'est déjà appliquée à certaines villes, sous la forme d'un petit évènement qui entraîne une transformation d'une grande ampleur.

Il apporte de nombreux exemples, sur des villes du monde entier, qui ont fait le pari de miser sur ces petites piqûres, sans qu'elles se concrétisent par un objet formel. En effet l'acupuncture urbaine, selon Jaime Lerner, peut-être aussi la décision de ne rien faire, ou bien sous forme de courtoisie urbaine, par des gestes, des paroles, des actions de n'importe quels citoyens envers sa ville. Cela peut être également la récupération d'une décision politique qui a été jugée comme néfaste, comme le fleuve de Séoul qui devait être déterrée après des décennies.

Il défend avec ferveur les transports publics, comparant la voiture à du cholestérol urbain, qui peut être bon s'il est contrôlé. Pour l'auteur, la rapidité d'action est la base d'une bonne acupuncture pour cet objectif: «Eviter que l'inertie des marchands de complexité, de mesquinerie et de politique ne rendent impossible ces oeuvres fondamentales».²

Sa vision optimiste et solidaire m'a donné envie de connaître son opinion sur les favelas. Seules deux pages, entre la mobilité *smart* et la bonne vision de sa ville nous évoque sa pensée. Il priorise les problèmes rencontrés là en partant du manque d'infrastructure, la gestion des déchets, le chômage pour en arriver au plus important, selon les médias, la violence et la drogue. On ne peut retirer à Curitiba la décision politique pour la gestion des déchets, à la fois simple mais très efficace. Depuis 1994 la municipalité propose de racheter les déchets contre des bons de transport. Jaime Lerner explique qu'il avait proposé de régler les problèmes d'infrastructure en utilisant les habitats comme réseaux, en acheminant l'eau et l'électricité via la main courante de l'escalier, les canalisations par les toitures et fenêtres, les égouts par les cages d'escalier. Cette solution permettait de ne pas toucher au terrain. En ce qui concerne l'emploi, son hypothèse serait de déclarer la favela comme zone franche, exemptant ainsi de taxes les industries proposant des emplois dans la

1 LEIRNER Jaime, *Acupuncture urbaine*, Paris, L'Harmattan, 2007, 119p

2 *Ibidem*

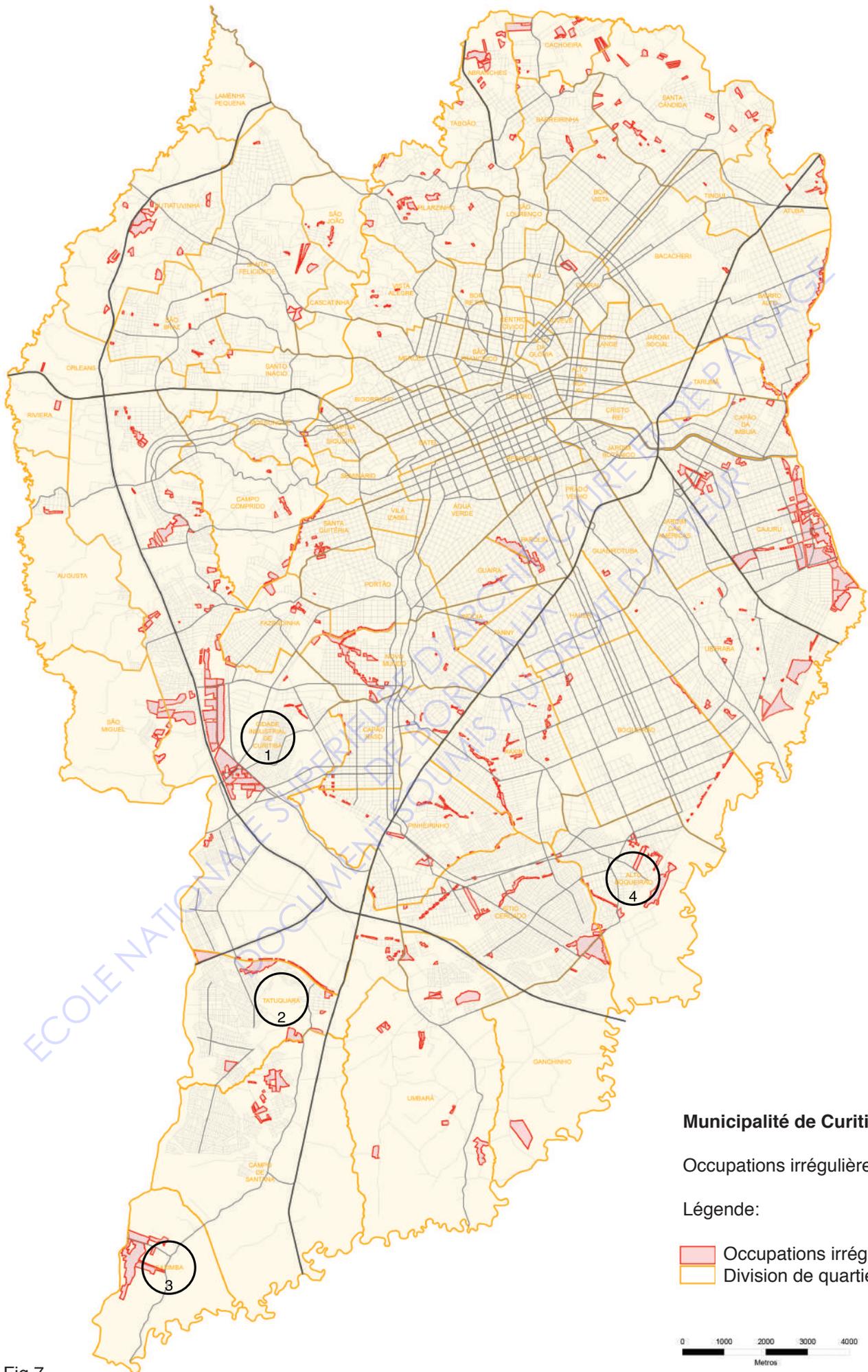


Fig 7

favela. Le lien avec la ville serait plus fort, diminuant ainsi son isolement et par conséquent la violence et la drogue. L'insécurité est un problème qui peut se régler par la présence de vie sociale, d'intégration, comme les restaurants, les commerces, l'éclairage, et tous les équipements urbains. Difficile de contredire ce point de vue aussi juste, mais encore plus difficile de croire que c'est envisageable, aucune décision politique ne prenant cette route.

Une périphérie qui échappe à la ville modèle

Dans cette capitale qui s'est imposée au monde comme un modèle de développement avant-gardiste, qui a su allier écologie, culture ouverte et des transports majoritairement collectifs, peut-il également y avoir des favelas?

La réponse se trouve dans les données fournies par les institutions de recherche, comme l'*Agencia de Noticias*, l'IGBE ou l'IPPUC. Selon une enquête de planification urbaine, sont recensés 209 favelas en 2014, 44713 domiciles donc environ 170 000 personnes¹. De plus, le journal *A gazeta do povo* cite le quartier de la ville industrielle (SIC) (fig 7, numéro 1) ainsi que le quartier de Tatuquara (fig 7, numéro 2) comme les communautés les plus violentes de la ville². Ils se basent pour ce classement sur le nombre le plus important d'homicides volontaires, ou avec intention de tuer. Nous pouvons remarquer tout de suite que ces quartiers font partie des plus éloignés du centre-ville. Cela nous donne un indice sur le développement des favelas à Curitiba, qui se confirme par la carte des occupations irrégulières (fig 7). En effet cette carte permet de repérer rapidement l'étalement de l'urbanisation informelle, et contrairement aux autres villes du Brésil, il apparaît clairement que celles-ci sont réparties aux limites de la ville.

Bien entendu, cette répartition a des conséquences directes sur la perception extérieure de ces communautés. Leur éloignement les rend invisible aux yeux du reste de la ville. Pourtant l'IGBE en 2010 estime que le taux d'habitant dans les bidonvilles à Curitiba atteint 9,3%, ce qui reste tout de même en dessous du taux de Rio qui lui est à 14% mais au dessus de la moyenne brésilienne qui est à 6%.³

Pour Guillaume, professeur d'architecture à l'université de Positivo⁴, la perception des favelas est difficile à Curitiba pour des personnes de classe moyenne, contrairement à Rio où celles-ci font partie des cartes postales de la ville. Il ajoute lors de l'entretien :

À Curitiba, ces communautés ne sont visibles que par leurs universitaires ou par les personnes impliquées dans les programmes d'assistance sociale. Ceci est directement lié à la réflexion/planification urbaine proposée pour la ville. Quelque chose qui vient dès le début, mais qui prend de la force avec les plans Agache et encore plus avec le plan préparé par Wilhelm et mis en pratique par l'IPPUC (Institut de recherche et d'urbanisme de Curitiba) à partir des années 1960.

1 Vidéo resposta - Existem favelas em Curitiba? (SANTOS Teógenes) - Junho 2019

2 *Ibidem*

3 CHABOT Caroline. *Les favelas à l'ombre des méga-événements sportifs internationaux, confrontation d'un nouveau type : les cas de Rio de Janeiro et Curitiba au Brésil*. Sociologie. Université de Bordeaux; Universidade federal do Paraná (Brésil), 2018. Français.

4 Entretien en annexe p.123, 22/03/2021

Un entretien avec un architecte, Inacio¹, professeur d'histoire de l'architecture dans la même université partage son avis, auquel il ajoute :

Certaines de ces communautés ont déjà reçu des soins en matière d'infrastructures, mais il en existe d'autres qui sont encore très précaires, qui se développent très rapidement et que «la ville» a du mal à atteindre, en raison de diverses difficultés et de la volonté des pouvoirs publics d'aller dans ce sens.

Il est en effet clair que supprimer les favelas ne peut que déplacer le problème, et leur isolement restreint excessivement les potentielles solutions à apporter.

Les articles de presse locale rendent compte de ce monde parallèle, en insistant particulièrement sur les faits de violence et de drogues, faisant persister toujours un peu plus la marginalité que les habitants subissent malgré le peu de services accordés.

Les favelas, en plus des dangers naturels liés à la topographie, n'échappent pas à la criminalité des narcotrafiquants. Située proche du Paraguay, la position de Curitiba en fait une cible attractive pour entrer sur le territoire brésilien. Ayant élu domicile dans les favelas, ils les dirigent et se font régulièrement la guerre pour obtenir plus de territoire.

Bien malheureusement cette soumission à un gang génère des risques sociaux très importants et limite fortement l'accessibilité des favelas à des organismes extérieurs.

L'article d'Amanda Kasecker dans le journal syndicaliste *SysmMac* nous donne le témoignage d'habitants des communautés qui se sentent abandonnés par la ville. Elle interroge Tiago Roberto, 22 ans, habitant près de Caximba (fig 7, numéro 3), qui explique qu'il n'a pas le sentiment de faire partie de cette ville modèle, que c'est une propagande loin de leur réalité.²

Dans son quartier *vila 29 de Outubro* vivent 300 familles, 422 adultes et 251 enfants sans réseaux d'égouts, d'eau courante ou de lumière. Le premier arrêt de bus est à 3km ce qui en fait un risque élevé de violence, en particulier de viols. Curitiba est la 5e ville du Brésil comptant le plus de favelas après Sao Paulo qui est en tête, suivi de Rio de Janeiro, Fortaleza et Guarulhos.

L'espoir de voir Curitiba baisser dans ce classement est faible, car comme toutes les villes du Brésil, l'accroissement de la population s'est accompagné d'un accroissement d'habitants dans ces favelas. De 1980 à 2000 le nombre d'habitants a augmenté de 200% (fig 8). En terme d'augmentation de population vivant dans les favelas, Curitiba est la 8e ville du Brésil.

L'avis de Tiago est partagé par d'autres, comme la famille de Ivanilda Guimaraes, survivant depuis sept ans entourés d'égouts, sans eaux, sans lumière, à Vila Pantanal dans le quartier Alto Boqueirao (fig 7, numéro 4). L'insalubrité amène des souris, rats et serpents, qui cause des maladies rarement traitées. Le centre de santé accueille en effet rarement de médecins et quand

1 Entretien en annexe p.121 22/03/2021

2 KASECKER Amanda, « Serviços públicos não chegam às 122 favelas de Curitiba », *Bem Parana*, octobre 2011

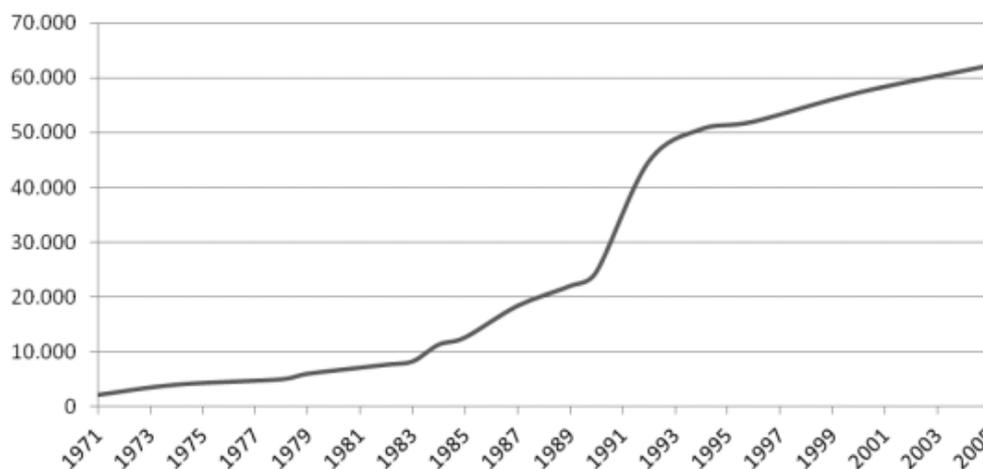


Fig 8: Nombre d'habitants dans les occupations irrégulières de Curitiba de 1971 à 2005

il y en a un il n'accepte qu'un seul patient par famille, ce qui contraint Ivanilda à choisir entre ces deux enfants qui sera soigné.

La *Companhia de Habitação Popular de Curitiba*¹ (COHAB-CT) promet des maisons à ceux qui vivent à Vila Pantanal, comme Maria José, là depuis 21 ans, mais ne respecte pas ses engagements selon l'avis des habitants. Ils disent que certaines maisons sont inoccupées à moins de 3km bien que la compagnie affirme le contraire.

De plus, Raissa Melo, journaliste pour l'*Agência de Notícias de Favelas*, montre dans son article que cet engouement macabre médiatique pour les affaires de violence impliquant généralement les trafiquants de drogue des favelas nuit à la réputation de l'ensemble des habitants de celles-ci.²

Ces favelas étaient selon l'article ignorées des classes moyennes jusqu'à aujourd'hui où elles sont observées à distance avec un regard effrayé. Plus que l'écart physique social ou structurel, la peur et la stigmatisation sont les principales barrières qui les coupent de la classe moyenne de la ville. En effet un retournement de situation s'est opéré. Avant il s'agissait d'espaces perçus comme ayant des problèmes sanitaires, un retard culturel et un désordre urbain et social, contrairement à aujourd'hui, où le crime et la violence sont ses principales caractéristiques. Cela est dû à l'exclusion de ces quartiers du tissu urbain comme à l'influence médiatique, qui ne montre que cet aspect.

La police militaire a effectué entre 2011 et 2017 147 opérations de confinement et d'exploration dans les favelas, chacune de plus de 5 jours. Ne sont pas comptabilisés les résultats de ces opérations, ni le nombre de mort civils ou policiers. Cependant 789 reportages télévisés ont évoqués les décès dans les favelas pendant les deux dernières années.

L'article exprime que malgré cette réalité médiatique, il faut rappeler que la réalité est la vérité des habitants. Loin d'être le berceau du crime, c'est un logement de main d'œuvre pour ceux qui n'ont pas les moyens, un territoire oublié par l'Etat, mais qui résiste, lutte, a sa propre culture. C'est le foyer de personnes qui méritent respect et dignité.

1 Trad: Compagnie d'habitation populaire de Curitiba

2 MELO Raíssa, « Curitiba: A cidade modelo e o medo da favela », *Agência de Notícias das Favelas*, mai 2018

Les opérations de la police militaire se sont intensifiées au cours des années, comme le prouve l'article de *The Intercept Brasil*, relatant un conflit ayant causé la mort de deux habitants et la destruction de plus de 300 maisons dans la communauté Vila 29 de março en 2018.¹

Une politique d'acceptation très progressive

Pour expliquer la singularité de cette urbanisation par rapport aux autres villes du Brésil, il est nécessaire de se pencher sur son développement et les différentes positions politiques qui ont dicté la forme urbaine actuelle.

La métropolisation de Curitiba s'est déroulée lors d'une période appelée la crise du Café². En effet le Brésil a connu une mutation irréversible lors de l'industrialisation du pays et la décroissance de l'activité agricole, qui était majoritairement la culture du café. La métropole a donc connu un pic d'habitants à partir des années 1970, plus de quarante ans après Rio, de migrants venus chercher du travail dans la capitale. Cette migration a engendrée une importante crise du logement. Les occupations informelles se sont implantées sur les terrains délaissés, à l'extérieur de la ville, sur des zones dites inconstrucibles car inondables. Contrairement à Rio où la densité se lit de manière verticale, à Curitiba, les favelas s'étendent le long des rivières, horizontalement.

Le premier programme de «défavelisation» s'est fait en 1967, par le transfert de familles de 25 favelas différentes vers un complexe résidentiel. Cela a été possible par les ressources mises en oeuvre par le SFH, *sistema financeiro de Habitação*³, créé par le gouvernement fédéral en 1964 afin de réduire le déficit en logement du pays, ainsi que la COHAB-CT, la société responsable de l'application de la politique du logement dans la commune de Curitiba.

Cet évènement de grande ampleur avait fait dire à la presse que Curitiba pourrait être la première ville défavelisée de tout le pays.⁴

La création de la COHAB, dont l'actionnaire principal est la municipalité elle-même, ainsi que le financement de la BNH, *Banco Nacional da Habitação*⁵, permirent la construction de *Nossa Senhora da Luz dos Pinhais* dans l'actuelle cité industrielle. Avec 700 mille mètres carrés de surface, il contenait 2150 logements. Des équipements urbains l'accompagnait telle qu'une église, une école, un centre de santé, une administration, un supermarché, des jeux pour enfants, des réseaux sanitaires et des terrains sportifs.

La banque exigeant un retour de garanti sur 20 ans, les habitants devait faire un prêt pour y accéder. Or la plupart des situations des habitants

1 MORO MARTINS Rafael, PRATES Giorgia , « Como a vingança pela morte de um pm terminou com a execução de duas pessoas e uma favela incendiada em curitiba », *The Intercept Brasil*, Décembre 2018

2 CHABOT Caroline. *Les favelas à l'ombre des méga-événements sportifs internationaux, confrontation d'un nouveau type : les cas de Rio de Janeiro et Curitiba au Brésil*. Sociologie. Université de Bordeaux; Universidade federal do Paraná (Brésil), 2018. Français.

3 Trad: Système financier du logement

4 CHABOT Caroline. *Les favelas à l'ombre des méga-événements sportifs internationaux, confrontation d'un nouveau type : les cas de Rio de Janeiro et Curitiba au Brésil*.

5 Banque nationale pour le logement

étaient instables, et la plupart non enregistrées par la municipalité. Ainsi il était impossible pour eux d'effectuer ce prêt et la plupart des habitants ne purent y accéder.¹

Tout comme les *conjuntos habitacionais* avaient échoués, ce relogement à une quinzaine de kilomètre de la ville sans infrastructure ni transport ne dura pas et les habitants qui avaient pu y accéder retournèrent dans leur favela d'origine.

En 1968, le pouvoir exécutif municipal fut autorisé à éradiquer les favelas et trouver une solution pour loger les habitants. En se basant sur la politique des parcs prolétaires provisoires cariocas, la municipalité de Curitiba décide en 1970 de transférer les favelas dans des habitats provisoires. Ceux-ci étaient prévus pour donner le temps aux habitants d'obtenir un statut économique et social suffisant pour en sortir et acquérir légalement un bien. Ainsi furent construits quatre noyaux d'habitat transitoire dans la ville: dans le quartier de *Boqueirao*, *Barreirinha*, *Santa Amelia* et *Jardim Campo*. Il faut préciser néanmoins que ces habitats n'avaient pas d'infrastructure basiques, ni eau, ni égouts, ni électricité. L'idée étant que la durée d'habitation ne pouvait excéder 2 ans. En réalité, les favelas étaient considérées à ce moment comme une étape de transition dans la trajectoire de ces habitants vers l'ascension sociale, une étape pour les migrants. Ces noyaux furent éliminés en 1972.²

La favorisation de la propriété privée a créée une inflation économique du prix de l'immobilier, entraînant une hausse des inégalités. De plus l'éloignement de ces quartiers obligeait les habitants à payer un fort prix de transport, qui a contribué à l'échec de cette politique de relogement.

La précarité des logements s'est intensifiée tout comme leur nombre à la suite des menaces d'évictions menées par le gouvernement. Malgré la politique de défavelisation les chiffres de l'IPPUC démontre qu'un accroissement du nombre d'habitant dans les favelas a augmenté de 9,33% par an entre 1967 et 1974. Ainsi Curitiba a vu sa population de *favelados* augmenter à 5% en 1982 contre les 2% en 1970.³

Il fallu attendre 1975 pour que le pays reconnaisse l'échec de cette politique et change ses objectifs. Puisqu'il n'est plus question de reloger, le gouvernement décide d'urbaniser. Pour cela des travaux d'assèchement des sols, d'aménagement des territoires sont mis en oeuvre.

La grande victoire des favelas fut leur reconnaissance comme partie intégrante de la ville, grâce à la classification ZEIS, les Zones d'Intérêt Social Spécial. Cet outil leur a permis d'obtenir des régularisations foncières propre à chacune.⁴

En 1976, le projet de défavelisation se transforma en «Politique d'habitat d'intérêt social». Les objectifs étaient en plus de détruire les favelas en

1 FIGUEIREDO DE ALBUQUERQUE Aline, *A questao habitacional em Curitiba: o enigma da «cidade-modelo»*, dissertação apresentada à Faculdade de Arquitetura e Urbanismo da universidade de Sao Paulo para a obtenção do titulo de Mestre em Arquitetura e Urbanismo, 2007.

2 CHABOT Caroline. *Les favelas à l'ombre des méga-événements sportifs internationaux, confrontation d'un nouveau type : les cas de Rio de Janeiro et Curitiba au Brésil.*

3 *Ibidem*

4 *Ibidem*

relogiant les habitants dans des endroits choisis par la préfecture, l'adaptation de ces familles à leur nouvel environnement, passant par l'éducation à l'intégration sociale. Le changement principal était que la relocation n'était plus transitoire mais définitive.

Les conséquences pour les familles expropriées étaient souvent jugées néfastes, tant pour leur travail que pour les liens sociaux.

Cependant la municipalité de Curitiba se défendait en expliquant que son cas était particulier, l'urbanisation des favelas n'était pas la meilleure solution. Situées sur les rives des fleuves et canaux, les problèmes d'hygiène étaient aggravés. De plus la formation récente de ces favelas ne leur donnait pas la dimension culturelle qu'elles avaient à Rio, par exemple. Certaines de ces favelas étaient situées sur des terrains qui avaient d'autres destinations, empêchant l'urbanisation des favelas. Ces décisions politiques n'empêchèrent pas l'augmentation de ces occupations irrégulières (11 401 personnes en 1971, 39 753 en 1982).¹

Suite à la fin de la dictature militaire et au programme *Cada familia um lote*² initiée par le gouvernement de Rio pour délivrer des titres de propriété à chaque famille, la municipalité de Curitiba change ses méthodes. Il n'est plus question d'éradiquer, mais l'accroissement du nombre d'habitants dans les favelas devient incontrôlable. En 1980, le gouvernement décide de mettre en place «la carte des favelas». Cette initiative promulguait la fin des suppressions des favelas en faveur de leur urbanisation. Cependant la condition *sinequanone* à leur acceptation était la salubrité du terrain sur lequel elles s'implantaient, ainsi qu'un prix viable. Le manque d'information sur cette caractéristique a rendu le concept très flou et n'a pas eu le succès escompté.³

Si le terrain était considéré comme insalubre, la COHAB-CT devait offrir l'opportunité d'acquérir une unité de programme spécial, soit un logement social. Si les résultats ne dépassèrent pas l'objectif escompté il est important de préciser que ce projet a tout de même eu un intérêt médiatique. En effet les *favelados* n'étaient plus considérés comme des marginaux mais comme des travailleurs, contribuant au développement de la ville, qui n'avaient pas choisi d'être dans cette situation.⁴

Nouveau paradigme pour la ville modèle

C'est à partir de la seconde moitié de la décennie que la ville se distingue par les programmes mis en place⁵. Tout d'abord, le *plano municipal*

1 FIGUEIREDO DE ALBUQUERQUE Aline, *A questão habitacional em Curitiba: o enigma da «cidade-modelo»*, dissertação apresentada à Faculdade de Arquitetura e Urbanismo da universidade de Sao Paulo para a obtenção do título de Mestre em Arquitetura e Urbanismo, 2007.

2 Trad: Chaque famille une parcelle

3 CHABOT Caroline. *Les favelas à l'ombre des méga-événements sportifs internationaux, confrontation d'un nouveau type : les cas de Rio de Janeiro et Curitiba au Brésil*.

4 FIGUEIREDO DE ALBUQUERQUE Aline, *A questão habitacional em Curitiba: o enigma da «cidade-modelo»*

5 SERRAGLIO POLUCHA Ricardo e NASCIMENTO NETO Paulo, «ZEIS X SEHIS - Análise crítica a partir do caso de Curitiba, PR», *XVIII Enanpur*, 2019

*de habitação*¹ en 1984 par le maire Mauricio Fruet. Il comprenait trois programmes:

- Prolocar*² : règlement d'urgence pour les familles sur les terrains à risque
- Prolotes*³ : Production de lots urbanisés
- Favelas*: légalisation et urbanisation des favelas en zone publique

Des actions urbanistiques ont été enclenchées comme les travaux d'infrastructure, ainsi que juridiques comme l'attribution de titre de propriété. Sur les quatre années qui suivirent 295 lots furent régularisés. Puis, juste après la suppression de la BNH, le projet *As diretrizes para a política habitacional*⁴ en 1989 est mis en place. Les principaux points étaient; la priorité de production de parcelles déjà urbanisées plutôt que la construction d'appartement ou maison, des actions d'urbanisation et de régularisation des favelas.

Ces décisions permirent la régularisation de 1443 lots durant la décennie de 1980.⁵

De plus, la création du *Setores Especiais de Urbanização*⁶ prend part à ce renouvellement politique en passant par la commission pour la régularisation des lotissements des établissements clandestins s'ils correspondaient à certains critères. En effet, il fallait que les maisons de ces lots aient une façade d'au moins 5m, une superficie de 125m carré et une largeur de rue supérieure à 8m.

Le plan des *diretrizes para a política habitacional* était dans la même ligne directrice que le plan précédent, si ce n'est l'émergence des partenariats d'initiatives privées. La mairie, suite à l'extinction de la BNH manquait de ressources et recourrait donc à des partenariats avec le secteur privé pour promouvoir les unités d'habitation. Le FMH, *Fundo Municipal de Habitação*⁷ s'est constitué pour faciliter cette ressource.

Le FMH et les partenariats privés ne se sont concrétisés en réalité qu'à partir des années 90. D'autres programmes, en lien avec les *diretrizes* méritent d'être cités, tels que *Programa de Autoconstrução*⁸ et *Programa de Atuação em favelas*^{9, 10}.

Par la politique d'urbanisation de la périphérie et la création d'équipement social, Curitiba se démarque pendant les années 80 et commence à acquérir son statut de «ville modèle».

L'élection de Jaime Lerner pour la troisième fois en 1989 provoqua un

- 1 Trad: Plan municipal du logement
- 2 Trad: Localiser
- 3 Trad: Créer un lot
- 4 Trad: Lignes directrices pour la politique du logement
- 5 SERRAGLIO POLUCHA Ricardo e NASCIMENTO NETO Paulo, «ZEIS X SEHIS - Análise crítica a partir do caso de Curitiba, PR», *XVIII Enanpur*, 2019
- 6 Trad: Secteurs spéciaux d'urbanisation
- 7 Trad: Fonds municipal de logement
- 8 Trad: Programme d'autoconstruction
- 9 Trad: Programme d'action des favelas
- 10 SERRAGLIO POLUCHA Ricardo e NASCIMENTO NETO Paulo, «ZEIS X SEHIS - Análise crítica a partir do caso de Curitiba, PR», *XVIII Enanpur*, 2019

retournement politique en faveur de la gauche, influençant ainsi les futurs décisions politiques. Durant cette période, les occupations illégales de terrain avaient pris de l'ampleur, à cause de la récession économique et l'appauvrissement de la population conséquents à la fin du régime militaire. Le nouveau maire décida de développer le programme *Bairro Novo*¹ et le *Programa de Lotes em parceria com a Iniciativa Privada*². Le but étant d'augmenter la possibilité d'action de la COHAB pour la régularisation foncière.³

En ce qui concerne le projet *Bairro Novo*, il fut mis en place en 1991 dans un site au sud de la ville occupé par une grande zone agricole, favorisant l'installation d'occupations irrégulières. La mairie a mis en oeuvre plus de 30 000 «unités de logement», c'est-à-dire des parcelles urbanisées, des maisons destinées à la propriété privées. Cette initiative devait consolider le discours d'une politique d'occupation des «vides», pour que chaque espace de la ville ait une fonction.

La troisième phase de politique d'habitat est nommée pour cela celle des «partenariats privés»⁴. Cette phase se situe entre 1990 et 2000, elle est marquée par un contexte politique en faveur de l'écologie et du développement durable. Parallèlement les transports publics sont développés, la première rue piétonne commerçante est créée, les parcs naturels *Jardim Botanico*, et l'*Opera de Arame* sont construits.

A travers ce programme, le projet au Sitio Cercado est conçu, afin d'accueillir 30 000 familles.

Le programme des partenariats privés en accord avec la COHAB est la possibilité pour un entrepreneur de s'allier avec la COHAB lors de l'exécution de projets de constructions. C'est-à-dire qu'en échange de 20% du lot produit pour le FMH, toutes les étapes de son projet, de la conception à la réalisation sont accompagnées par la COHAB, qui va aider l'entrepreneur et lui simplifier les démarches. L'entrepreneur conserve 80% du lot qu'il vendra par lui-même.

En revanche les superficies minimales exigées par la municipalité pour les logements sociaux ne sont pas ici prises en considération. La superficie minimale écrite est de 180 mètres carrés, or la superficie moyenne construite par le programme d'initiative privée est de 160 mètres carrés. Cela s'explique par le fait que le pouvoir public n'intervient pas dans ce programme. Celui-ci est exécuté par la COHAB et les entreprises.

11 700 lots furent construits à travers ce programme durant la décennie 1990, dont 75% situés dans les quartiers sud de la ville, en particulier Sitio

1 Trad: Nouveau quartier

2 Trad: Programme de lots en partenariat avec l'Initiative Privée

3 SERRAGLIO POLUCHA Ricardo e NASCIMENTO NETO Paulo, «ZEIS X SEHIS - Análise crítica a partir do caso de Curitiba, PR», XVIII *Enanpur*, 2019

4 FIGUEIREDO DE ALBUQUERQUE Aline, *A questao habitacional em Curitiba: o enigma da «cidade-modelo»*, dissertação apresentada à Faculdade de Arquitetura e Urbanismo da universidade de Sao Paulo para a obtenção do titulo de Mestre em Arquitetura e Urbanismo, 2007.

Cercado.¹

L'exemple de l'action menée à Sitio Cercado est emblématique de la politique d'habitat de Curitiba puisqu'il est la dernière grande intervention de la municipalité. En effet, les projets qui suivirent furent plus concentrés sur de l'urbanisme, de la régularisation foncière ou la promotion du programme de partenariat privé.

Ce terrain était considéré d'ultime «vide» dans la ville. Jaime Lerner écrit par ailleurs dans *Acupuncture Urbaine*² sur l'importance de continuité dans la ville en installant des structures même provisoires sur un terrain inoccupé afin de maintenir cette continuité qui fait vivre la ville. Le projet était donc prévu sur cette ancienne zone agricole de 4,25 millions de mètres carrés à l'extrême sud de la ville. En 1991, à l'époque du projet, plus de 30 000 domiciles étaient vides, et c'est le nombre d'habitat que la municipalité décida de construire sur ce site. Cette politique d'occupation des vides avait fait le choix d'urbaniser et d'étendre la tâche urbaine plutôt que d'optimiser des infrastructures existantes.

Selon les chiffres de la COHAB-CT en 2004, 11 000 familles vivent sur ce terrain.³

Pour lutter contre les risques encourus les gouvernements choisissent d'utiliser une méthode de prévention et d'information. Le premier outil mis en place est la réalisation d'une cartographie représentant les zones à risques. A Curitiba, 397 favelas sont sur des zones dites à risques naturels. Ils englobent les inondations, les éboulements, l'érosion et l'effondrement de terrain. La municipalité a développé depuis 2017 une coordination de la sécurité des bâtiments et de l'immobilier (COSEDI) qui a pu identifier et cartographier les zones sensibles aux éboulements. L'intérêt majeur de cette première étape est, par la suite, de pouvoir bénéficier d'actions publiques de sécurité pour les populations vulnérables.⁴

Cependant, cet outil gouvernemental est également utilisé pour que la mairie garde un contrôle sur les occupations irrégulières, avec la possibilité de les supprimer si le risque environnemental est considéré par ces services comme trop important.

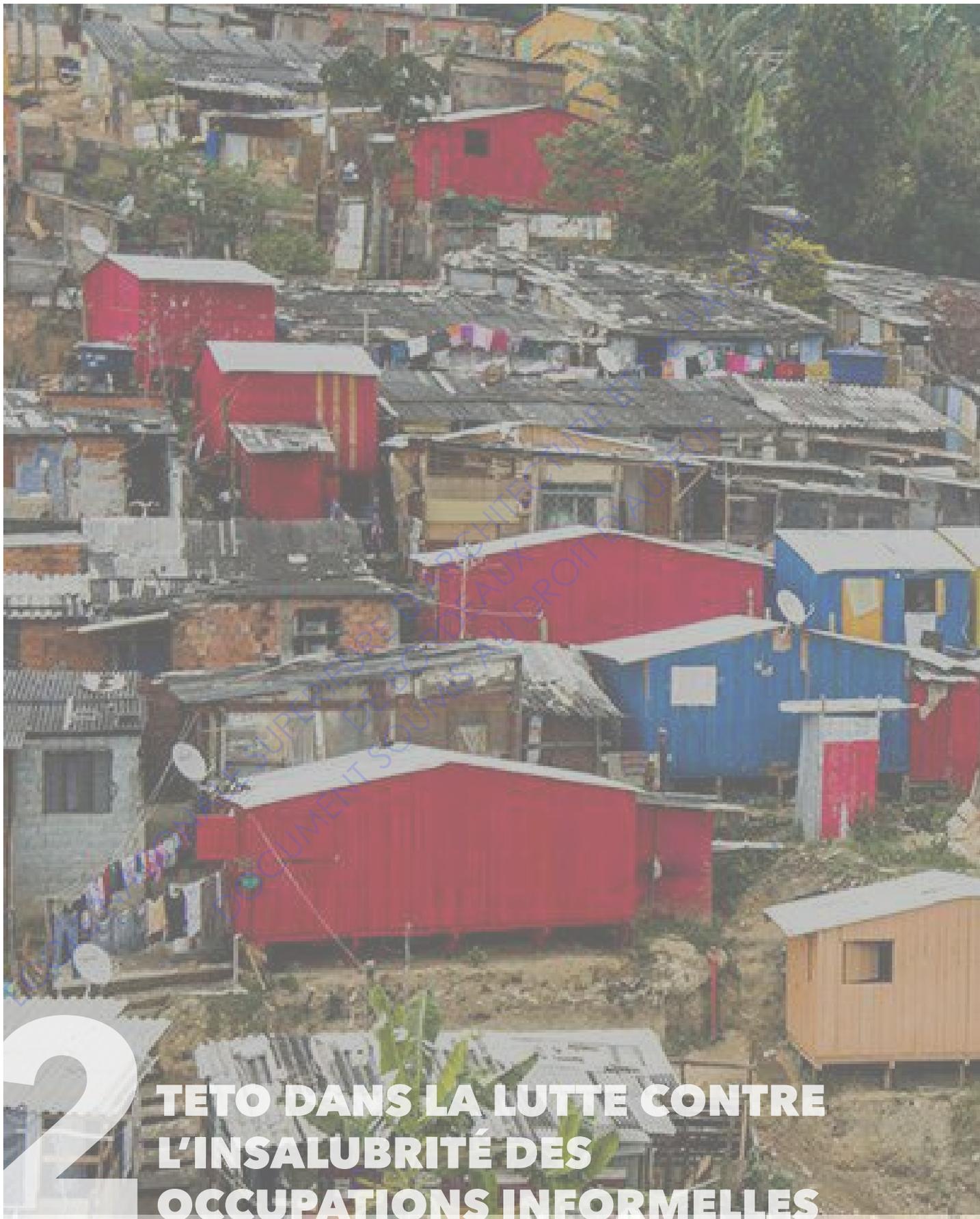
1 FIGUEIREDO DE ALBUQUERQUE Aline, *A questao habitacional em Curitiba: o enigma da «cidade-modelo»*, dissertação apresentada à Faculdade de Arquitetura e Urbanismo da universidade de Sao Paulo para a obtenção do titulo de Mestre em Arquitetura e Urbanismo, 2007.

2 LEIRNER Jaime, *Acupuncture urbaine*, Paris, L'Harmattan, 2007,

3 FIGUEIREDO DE ALBUQUERQUE Aline, *A questao habitacional em Curitiba: o enigma da «cidade-modelo»*, dissertação apresentada à Faculdade de Arquitetura e Urbanismo da universidade de Sao Paulo para a obtenção do titulo de Mestre em Arquitetura e Urbanismo, 2007.

4 CHABOT Caroline. *Les favelas à l'ombre des méga-événements sportifs internationaux, confrontation d'un nouveau type : les cas de Rio de Janeiro et Curitiba au Brésil*. Sociologie. Université de Bordeaux; Universidade federal do Paraná (Brésil), 2018. Français.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE ET DE PAYSAGE
DE BORDEAUX
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR



**2 TETO DANS LA LUTTE CONTRE
L'INSALUBRITÉ DES
OCCUPATIONS INFORMELLES**



Source: Um Teto Para Meu País, 2013 *Transforma*, URL: <https://transforma.fbb.org.br/tecnologia-social/construcao-de-moradias-de-emergencia>

A

La méthode innovante et évolutive de l'ONG TETO du Chili à Curitiba



Source: MESQUITA DA SILVA Rafael, *Manual de construo de paredes de vedao com blocos de concreto incorporando garrafa pet*, ingénierie civile, Curitiba, 2018

En 2017 au Brésil, 13,6 millions de personnes vivent dans une situation d'extrême pauvreté¹. De nombreuses associations oeuvrent au Brésil pour lutter contre cette précarité de logement, de différentes manières, diffusant des valeurs propres à chacune.

TETO et ses partenariats stratégiques

L'article du magazine d'architecture brésilien LIVE² recense quelques unes des associations opérant au Brésil et défendant les conditions de vie des habitants. La première association mentionnée par le journal est TETO, née au Chili sous le nom TECHO (toit en espagnol) en 1997 par un groupe de jeunes réunis dans le but d'aider ceux qui vivent dans des conditions très pauvres.

TECHO opère dans 19 pays d'Amérique latine. Elle cherche à surmonter la pauvreté dans laquelle vivent des millions de personnes dans des communautés précaires par l'engagement communautaire et la mobilisation de jeunes volontaires. Cette organisation s'est étendue à toute l'Amérique latine à partir de 2001. C'est en 2006 que cette ONG a installé son siège à Sao Paulo sous le nom TETO TECHO. Elle est présente aujourd'hui dans cinq états brésiliens. En cinq ans elle a pu réaliser la construction de 679 foyers d'urgence. Elle est constituée de plus d'un million de volontaires, dont quarante-cinq mille au Brésil.³

Bien qu'originellement soutenue par la fondation jésuite, celle-ci ne finance pas l'organisation. TETO Brasil est en effet financée par des donateurs individuels et des entreprises partenaires, comme l'explique Giulia⁴, responsable nationale de la communication chez TETO. En parcourant la section «Transparence» du site internet TETO BRASIL⁵ nous pouvons voir deux graphiques (Fig 9): l'un représentant le pourcentage global de chaque entrée d'argent, l'autre les différentes applications. Nous constatons en effet que 94% de l'argent est obtenu par les dons, et seulement 1% de la coopération inter-

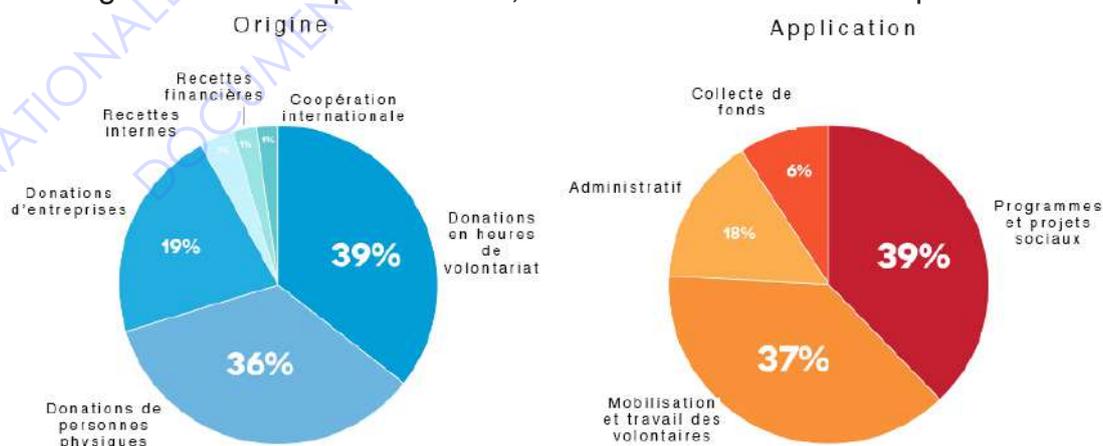


Fig 9: Pourcentage des donateurs et pourcentage des différentes utilisations des finances

- 1 AFP Brasilia, «Deux millions de pauvres en plus au Brésil», *France Soir*, décembre 2018
- 2 VOGAN Lucas, « Conheça o voluntariado: ONGs que criam moradias e condições para viver melhor», *Live*, août 2019
- 3 Conheça nosso modelo de trabalhos (TETO Brasil), octobre 2018
- 4 Entretien en annexe p.128
- 5 «Transparencia», techo.org/brasil, TETO Brasil, mars 2021

nationale. En ce qui concerne son utilisation, il est également distribué entre l'action de mobilisation et de travail des volontaires et les programmes et projets sociaux. Nous pouvons noter entre le total des gains obtenus et ceux dépensés une différence de 929 574 reals (environ 145 000 euros). Cela montre clairement que l'association ne peut pas générer de bénéfices avec l'argent récolté.

Grâce à un partenariat avec FSC, elle utilise des bois certifié pour ses constructions.¹

FSC (Forest Stewardship Council) est une organisation indépendante non gouvernementale, à but non lucratif créée pour promouvoir une gestion forestière responsable dans le monde. Elle existe depuis 1993 et souhaite apporter une réponse à la déforestation mondiale. En réunissant des voix des deux hémisphères elle définit ce qu'est une gestion forestière écologique appropriée, socialement bénéfique et économiquement viable. C'est à travers son système de certification qu'elle reconnaît officiellement les productions responsables de produits forestiers, permettant aux clients et aux entreprises de prendre conscience de leur achat au bénéfice humain et environnemental. Son siège social est à Bonn en Allemagne, et elle est présente dans plus de 70 pays autour du monde, dont le Brésil depuis 1996.

Entre avril 2013 et août 2014, 468 maisons d'urgence ont été construites par TETO en bois certifié FSC. Malgré le manque de fournisseurs dans certains des états brésiliens, l'objectif de ce partenariat est d'étendre ce réseau au maximum et de garantir 100% des matériaux certifiés.

«Utiliser du bois certifié, en plus de nous apporter une tranquillité d'esprit sur l'environnement, nous donne de la crédibilité et garantit un bon travail avec les communautés sur le long terme»², a déclaré Denis Pacheco, directeur de la construction chez TETO Brasil.

La célébration de ce partenariat s'est déroulée durant la 6e rencontre latino-américaine (nommée ENVO), à Sao Paulo, entre le 10 et le 17 octobre, réunissant 600 volontaires TETO de 14 pays d'Amérique latine. Ils ont construits dans neuf communautés de l'état de Sao Paulo des habitats d'urgence en bois certifié, conjointement avec 50 familles des communautés.

«Le nouveau partenariat renforce non seulement un engagement de responsabilité envers l'origine du produit utilisé, mais clôt un cycle positif qui commence dans la forêt et se termine par un important projet social»³, a déclaré Fabíola Zerbini, secrétaire exécutif de FSC Brasil.

Une méthode efficace et disciplinée

Les niveaux d'intervention de cette association sont variés⁴. Le premier consiste en la construction d'habitats d'urgence, en bois préfabriqué dont la durabilité est d'environ 5 ans. Ils peuvent être réalisés sur deux jours avec une

1 RANGEL Juliana, Parceria do bem para uso de madeira certificada, *Sustent Arqui*, octobre 2014,

2 *Ibidem*

3 *Ibidem*

4 Conheça nosso modelo de trabalhos (TETO Brasil), octobre 2018, URL: https://www.youtube.com/watch?v=ceOR_6rTT8s

équipe de 8 à 10 volontaires conjointement avec les habitants.

Son second niveau d'intervention consiste à mettre en place différents plans pour améliorer la qualification sociale:

- un plan d'éducation afin de rétablir un niveau scolaire pour les enfants
- Un plan d'alphabétisation des adultes
- Un plan de renforcement des capacités dans le métier, ayant pour but de former les résidents aux différents métiers et outils pouvant augmenter leur productivité.
- Un plan de santé visant à modifier le style de vie des familles pour le rendre plus sain, tout en renforçant la prévention et les relier à des réseaux de soutien.
- Un plan de développement productif qui vise à contribuer au développement des entreprises par le microcrédit et la formation à la création de nouvelles entreprises.

Le troisième niveau d'intervention n'a pu être effectif qu'au Chili: il s'agit du développement de projets de logements définitifs, visant à créer des quartiers durables, avec le soutien des gouvernements du pays.

Son travail se fait en plusieurs étapes¹. D'abord les volontaires se réunissent pour faire un *mutirão de visitas*², soit des visites par groupe de travail. Ils vont dans une communauté et avec les habitants référents recueillent les principales demandes de ceux-ci.

Suite à cette réunion, une évaluation de la vulnérabilité de la communauté est réalisée, tentant d'apporter une réponse à la manière dont TETO pourrait agir là-bas.

Une assemblée avec les habitants permet dans un second temps de mesurer leur intérêt à travailler ensemble. S'ils sont tous d'accord, suit *escutando comunidades*³; c'est l'application d'une enquête socio-économique lors d'un week-end dans la communauté, avec l'aide des bénévoles répartis en groupe de travail. Cette enquête détermine le profil de la communauté et permet d'établir un diagnostic des problématiques et potentialités.

En parallèle les responsables commencent à préparer les équipes de volontaires qui iront dans la communauté afin de présenter les données collectées, ainsi que les principales violations des droits de l'homme identifiées dans ce cas. Les habitants avec les volontaires, définissent ensemble l'ordre des priorités pour commencer à travailler.

La première réunion est appelée *olhar participativo*⁴, elle aboutit à un plan d'action des projets prioritaires. Chaque semaine des tables de travail sont réalisées afin de vérifier le bon avancement des projets. Les demandes sont variées, allant de la rénovation ou création d'aire de loisirs, de potagers communs, pavement des ruelles et projet de collecte de déchets. Cela peut également être des solutions alternatives d'éclairage public, des travaux d'as-

1 Conheça nosso modelo de trabalhos (TETO Brasil), octobre 2018, URL: https://www.youtube.com/watch?v=ceOR_6rTT8s

2 Trad: campagne de visites

3 Trad: à l'écoute des communautés

4 Trad: Regard participatif

sainissements basiques.

En plus de tous ces projets, ils peuvent réaliser l'atelier «droit au logement et à la ville» qui permet d'éduquer les populations sur leurs droits afin de les aider à s'autonomiser dans les démarches.

Depuis la réunion, ils élaborent le premier projet ensemble, le formalisent par écrit et le soumettent aux *FunTeto*,¹ soit, le fonds destiné aux projets communautaires. Une fois ce projet validé par les gérants, les habitants peuvent suggérer des modifications afin de l'améliorer éventuellement. TETO s'engage à financer 60% du projet et la communauté doit trouver les 40% restants, qui peuvent être payés par les services ou partenariats; c'est-à-dire que dans le financement est intégrée une partie destinée à la main d'oeuvre, et les habitants peuvent offrir leur services afin d'éviter de payer quelqu'un de l'extérieur. La valeur de ce travail fait donc partie des 40% que les habitants doivent financer.

Une fois tout le budget collecté, il est temps de mettre la main à la pâte. Une évaluation finale est réalisée pour savoir comment s'est passé le processus, déterminer les points positifs et négatifs, toujours dans le but de faire évoluer positivement la méthode.

Les actions urgentes sont enfin entreprises, il s'agit des *casas emergenciais*². Durant tout un week-end se réunissent habitants et volontaires afin de construire ces maisons ensemble. Elles sont en bois préfabriqué et permettent de sauver de l'extrême précarité des milliers de famille. La sélection des familles bénéficiaires se fait à partir des résultats d'une enquête similaire à la première. Les habitants en plus grande situation de vulnérabilité sont choisis et validés avec l'accord des autres habitants de la communauté. Ils sont invités à travailler à la construction avec les volontaires.

Ces grands évènements impliquent une organisation logistique, avec une équipe responsable qui rend visite régulièrement aux famille en général 3 mois avant chaque évènement.

Bien entendu toutes ces activités sont accompagnées du *processo formativo*³. Une équipe de formateurs choisit un thème pour chaque évènement, et à partir de celui-ci, une dynamique de pensée est enclenchée, permettant d'être critique face aux propres actions de l'association au sein de ce thème. Les formateurs stimulent la réflexion et la création d'une pensée collective. Ainsi tout le monde prend conscience de son rôle au sein de la construction d'une société plus juste et sans pauvreté.⁴

Première rencontre d'initiation

J'ai découvert cette association grâce à une amie en architecture qui a participé à la construction d'un habitat d'urgence au semestre dernier. Sur ses conseils je me suis connectée à la page Facebook de l'ONG. Dès septembre

1 Mot mélangeant *fundo*, le fonds et TETO

2 Trad: Habitats d'urgence

3 Processus de formation

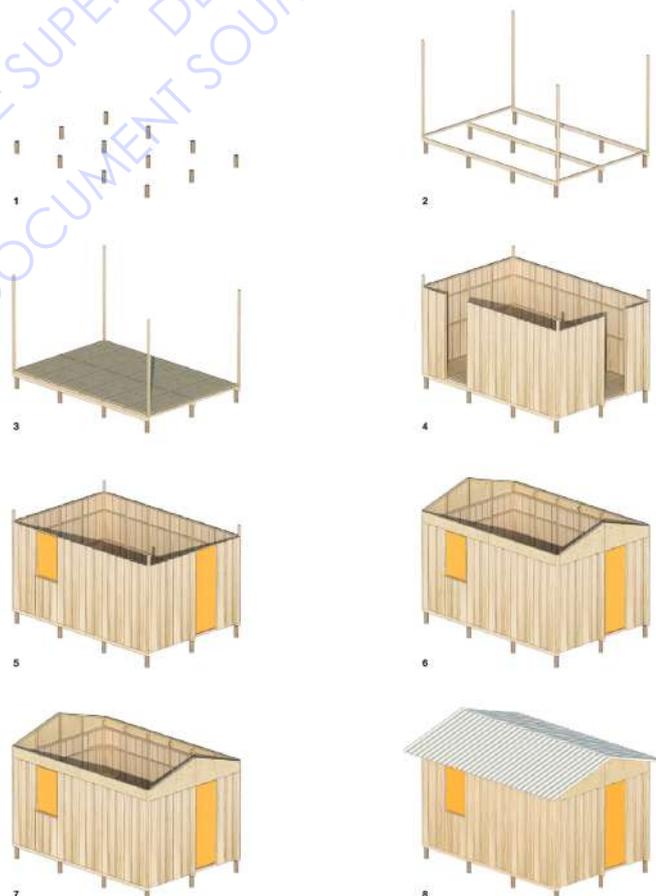
4 Conheça nosso modelo de trabalhos (TETO Brasil), octobre 2018

les administrateurs ont mis en ligne des formulaires d'inscription pour faire partie de l'équipe de volontaires permanents pour le semestre. Une fois ce questionnaire rempli, j'ai reçu un mail m'informant que j'avais été sélectionnée pour la seconde étape du recrutement.

Durant cette rencontre, on nous a présenté l'association, son rôle, ses actions, puis il a fallu se présenter, expliquer comment on avait connu l'association et les raisons qui nous avaient donné envie d'en faire partie. Par la suite on a été réparti en fonction des thèmes qu'on avait préalablement choisis dans le formulaire, en l'occurrence pour moi: «logement et habitat». Là, il a fallu réfléchir à une manière d'expliquer aux habitants des communautés que nous allions rencontrer quels étaient les objectifs de l'association, quel type d'habitat d'urgence il s'agissait de construire. Les premières idées ont été de créer un modèle 3D et d'en afficher des perspectives afin de les exposer aux habitants. Cette idée est cependant un peu complexe, c'est pourquoi tout le monde présent a préféré l'idée d'une construction en maquette de la maison. On nous a présenté le mode d'emploi de construction des maisons types, et grâce à du matériel de maquette, nous avons réalisé un modèle à l'échelle 1/50e.

Cette maquette nous a permis de comprendre comment se construisent les habitats d'urgence, presque en kit (fig 10): après les fondations en pilotis on dispose des poutres de sol, le sol en panneaux de bois préfabriqués, puis les panneaux de mur, dont un comporte deux ouvertures: une porte et une fenêtre, l'autre juste une ouverture pour une fenêtre, et les deux autres panneaux latéraux pleins (murs gouttereaux). Ensuite on place la poutre principale (panne faîtière), les chevrons et pannes formant une grille. Puis la tôle en pièce pré-découpée vient se poser par dessus. La dernière étape consiste à peindre la maison.

Fig 10: Manuel d'instruction du montage de l'habitat d'urgence



A la fin de cette journée on a appris que tous les volontaires étaient engagés.

En suivant les actualités grâce à la page Facebook de l'association j'ai appris qu'une construction aurait lieu à Curitiba mi octobre. Pour participer à cette construction, il fallait se rendre sur la page Facebook un jour précis à 20h où les administrateurs mettraient en ligne un formulaire d'inscription. Il était très important de ne pas manquer l'heure car en très peu de temps les places partaient, tellement la demande de volontariat était forte. Par chance j'ai réussi à me connecter et à m'inscrire dès que le lien a été mis en ligne, ce qui m'a permis d'être sélectionnée. Peu de temps après j'ai reçu un mail m'invitant à verser un montant pour confirmer ma participation, j'ai donné le montant minimum de 45 reals (environ 8 euros) mais il était possible de donner plus. Une fois cette inscription confirmée j'ai reçu plusieurs mails, dont un m'informant qu'il m'était possible de participer à la pré-logistique, deux semaines avant la construction, afin d'aider à charger le matériel jusqu'à la communauté.

La pré-logistique: découverte de la communauté

Afin de rencontrer cette association, les bénévoles et la communauté j'ai décidé de participer à cette journée de pré-logistique.

Le rendez-vous était le 5 octobre, à 7h30, en face du centre commercial *Jardim Das Americas*. Les consignes étaient d'apporter des gants, casquette, bouteille d'eau, protection solaire, assiette, verre, couverts et 10 reals (environ 1,50 euros) pour le déjeuner, soit le repas organisé par l'intendance de l'association, ainsi qu'une corde si possible pour aider à soulever les panneaux.

Bien entendu il fallait se vêtir du t-shirt de l'association, donné sur place si on ne l'avait pas déjà, d'un jean (pas de short), et de chaussures fermées.

Le jour même, j'ai retrouvé l'association au point indiqué, mais nous avons attendu une heure avant le départ. Répartis dans les voitures, nous avons pris la route en direction de la *chácara da Celle*¹ afin de récupérer le matériel. Celui-ci était stocké à l'arrière de la maison. Il a fallu procéder en plusieurs étapes.

Tout d'abord on a dû déplacer les pilotis pour accéder aux panneaux de murs et de sol. Là, je me suis rendue compte de la force qu'allait nécessiter ce travail. En effet les pilotis sont à base de troncs d'arbre, ils sont donc particulièrement lourds. Deux camions sont arrivés et nous avons pu nous répartir en deux groupes pour les charger.

Nous avons commencé par les murs préfabriqués qui nécessitaient au minimum quatre personnes pour les déplacer un par un. Une fois les murs chargés il a été question des sols, plus grands et plus lourds. J'ai été impressionnée par la motivation et la force de tous les volontaires présents. Ce travail était répétitif et fatigant mais tous les participants faisaient preuve de bonne humeur sans paraître affectés par la chaleur pesante qui commençait à arriver.

Nous avons fini de charger les poutres puis les pilotis. Il a fallu faire cependant attention à la bonne répartition du poids dans le camion et à bien resserrer les cordes pour terminer.

1 Trad: Ferme de Celle

Nous avons ensuite repris les voitures, conduit pendant environ une heure avant d'arriver à la communauté de *Santos Andrade* à l'ouest de Curitiba. On a garé les voitures dans ce qui semblait être un quartier pavillonnaire.

Après avoir grimpé pendant cinq minutes sur une route très pentue (fig 11), au détour d'un virage, le bitume a fait place à de la terre et les maisons aux façades en parpaings à de la brique nue. Nous étions arrivés.



Fig 11 Route de Santos Andrade, Curitiba

L'accueil a été sympathique, tout le monde nous disait bonjour. Nous avons attendu l'arrivée des camions, il était près de midi et la chaleur devenait réellement suffocante, encore plus à cause du sol en terre. J'ai eu du mal à m'habituer à l'odeur, particulièrement forte, et à ne pas trébucher car le sol était jonché de déchets de toute sorte, de briques, de bois, de pierres, de ferrailles.

Un premier camion est arrivé, différent de ceux qu'on avait chargés dans la matinée, il s'agissait des outils. Nous avons donc pu commencer à décharger et à découvrir les outils nécessaires à la construction des maisons. Il y avait des caisses de scies, des tuyaux dans lesquels on pouvait verser de l'eau afin de prendre les mesures de niveaux, des leviers de toutes tailles ainsi que des excavateurs. On m'a appris que nous allions construire douze maisons dans cette communauté, d'où la quantité de matériel.

Les deux camions de la matinée sont arrivés mais il a été décidé par les organisateurs qu'on allait prendre la pause déjeuner avant le déchargement. Il était vrai que, autant que les autres, je commençais à fatiguer. L'intendance de l'association avait préparé un repas composé de pains, de sauce bolognaise avec de la viande hâchée ou des saucisses. Ce temps de déjeuner a été particulièrement agréable pour échanger avec l'équipe de volontaires et apprendre à se connaître.

Après cette pause nous avons repris le chemin de la communauté. Nous avons eu l'agréable surprise de voir qu'un des deux camions était déjà

déchargé par une autre équipe de volontaires arrivée durant notre temps de pause. Nous avons donc pris la suite pendant qu'ils prenaient une pause à leur tour. Le déchargement a été plus rapide que le chargement, peut-être parce que nous savions déjà à quoi nous attendre et aussi parce que les habitants sont venus nous aider, ceux pour lesquels les maisons étaient destinées, mais également d'autres habitants. Cela a été l'occasion de commencer à converser.

Durant la première rencontre réalisée avec l'association c'était en effet un point très important. On nous avait bien expliqué que pour que la construction se passe dans les meilleures conditions, il était préférable d'intégrer les futurs habitants dans toutes les étapes de la construction, c'était le meilleur moyen de leur faire accepter cet habitat pour se l'approprier et rendre cette construction efficiente.

Mon niveau moyen de portugais, la fatigue du travail et la chaleur ne m'ont pas réellement aidé à tout comprendre. Cependant j'étais ravie de voir naître une relation vivante entre les volontaires et les habitants.



Fig 12: Déchargement des pans de mur sur le terrain

La fin de journée n'a pas été de tout repos. En effet en raison de la grande distance séparant le lieu de déchargement d'un des terrains, les composantes d'une des maisons ont été rechargées dans le camion qui est parti au plus près du terrain. La journée s'est terminée aux alentours de 18h. J'étais épuisée mais contente d'avoir pu commencer à me familiariser avec ce travail.

Construction de l'habitat d'urgence... en urgence

Enfin, deux semaines plus tard, le week-end tant attendu est arrivé. Nous avons reçu des informations par mail durant la semaine précédente, comme les outils à apporter: marteau de charpentier, marteau, tournevis, etc.

Nous devons également avoir les équipements de sécurité élémentaires: gants, casque, lunettes de protection, chemise de toile, pantalon en jean, chaussures fermées, crème solaire. Il fallait prévoir de quoi dormir, le nécessaire de toilette en sachant qu'il ne serait pas possible de prendre de

douche durant ces deux jours, assiette, verre, couverts et des vêtements plus confortables pour le soir. Le rendez-vous était à 19h30 dans le local *Espaço cultural e esportivo do Sindicato dos Bancários e Financieiros de Curitiba e Região*¹.

Une fois là bas, les organisateurs ont noté notre nom, on nous a donné à chacun un t-shirt et un bracelet au nom de l'association. Nous étions 170 volontaires. Il a fallu attendre tout le monde, environ deux heures, ce qui a permis de laisser le temps de se rencontrer. J'étais la seule étrangère du groupe, ce qui n'était pas dérangeant face à la bienveillance et à l'accueil de tous.

On nous a répartis en trois bus qui nous ont emmenés jusqu'à une école primaire à deux kilomètres de la communauté. Durant le trajet on s'est présenté en donnant notre nom, notre âge, ce qu'on faisait dans la vie, notre signe astrologique et une bizarrerie sur nous.

Une fois arrivés, on s'est réunis dans le gymnase. Les organisateurs ont parlé de l'association, ce qu'elle représentait, des consignes de sécurité, de la journée du lendemain. Puis ils ont donné le nom des volontaires qui avaient déjà «une famille», c'est-à-dire qu'ils connaissaient déjà leur équipe de construction et la famille à qui elle était destinée. Ils se sont dirigés vers les salles de classe reconverties en dortoir.

N'ayant pas d'équipe déjà composée j'ai attendu mon nom. J'ai eu la chance de me retrouver dans une équipe où je connaissais déjà quelques têtes. Une fois tous répartis dans les salles de classe, on a pu se reposer.

Avant de dormir, deux bénévoles de l'association nous ont parlé de ce qui allait se passer, rappelant bien les consignes de sécurité: interdiction de prendre le téléphone portable, faire attention à ce qu'on disait car on représentait l'association, toujours se déplacer au moins par deux, et autant que possible toujours suivre son équipe de 10 personnes. Enfin à minuit passé, tout le monde a éteint les lumières, il était l'heure de dormir.

Le réveil à 4h du matin a été compliqué, mais c'est toujours avec entrain et motivation que tout le monde s'est préparé. On n'avait qu'une demi-heure pour se vêtir et prendre un petit déjeuner servi dans le gymnase, à base de pain beurre, café, et banane. Puis deux des organisateurs faisant partie de l'équipe d'aides soignants nous ont invité à faire quelques exercices d'étirement.

Par la suite, appelés par équipe, nous avons dû former des files en se mettant les uns derrière les autres. Là, un des organisateurs a remis un papier avec une phrase inscrite dessus au premier de la file. Il devait la lire et la répéter à voix basse à la personne derrière lui, qui faisait de même jusqu'à arriver au bout de la file. La phrase disait «Je vivais dans un appartement mais j'ai commencé à avoir du mal à payer mes factures, c'est la raison pour laquelle je suis arrivé là». Bien entendu quand le dernier de la file a dit la phrase elle n'avait plus grand chose à voir, sûrement en grande partie par ma faute puisque je n'en avais compris que la moitié.

1 Espace culturel et sportif de l'Union des Employés de Banque et des Employés de la Finance de Curitiba et de la Région

Cette activité était bien sûr une méthode de formation. En effet ces phrases avaient réellement été prononcées par les personnes qu'on allait rencontrer, et les organisateurs voulaient nous prouver que les histoires allaient être déformées par le bouche à oreille, d'où l'intérêt de discuter directement avec l'habitant si on voulait connaître son histoire. Après cette courte formation, on a pris la route à pied en montant en direction de la communauté, où on est arrivé vers 6h du matin. On a pris les outils nécessaires puis on s'est dirigé chacun sur son terrain.

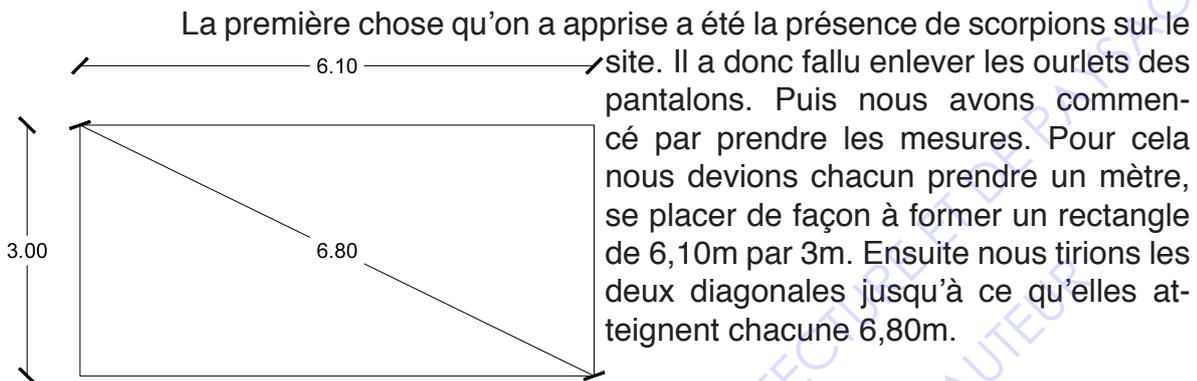


Fig 13: Schéma des dimensions de la maison

Ce premier pas pourrait paraître simple cependant ce moment était déterminant pour la suite, c'est pourquoi il a fallu recommencer plusieurs fois, afin d'être certain de la régularité de la base. En voyant ces rubans tirés dessiner la base du plancher sur ce terrain cagneux entre les pierres, la brique, la ferraille et les déchets il n'était pas aisé d'imaginer qu'une maison allait être construite.

La famille est arrivée à ce moment là, nous avons pu rencontrer les deux parents et leur petite fille de deux ans. Après les présentations, le père de famille est venu nous aider. On a marqué la place du *pilotis mestre*¹, en haut à gauche sur le plan, situé à 40cm de l'angle du rectangle, tangent à la longitudinale. Puis on nous a demandé de ramener des pierres entreposées avec le matériel. A l'aide de seaux, de sacs, ou de t-shirt, nous les avons déplacées jusqu'au terrain pour former deux tas: un tas de grandes pierres et un autre de gravillons. La chaleur commençait à monter et les premiers efforts physiques se faisaient ressentir.

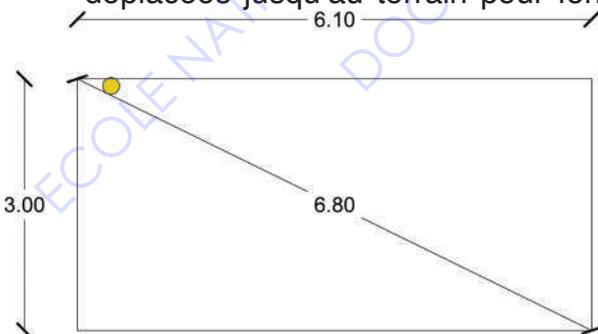


Fig 14: Schéma du pilotis principal qui a pris un temps certain.

Sans en comprendre encore la raison, nous avons exécuté ce travail. Puis à l'aide du levier et de l'excavateur nous avons commencé à creuser le trou à l'emplacement du premier pilotis. Il a fallut creuser sur environ un mètre, ce

L'action suivante a été la fixation de la base du pilotis. Cela consistait à mettre des pierres de grande taille dans le trou, de taper avec le levier puis d'ajouter des gravillons et de la terre afin de densifier au maximum pour évi-

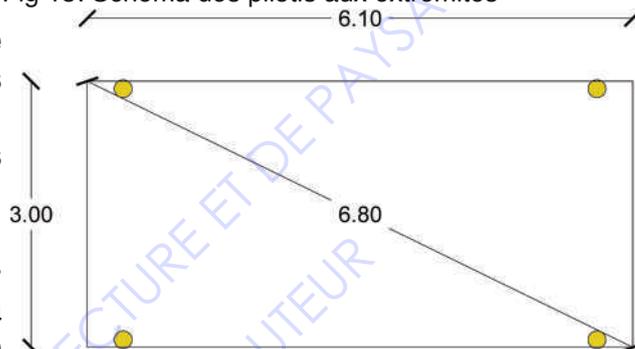
1 Trad: Piloti maître

ter tout glissement du pilotis. Le chef de l'équipe nous a montré différentes manières de procéder à cette densification, comme en utilisant le pilotis pour frapper contre les pierres. Nous avons eu l'agréable surprise d'être ravitaillés en café et pain beurre par la mère de famille. Il était 10h du matin. Puis on a enterré le pilotis en rajoutant la terre tout autour.

Pendant ce temps, d'autres membres de l'équipe avaient commencé à creuser le trou pour le second pilotis, soit celui à l'autre extrémité de la ligne longitudinale du rectangle. Avant de creuser les trous pour les autres pilotis on a repris les mesures plusieurs fois, en procédant toujours de la même manière.

Fig 15: Schéma des pilotis aux extrémités

Par la suite on a placé une équerre clouée sur le premier pilotis, afin de nous guider pour prendre les autres mesures. A la fin de la matinée nous avons les quatre premiers pilotis enterrés.



Afin d'être sûr d'avoir le bon niveau, nous prenions régulièrement la mesure du niveau à l'aide du tuyau de niveau, en vérifiant si l'eau était bien à la bonne hauteur du haut du pilotis. Cela demandait une vérification continue et une bonne observation, pour être sûr qu'il n'y avait pas de bulles dans le tuyau et que personne ne marchait dessus.

En effet une erreur pouvait être la cause d'une détérioration rapide de cette future maison.

Après la pause déjeuner d'environ une petite heure nous avons repris le travail sous la chaleur. Bien entendu on nous rappelait régulièrement de mettre de la protection solaire ainsi que de boire de l'eau, mais cela n'a pas empêché une des filles de l'équipe de s'évanouir. Heureusement après une pause à l'ombre elle a pu se remettre sans problème à la construction. Ce travail était très répétitif, et particulièrement fatiguant. Une des plus grosses difficultés rencontrées sur ce terrain est sans conteste le manque d'ombre.

Une fois les pilotis enterrés, à l'aide du tuyau nous avons pu déterminer le niveau auquel tous les pilotis devaient être, qu'on signalait à l'aide de ficelle ou de traits. Ensuite à l'aide d'une scie tenue par deux personnes face à face, nous avons coupé les pilotis à la hauteur indiquée. A la fin de la journée, presque tous les pilotis étaient finis et arasés.

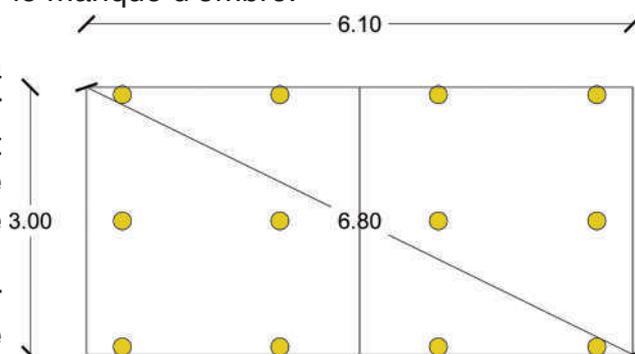


Fig 16: Schéma de tous les pilotis

Nous sommes rentrés à l'école, où on nous a directement convoqués dans le gymnase. Après un rapide goûter pour nous remettre de nos émotions, on nous a invités à un nouveau jeu. Les organisateurs avaient formé une ligne au sol et certains d'entre eux s'étaient postés sur cette ligne. Un par un, nous devons suivre ce chemin. Les organisateurs présents sur la ligne, aléatoire-

ment poussaient une personne hors de la ligne en lui disant des phrases de type «la police a incendié ton appartement». Cette activité formative avait pour but de nous faire réaliser l'injustice que subissaient certaines personnes sur le chemin de leur vie, que personne n'est prédestiné à la pauvreté extrême.

Après s'être reposés un peu dans les salles, nous avons eu le plaisir d'avoir un repas dans le gymnase, où les familles étaient conviées. Cela été un moment particulièrement intense, d'être à la fois proches des gens pour qui on faisait cette construction et à la fois si éloignés de leurs vies. L'inégalité des chances n'avait jamais été si bien illustrée. Ce qui m'a particulièrement surpris, c'était l'âge de certains, parfois plus jeunes que moi, et la force dont ils faisaient preuve face à tous les obstacles que la vie leur infligeait.

Le second matin, le réveil a été de nouveau à 4h, et on nous a servi comme la veille un petit-déjeuner suivi d'une séance d'étirement.

Arrivés à la communauté nous avons repris rapidement le travail, profitant de la fraîcheur du matin.

Une fois le travail des pilotis terminé, nous avons commencé à poser les poutres de sol, préalablement déplacées jusqu'à notre terrain. Les poutres étaient en deux parties qui s'emboîtaient grâce à un côté biseauté. En les plaçant parallèlement au côté longitudinal du rectangle, on obtenait ainsi trois lignes de poutres. A l'aide de clous et de marteaux elles ont vite été rattachées à la structure. Comme la veille, nous prenions régulièrement les mesures, et vérifions à plusieurs reprises qu'il y avait bien 1,5m entre chacune.

Il était satisfaisant de voir la rapidité avec laquelle tout se construisait, contrairement à la veille où la journée entière ne nous avait pas suffi pour terminer les fondations.

Le sol était composé de trois parties, deux grandes et une petite qui venait s'emboîter entre elles. On plaçait le premier sol à 40cm de la première poutre, puis on y enfonçait les clous à moyenne hauteur. Ensuite on plaçait le second sol qu'on venait emboîter à l'aide des leviers, afin d'éviter au maximum qu'un vide se forme entre eux. On répétait la même action avec le troisième sol. Il était très important de pousser le plus possible les sols entre eux avant de placer les clous. Enfin on plaçait les clous sur tous les côtés, et on pouvait descendre ceux qui se trouvaient à moyenne hauteur.

Enfin on a pu passer à la phase de construction des murs (voir fig 17).

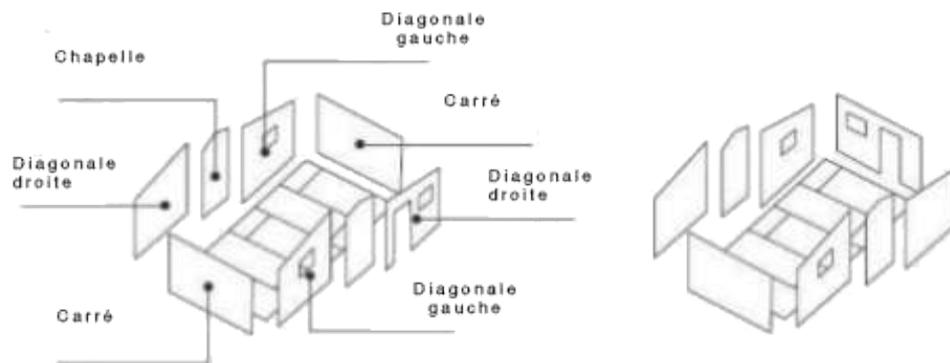


Fig 17: Schéma de construction et d'assemblage des maisons

On devait les déplacer un par un jusqu'au terrain, placer le premier carré avec

la diagonale gauche composée d'un trou pour la fenêtre et la diagonale droite contenant le cadre de la porte et d'une deuxième fenêtre, afin de les faire tenir debout.



Fig 18: Mise en place des pans de murs longitudinaux

On a pu ainsi clouer au niveau des jonctions comme une couture, en alternant les clous de gauche et de droite. Le revêtement extérieur du mur comportait en bas un revers qu'il fallait aligner et coller au plancher sans laisser d'espace. Pour pousser au maximum les murs contre le plancher on utilisait les leviers. On plaçait ensuite les clous à mi hauteur tout le long des plinthes intérieures des murs.

A la fin de la matinée, un des murs n'avait pas encore été disposé, ce qui n'enlevait en rien la satisfaction d'un travail qui avait bien avancé.

Après la pause déjeuner on nous a expliqué comment allait se dérouler la dernière après-midi. En effet il restait à monter les poutres du toit, les pannes, l'isolation et enfin la tôle. En parallèle il restait également à placer les fenêtres et la porte dans les cadres prévus à cet effet.

On a commencé par fermer la maison avec le dernier pan de mur, le deuxième mur gouttereau. On a forcé tous ensemble pour éviter qu'un quelconque vide s'installe entre les pièces. Ensuite on a placé la poutre maîtresse, soit en positionnant un clou à 20cm du chevron, sur lequel s'appuyait la poutre.

Puis on a procédé à l'étaisage, en plaçant des chevrons de chaque côté de la poutre, en alternant sur les deux murs latéraux de la maison. Il fallait évidemment que pendant tout ce temps un membre de l'équipe sécurise la poutre au milieu. On a vérifié ensuite la stabilité et la bonne inclinaison des murs à l'aide d'un fil à plomb, en poussant sur les murs à l'aide de l'étaisage.

Notre chef d'équipe nous a demandé qui n'avait pas le vertige, je me suis désignée. La tâche consistait à grimper sur le haut du mur, s'installer à califourchon, se tenir face à face avec un autre membre de l'équipe de chaque

côté de la poutre, ce qui nécessitait au minimum quatre personnes.

Là on nous a demandé de tirer des mesures à partir du haut de la toiture le long du versant. A chaque point il fallait enfoncer un clou qui servirait d'appui aux poutres secondaires. Devant le temps que je mettais pour enfoncer un clou, je pris la décision de descendre et laisser un autre membre de l'équipe grimper. Pendant ce temps, le reste de l'équipe devait scier toutes les poutres



secondaires sur un bout pour les biseauter. Ensuite on les faisait passer à l'équipe en haut, afin de les placer précairement. Il y en avait six, trois par versant, qu'on rattachait à la structure en les clouant aux panneaux de bois d'un côté et à la panne faîtière de l'autre. Puis on a fait une marque tous les 20cm sur ces poutres secondaires afin de connaître l'emplacement des chevrons perpendiculaires qui créaient la grille de toiture. Ainsi chaque versant contenait sept chevrons.

Fig 20: Installation de la charpente et découpage de la tôle



L'étape suivante a été la disposition sur ces poutres d'une protection thermique, qu'on avait en rouleaux de trois feuilles de 6,4 m par 1,1m. Pendant

ce temps, en bas, on a disposé sur les trois fenêtres et la porte les loquets nécessaires à leur installation. On a pu également finir de planter les clous du sol restés à mi hauteur. Deux personnes se sont occupées de plier la tôle du toit, à 30cm du bord, en utilisant un marteau et un chevron.

Pour les placer sur le toit il fallait faire en sorte que les pièces de tôle se superposent sur environ une ondulation et demi. Enfin la dernière étape du toit a consisté à planter les clous tout le long des jonctions entre les tôles, ainsi que le long du mur gouttereau en alternant toutes les 3 à 4 ondulations.

En bas nous nous sommes occupés des fenêtres, ce qui n'était pas sans difficulté puisque la plupart des personnes pour réaliser cette tâche étaient également les personnes qui n'avaient jamais fait de construction avant. On a donc du dans un premier temps lire le manuel de construction et en comprendre l'objectif. On devait porter l'ouvrant de fenêtre pour marquer l'emplacement des vis cachés quand le loquet était verrouillé en faisant attention à ce qu'il soit le plus à l'intérieur possible du cadre, tout en faisant attention à ce que la fenêtre pivote sans problème. On a mis un certain temps à placer la première fenêtre mais une fois le système compris, on est allé beaucoup plus vite sur les deux dernières. Malheureusement on s'est trompé de sens sur l'une d'entre elles ce qui nous a obligé à recommencer. Pour la porte on a rencontré plus de difficultés. En effet une fois les boulons serrés, on s'est rendu compte que la porte ne passait pas dans le cadre prévu dans le panneau de bois, probablement parce que le bois avait dû gonfler en étant resté à l'humidité.

Fig 21: Mise en place de l'étanchéité de toiture



Cependant la nuit est vite tombée, et les organisateurs nous ont pressés de finir, ranger et partir au plus vite. On a placé tout le matériel dans des sceaux et on est parti rapidement. On a pris seulement le temps de dire au revoir à la famille, qui, émue, nous a remerciés en nous disant une phrase que je n'oublierai jamais «ce soir, on dormira sous un toit».

Arrivés au gymnase de l'école, on s'est réuni par équipes pour évoquer ces deux jours. Tout d'abord on nous a expliqué qu'on avait dû partir aussi

rapidement parce qu'on avait dépassé l'horaire donné par le chef de la communauté et qu'on devait se plier aux règles pour la sécurité de tous.

Ensuite notre chef d'équipe nous a remerciés, nous a complimentés sur la volonté et la prise de décision qu'on avait su développer, notamment la dernière journée. C'était encore un moment riche en émotions.

Puis on nous a demandé à tous de se placer sur tout le périmètre du gymnase en vue d'une dernière activité: on devait faire un pas à chaque fois qu'on avait entendu ce weekend une phrase prononcée par un des organisateurs.

Chaque phrase concernait les familles qu'on avait rencontrées là bas, leur vie, leurs problèmes financiers, médicaux, et autres. Bien entendu, chaque volontaire faisait un pas à chaque phrase, on s'est vite retrouvé vite les uns dans les autres. Les organisateurs ont clôturé ce moment en parlant de l'avenir Ils nous ont dit que ce n'était qu'un début, qu'il fallait continuer, parce que malgré l'énorme travail accompli ce weekend, on était encore loin de sauver le monde. Puis on a tous sauté en l'air en criant *Começou não para*¹, ce qui a achevé l'intensité émotionnelle de cette expérience.

1 Trad: On a commencé on n'arrête pas



Photos prises par TETO PR lors du week-end de ma participation à la construction d'un habitat d'urgence le 19 octobre 2019

B

**Des interventions
freinées par
l'absence de
corrélation avec les
politiques
gouvernementales**

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE ET DE PAYSAGE
DE BONNEAUX
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

La stratégie d'action mise en place par TETO est efficace sur de nombreux points de vue. Tout d'abord le recrutement de jeunes volontaires est aujourd'hui un moyen attractif des ONG pour renforcer et augmenter leur effectif.

L'article du magazine *Live*¹ nous dévoile une seconde ONG, présente au Brésil depuis 1992 nommée Habitat, faisant partie de HFH (Habitat for Humanity), une organisation internationale présente dans plus de 70 pays.

Croyant en l'habitat comme un droit humain fondamental, elle s'efforce de le rendre accessible à tous. Cette ONG chrétienne, a développé ses projets dans 11 états brésiliens, et a transformé la vie de plus de 76 000 personnes.

Sa méthode est d'allier l'échange universitaire avec l'expérience humanitaire. Les volontaires réalisent un voyage d'une semaine, où ils travaillent aux côtés d'une famille et d'autres volontaires. Ils sont logés sur place, créant une expérience unique pour découvrir une nouvelle réalité². Sa méthode est similaire à celle de TETO, car ce sont les jeunes étudiants qui sont les principaux acteurs in situ des actions de l'ONG.

Une stratégie attractive et reconnue

Pour Giulia, responsable nationale de la communication de l'association TETO, interrogée pour ce mémoire, recruter des jeunes est un pilier du travail de l'association³. Cela permet de promouvoir la participation citoyenne et de former les futures générations à la réalité du terrain.

De plus, dans cet entretien elle explique que la force réelle de l'organisation réside dans la multiplicité et la globalité des actions de TETO. En effet depuis l'écoute communautaire jusqu'au travail de terrain, l'association centralise et gère toutes les opérations.

Selon Amanda⁴, directrice générale de l'association dans la région du Parana, sa force réside dans la remise en question constante de ses actions. En effet par un système d'évaluation de ses méthodes, de retour avec les communautés, et d'espaces servant à réfléchir sur la nécessité des actions dans cette société inégalitaire, TETO évolue sans cesse et s'adapte au mieux aux différentes situations.

Il est vrai que son efficacité a été prouvée, ne serait-ce que par les prix qui lui ont été décernés. L'article de Mariana Queiroz Barboza dans *Epoça*⁵ nous indique que TETO se situe dans la liste des 100 ONG qui présentent la plus grande efficacité, qualité de gestion, transparence et bonne gouvernance du Brésil. Ce classement s'est fait en partenariat avec l'Institut Doar, qui depuis 2012, tend à diffuser la culture du don en offrant aux organisations la possibilité d'obtenir une certification afin de légitimer leurs actions. Pour attribuer cette certification il se base sur huit domaines: la cause et la stratégie, la gou-

1 VOGAN Lucas, « Conheça o voluntariado: ONGs que criam moradias e condições para viver melhor », *Live*, août 2019

2 « Quem somos? », habitatbrasil.org, Habitat para a Humanidade, mars 2021

3 Entretien en annexe p.128 23/04/2021

4 Entretien en annexe p.126 01/05/2021

5 QUEIROZ BARBOZA Mariana, « As 100 melhores ONGs do Brasil », *EPOÇA*, Août 2017

vernance, comptabilité et finance, gestion, ressources humaines, stratégie de financement, communication, responsabilité et transparence.¹

Bien que TETO ne soit pas dans la liste des associations certifiées, il reste cependant évoqué par cet institut comme une des meilleures organisations du Brésil.

En tant que TECHO, à l'échelle internationale donc, l'organisation a été finaliste pour le prix mondial de l'Habitat de 2017², donné annuellement par la Fondation de Construction et l'habitat social (BSHF), récompensant les projets qui fournissent des solutions pratiques et innovantes contre la crise du logement mondiale. De plus, le média NGO Advisor, évoqué précédemment, le place au rang 74 parmi les 500 meilleures ONG à travers le monde en 2016. Pour cela il s'appuie sur l'impact social, l'innovation et la durabilité générée par l'association. En 2009, le prix du rouleau d'honneur des Nations Unies, le plus prestigieux au monde dans ce domaine, est venu récompenser les contributions de TECHO aux communautés précaires.³

Cependant cette ONG, aussi forte et influente soit-elle, ne peut pas avancer seule, sans l'appui économique et politique du gouvernement. Amanda et Giulia affirment n'avoir reçu aucun soutien de celui-ci au Brésil⁴. Pour les volontaires permanents et ponctuels que j'ai pu interroger pour ce mémoire, cette absence d'aide du gouvernement, limite considérablement la possibilité d'action de l'ONG. Selon Thais, la bureaucratie en est la principale raison. En effet l'Etat n'autorise pas la construction de logements dans certaines régions, empêchant l'ONG de venir porter secours aux populations en difficulté. Matheus, quant à lui, pense que seul l'Etat pourrait vraiment influencer sur la crise sociale mais que TETO peut apporter un peu d'espoir aux communautés qui reçoivent cette aide. Il est intéressant que sur les six volontaires interrogés, la question de ce frein politique apparaît plusieurs fois dans cinq de ces entretiens.⁵

Un positionnement en faveur des communautés

Pour essayer de comprendre pourquoi le gouvernement n'apporte aucune aide à cette association, nous pouvons légitimement nous poser la question des revendications politiques de celle-ci. Etant donné le militantisme qui fut la genèse des premières ONG au Brésil, il aurait été probable qu'une quelconque motivation contre le gouvernement soit la raison du manque de soutien de la part de celui-ci.

Giulia nous explique que TETO n'est affiliée à aucun parti politique, mais qu'elle développe les capacités d'identité et d'auto-organisation des communautés en les éduquant sur leurs droits, devoirs et en leur donnant les moyens de s'organiser pour retrouver ces droits.

Amanda confirme que TETO, bien que non partisane, présente un as-

- 1 «Selo Doar», institutodoar.org, Instituto Doar, avril 2021
- 2 «Premios y reconocimientos», techo.org, TECHO, avril 2021
- 3 Ibidem
- 4 Entretiens en annexe p. 126 01/05/2021 et 128 23/04/2021
- 5 Entretiens en annexe p.130 16/03/2021

pect politique car elle se bat pour le logement, elle forme les bénévoles et les résidents à défendre leurs droits.

En voulant aller plus loin sur le développement des capacités des résidents dans la revendication de leurs droits, il est intéressant de se pencher sur la demande de TECHO pour que les favelas se placent dans le patrimoine mondial de l'humanité. Dans la vidéo publiée le 8 juin 2018 par TETO sur YouTube¹, des habitants d'une favela prennent la parole pour demander au comité du patrimoine mondial de l'UNESCO d'incorporer les communautés au Patrimoine pour obtenir enfin l'attention qu'ils ne reçoivent pas aujourd'hui. Durant ce mini film sont déclarées les conditions nécessaires pour leur inclusion dans cette liste:

- être un exemple éminent d'une tradition d'une culture humaine
- présenter un exemple éminent d'un type de bâti, architectural, technique ou paysager, révélant une étape significative de l'histoire humaine
- inclure des pratiques, expressions vivantes héritées de nos ancêtres et transmises à nos descendants
- Représenter un chef d'oeuvre du génie humain
- être directement de manière tangible, associé à des événements ou traditions vivantes
- apporter un témoignage unique ou au moins exceptionnel d'une tradition culturelle

Ces critères sont tous dictés et formulés par les résidents sur fond de paysage typique des favelas. Ainsi ils espèrent que la réalité des 104 millions de résidents des favelas en Amérique latine puisse être positivement reconnue et soutenue.

Luisa Fenizola, dans *Combate Racismo Ambiental*² relate cette action de TETO en expliquant que l'association souhaite avoir un impact sur les politiques destinées aux favelas. En ce qui concerne le second point de la vidéo l'auteure explique que les favelas, en tant qu'expression d'une urbanisation accélérée, sont en réalité la démonstration des inégalités actuelles.

De plus leur construction est d'une certaine manière la preuve d'une créativité pour contrer le manque de moyen comme indiqué au troisième point, la représentation d'une oeuvre du génie créatif humain.

Pour ce qui est de l'échange de valeurs humaines il va sans dire que le caractère collaboratif de ces constructions lié à l'esprit communautariste, qui n'est plus à démontrer, remplit aisément ce critère.

L'auteure ajoute, à juste titre, qu'on pourrait y ajouter le caractère esthétique, du moins propre à eux-mêmes, de la composition visuelle de ces bâtis.

Le directeur des espaces sociaux de TECHO, Juan Pablo Duhalde, explique dans cet article³ que la résilience des habitants, leur travail collaboratif

1 E se as favelas fossem um Patrimônio da Humanidade? (TETO Brasil), juin 2018

2 FENIZOLA Luisa, «Campanha busca declaração das favelas como Patrimônio da Humanidade pela UNESCO», *Combate Racismo Ambiental*, juin 2018

3 FENIZOLA Luisa, «Campanha busca declaração das favelas como Patrimônio da Humanidade pela UNESCO», *Combate Racismo Ambiental*, juin 2018

se fait toujours dans la résistance à la violation permanente de leurs droits. Cette reconnaissance doit être effective pour que nous puissions préserver ce patrimoine et ces gens.

L'article de Raquel Rolnik¹, reporteuse spéciale de l'ONU, publié le 2 juillet 2012, nous indique que les favelas de Rio ont déjà été considérées et reconnues comme Patrimoine Mondial, ce qui faisait de la ville le premier paysage culturel urbain déclaré patrimoine mondial. Cette distinction ne concerne que la zone sud de la ville «entre la montagne et la mer», de Copacabana jusqu'à l'ouest de Niteroi. La zone englobe la totalité du paysage naturel et construit incluant le Corcovado, le pain de sucre, la forêt de Tijuca, le jardin botanique et la décharge de Flamengo. Ainsi les favelas historiques de Santa Marta et Babilônia sont comprises sous la forme définie d'un «complexe paysager culturel produit par l'échange de différentes cultures associées à un site naturel original»².

Rééquilibrer les déficiences politiques par le soutien du secteur privé

Ce déficit gouvernemental n'est pas sans conséquence sur le développement des ONG au Brésil. En effet pour contrebalancer le soutien financier inexistant des politiques publiques, les associations se tournent vers les entreprises et les partenariats commerciaux. La complexité de ces relations et les origines sont décrites dans une étude menée par Edmilson Campos Soares et Erika Vanessa Moreira Santos nommée *Responsabilidade social das empresas e a ong teto: análise crítica*^{3,4}.

Le but de ce travail est de montrer que les entreprises utilisent la pratique sociale pour se rapprocher de l'opportunité des lieux, tout en rendant acceptable le processus de mondialisation.

Il faut partir du constat que l'espace urbain est un produit social car il concentre les dynamiques de la réalisation de la société. C'est un support d'activités économiques qui le fait rentrer dans un système de spéculation immobilière et d'accumulation du capital. On peut illustrer la société capitaliste par l'espace urbain lui-même. En consommant l'espace comme une marchandise on transforme la société, soit la ville en un produit.

Les pouvoirs publics ainsi par le système néo-libéral perdent peu à peu leur influence et les entreprises privées doivent prendre en charge les aides sociales. Cela signifie qu'elles ont le contrôle sur les organismes sociaux qu'elles choisissent de financer. Un déséquilibre apparaît entre les bénéficiaires et ceux qui se retrouvent exclus de leur sélection.

Les entreprises utilisent cette pratique sociale pour renforcer leur attractivité, pour améliorer leur image et se faire une place dans le système concurrentiel. Cela leur donne surtout une légitimité sociale qui offre une plus-value à leur dimension économique.

1 ROLNIK Raquel, «Favelas cariocas entre a montanha e o mar são patrimônio da humanidade», *Blog da Raquel Rolnik*, Juillet 2012

2 *Ibidem*

3 Trad: Responsabilité sociale des entreprises et plafond des ONG : analyse critique

4 CAMPOS SOARES Edmilson e MOREIRA SANTOS Erika Vanessa, «Responsabilidade social das empresas e a ong teto: análise crítica», *Espaço e economia*, 2019

Pour expliquer l'importance qu'a prise la responsabilité sociale de l'entreprise, il faut revenir au début du XX^e siècle.¹ Au Brésil, jusqu'aux années 30, la responsabilité sociale de l'entreprise se traduisait sous la forme de faveurs individuelles sans que l'Etat n'intervienne. Puis une tendance des entreprises à prendre le contrôle dans la vie de ses salariés s'est développée, engendrant une nouvelle relation entre les entreprises et les communautés. Dans les années 80, les certifications et récompenses sont venus conforter leur rôle social se substituant peu à peu à l'Etat.

Il est intéressant de noter que les auteurs font le parallèle entre des notions d'entreprise comme «le marketing social» et celles qui seraient non lucratives comme les associations en les mettant au même niveau car leurs finalités sont communes.

La croissance de la responsabilité des entreprises au niveau social s'est donc accompagnée dans les années 90 d'une réduction de la responsabilité gouvernementale. Il leur revient donc de mettre en oeuvre des projets sociaux en finançant les activités du tiers secteur. Le troisième secteur se définit par opposition aux deux autres. Le premier est organisé par l'Etat et le second tourné vers le profit.²

Cette nouvelle politique des entreprises est très différente de la philanthropie traditionnelle car elle n'est pas ponctuelle mais réalisée selon un plan d'action raisonné. L'action sociale est donc menée comme une action commerciale, en minimisant les dépenses et en maximisant les rendements. Bien entendu l'entreprise ne cache pas l'intérêt économique qu'elle obtient en retour. Elle peut utiliser la propagande de ses activités pour améliorer son image et augmenter son prix.

En ce qui concerne le troisième secteur, soit les ONG, il est perçu comme une manière de perpétuer la philanthropie traditionnelle mais surtout comme une nouvelle dynamique sociale qui sort du modèle type privé/public. Il est en quelque sorte la représentation de la société civile, qui n'est pas menée par des ambitions politiques ou par la recherche du profit. Cela étant, l'émergence du troisième secteur favorise le recul de l'Etat dans ses fonctions sociales. La fourniture de services publics est prise à l'initiative des responsabilités sociales des entreprises et la solidarité est laissée à la société, ce tiers secteur.

Ainsi l'espace n'est plus un moyen de production mais le produit lui-même. Il est valorisé par des dynamiques financières. La ville est produite comme une marchandise de valeur.

La volonté de TETO est de satisfaire les besoins d'une communauté principalement à travers la construction d'habitats d'urgence. Cela lui permet de rentrer dans la communauté et de gagner la confiance. Elle utilise également la prise de conscience des volontaires pour dénoncer la pauvreté qui existe.

1 CAMPOS SOARES Edmilson e MOREIRA SANTOS Erika Vanessa, «Responsabilidade social das empresas e a ong teto: análise crítica», *Espaço e economia*, 2019

2 *Ibidem*

Les auteurs¹ mettent le point sur des incohérences dans le discours de l'association. En effet elle défend un modèle de travail en constante évolution, qui s'adapte aux réalités sociales de chaque terrain. Cependant il semblerait que son modèle d'intervention soit totalement le même entre les différents pays où elle opère. Cela voudrait dire que son processus est basé sur des règles générales d'un pays, en l'occurrence le Chili pour être transposées dans un autre complètement différent. Pourtant la situation des favelas est totalement différente entre ces deux pays. Au Chili les favelas se concentrent dans les zones rurales, de manière peu dense et légale. Tandis qu'au Brésil les favelas sont intégrées dans les zones urbaines extrêmement denses et souvent illégalement.

Un autre questionnement concerne le prix que doivent payer les bénéficiaires de la construction. En effet l'association leur demande 200 real (environ 31 euros) avant que la construction ne débute. Cela est censé les autonomiser et leur donner un sentiment de responsabilité vis-à-vis de leur nouvelle maison, tant à la construction que par la suite. Il semblerait selon les auteurs qu'aucune étude n'explique ce montant, ni l'impact qu'il peut avoir sur les familles, indépendamment les unes des autres. De plus ce procédé paraît contraire aux valeurs de TETO qui défend l'idée qu'être dans les favelas n'est pas légitime, qu'il peut s'agir d'un obstacle de vie. Or demander de payer pour s'en sortir reviendrait à défendre une vision méritocratique.

La construction d'habitat d'urgence est également privilégiée pour son aspect reconnaissable et flagrant. Non seulement c'est une urgence réelle pour les communautés mais c'est également le procédé qui donne le plus de résultats à utiliser dans les médias et aux bailleurs de fonds qui sont les entreprises.

Le comble est que cette propagande est destinée aux institutions qui financent les actions, les entreprises, donc ceux qui sont souvent à l'origine même du chômage et de la précarité.²

TETO ne se cache pas de son aspect marketing et en joue pour attirer les entreprises. Elle communique en incitant les bailleurs de fond à améliorer leur image en les soutenant financièrement. Selon le rapport d'activité de 2007, cinquante et une entreprises sont partenaires. Ce financement est vital pour les ONG au Brésil car il compense le déficit de l'Etat et il leur permet de progresser financièrement.

Les entreprises partenaires stratégiques utilisent toutes les actions de l'ONG dans une page de leur site internet dédiée à leurs missions sociales. Cela leur donne une valeur éthique et engagée. Un bilan social ou bilan boursier permet aux entreprises de diffuser les publicités de leurs actions sociales en matière de responsabilité sociale, qui peut être un argument persuasif pour les potentiels clients.

Le secteur de la responsabilité sociale des entreprises est presque toujours lié à celui du marketing. C'est pourquoi leurs actions sont choisies de manière stratégique pour correspondre au mieux à leur modèle commercial. Il

1 CAMPOS SOARES Edmilson e MOREIRA SANTOS Erika Vanessa, «Responsabilidade social das empresas e a ong teto: análise crítica», *Espaço e economia*, 2019

2 *Ibidem*

semblerait même que cette valeur sociale, appelé «sceau de l'entreprise» soit plus importante qu'une exonération fiscale pour celle-ci.¹

Les entreprises ont conscience de ne pas résoudre le problème de la crise du logement ou de la ségrégation sociale en investissant dans des ONG comme TETO, mais les actions ponctuelles de cette dernière permettent tout de même d'améliorer la vie des gens.

Au Brésil le volontariat est également une compétence méritante qui peut permettre aux employés d'une entreprise de progresser dans leurs carrières.

Les dynamiques sociales sont transformées en avantages compétitifs. La solidarité est marchandée, voire même mise en concurrence. TETO, comme une entreprise, se développe en utilisant le processus standard de gestion. C'est-à-dire que l'association va attendre des résultats rapides, les diffuser par une communication percutante et efficace. Ce souci de répondre à des objectifs de rentabilité est contradictoire avec sa lutte contre la précarité et la dénonciation des conditions de vie.



Fig 22: Campagne de publicité de l'ONG TETO

Trad: Ne pas avoir d'assainissement n'est pas normal. Mais soutenir TETO peut l'être.

¹ CAMPOS SOARES Edmilson e MOREIRA SANTOS Erika Vanessa, «Responsabilidade social das empresas e a ong teto: análise crítica», *Espaço e economia*, 2019

Un nouvel espoir d'évolution par les services publics

Comme nous avons pu constater l'absence de soutien effectif du gouvernement envers les actions des ONG humanitaires, nous pouvons chercher du côté des services publics si des actions sont mises en oeuvre afin d'améliorer la vie de ces habitants.

Nous pouvons alors nous pencher sur un projet récent de la COHAB-CT et la FAS (Fondation d'Action Sociale), visant à transformer un quartier d'habitat informel. Expliqué par Fabiana Ceyhan dans *Brasilia in Foco*¹, cette coalition s'est créée à l'initiative du maire Rafael Greca, actuellement en poste, qui fut dans les années 90 dans le même groupe politique qui accompagnait Jaime Lerner.

Ils se sont réunis pour mettre en place un projet de gestion des risques climatiques du Bairro Novo de Caximba. Ce projet s'est développé avec la communauté Vila 29 de outubro, en raison du fort risque environnemental pour les habitats irréguliers ainsi que les inondations qui ont provoqué de nombreux dégâts. Il a pour but de transformer l'ensemble d'occupations irrégulières en un quartier écologique. L'ambition est d'améliorer la qualité de vie des familles par l'attribution d'une aide au logement et l'accession à 1147 habitats sociaux.

De plus, afin de lutter contre le réchauffement climatique et préserver la biodiversité locale, le projet prévoit un plan de conservation des rivières Iguazu et Barigui, passant notamment par la création d'un parc linéaire le long des berges et une digue de confinement des crues. La bande constructible sera urbanisée, les infrastructures de transport d'assainissement et d'approvisionnement en eau et en électricité seront rénovées.

Une partie des financements de ce projet sont réalisés par l'AFD (l'Agence française de Développement), qui est un acteur politique soutenant les projets des territoires en développement, pour la concrétisation des Objectifs de développement durable (ODD) suite à l'accord de Paris sur le climat. La signature du contrat de prêt s'est faite virtuellement en raison de la pandémie. Le montant total est de 47,6 millions d'euros, les financements sont donc partagés entre l'AFD et la commune.

Ce projet s'inscrit dans la durabilité et vient contrer le principal argument à l'empêchement d'une régularisation des quartiers informels, soit l'inconstructibilité des terrains.

Guillaume², professeur d'architecture à l'université Positivo explique que l'urbanisation des communautés précaires est souvent tout autant précaire. La situation ne peut être améliorée quand il s'agit de zones de préservation, des berges inondables, des pentes, pour la sécurité des individus et le caractère environnemental, qui est souvent peu pris en compte. Quand la possibilité d'une urbanisation est envisageable elle doit se faire en concertation, en impliquant des architectes, des urbanistes, des sociologues, des organismes de santé, et bien entendu les habitants. Ce à quoi il ajoute: « Un urbanisme

1 CEYHAN Fabiana, «Município de Curitiba e Agência Francesa de Desenvolvimento assinam contrato de empréstimo para financiamento parcial do "Projeto Gestão de Risco Climático Bairro Novo do Caximba", *Brasilia in foco*, 24/07/2020

2 Entretien en annexe p.123 22/03/2021

sensible et non pas imposé et standardisé, comme le pratiquent depuis des années les responsables du logement dans les agences gouvernementales.»¹

Le projet de Caximba n'a pas pris en compte la participation citoyenne mais a été présenté à la communauté sur diverses réunions². Elles réunissaient la mairie, l'IPPUC, l'Administration régionale de Tatuquara ainsi que la COHAB. La première de ces réunions a eu lieu le 3 avril 2019 et a rassemblé plus de 350 personnes. Chaque semaine une présentation du projet a été organisée jusqu'à ce que les 1147 familles puissent avoir été tenu au courant de l'intervention et qu'elles aient pu poser toutes les questions. Les organisateurs comptent sur ces réunions pour que les familles comprennent l'enjeu sécuritaire et qu'il n'y ait plus d'habitat informel construit sur les berges de la rivière Barigui.

Le caractère pérenne de ce projet se différencie des actions des associations qui sont urgentes mais pas viable sur une longue temporalité. Ces cabanes qui permettent aux habitants les plus démunis d'avoir un abri rapidement et à faible coût sont critiqués pour leur amateurisme. Pour Guillaume, ce caractère peut être même qualifié de cosmétique puisqu'il est ponctuel, standardisé, la surface minimale ne se basant pas sur la réalité sociale des familles. Il compare cette action aux paniers repas, qui certes coupent la faim dans un premier temps mais ne résout pas le fond du problème. De plus, quelle est l'intérêt de construire l'abri si la famille continue de déverser ses eaux usées dans la même rivière qu'elle utilise pour alimenter sa maison et elle-même?³ Le facteur de la sécurité est également à prendre en compte quand le terrain peut être source de danger pour les habitants.

Un manque de professionnalité controversé

Nous pouvons alors nous pencher sur une critique de Patrick Cou lombel à partir de son livre *Arrêtons l'amateurisme au nom de l'urgence*⁴. Il est architecte et co-fondateur d'Architecte de l'Urgence. C'est une organisation indépendante créée en 2001 qui intervient partout dans le monde à la suite de catastrophes naturelles. Il explique dans cet ouvrage que le modèle d'intervention n'est plus à la hauteur. Réaliser une intervention en trois phases: Urgence, post-urgence, développement fait perdre des moyens et du temps, ce qui contribue à la formation de bidonvilles. Selon lui le prix de l'intervention temporaire équivaldrait à une construction pérenne, le seul problème sont les «intervenants» qu'il considère comme inexpérimentés⁵.

«Un projet n'est pas une fin en soi» est d'une certaine manière son leitmotiv, tout comme le fait d'utiliser sa compétence pour qu'elle serve réellement à

1 Entretien en annexe p.123 22/03/2021

2 CEYHAN Fabiana, «Município de Curitiba e Agência Francesa de Desenvolvimento assinam contrato de empréstimo para financiamento parcial do "Projeto Gestão de Risco Climático Bairro Novo do Caximba", *Brasília in foco*, 24/07/2020

3 Entretien en annexe p.123 22/03/2021

4 COULOMBEL Patrick, *Arrêtons l'amateurisme au nom de l'urgence*, NBE éditions, décembre 2019, 46p

5 VINCENDON Sybille, « Architecture d'urgence : en finir avec les cabanes », *Libération*, décembre 2019

quelque chose. Bien entendu il est conscient qu'il ne pourra pas reconstruire le pays en entier.

Le but d'Architecte de l'Urgence était de faire comme Médecins Sans frontières¹, c'est-à-dire aller où plus personne ne va. Ils ont commencé après un séisme en Italie qui aurait pu provoquer la destruction de quasiment tous les bâtiments et 10% de la population. Les bâtiments font partie du patrimoine qui date de 200 ans mais ne sont pas certifiés de rester debout. Les ingénieurs souhaitaient suivre le processus en se référant à l'Eurocode (le référentiel de construction pour ce genre de situation) pour se protéger de l'éventuel séisme, mais la plupart des habitants n'avaient pas l'argent nécessaire pour construire du parasismique.

Alors les architectes ont décidé de construire des meubles, des tables, des lits, de manière à ce que les habitants puissent s'y protéger en se mettant en dessous, ainsi les secouristes pourraient les retrouver. C'est ce qu'il appelle faire preuve de bon sens plutôt que suivre aveuglément un protocole.

Leur mode d'action est très synthétique. Après un appel à l'aide internationale de la part d'un pays en détresse, ils vont transporter par la mer et les airs le matériel nécessaire. Ils peuvent faire ce genre d'opération deux trois fois par an. Patrick Coulombel raconte² qu'au moment d'arriver dans le pays, il sent tout de suite la corruption, ça peut se traduire par la demande d'aller secourir un quartier plus vite qu'un autre, ou une partie de la population chrétienne plutôt que les orthodoxes.

Il explique qu'il préfère aller dans les zones délaissées, celles où les grandes ONG ne vont pas pour travailler dans des meilleures conditions. En effet les ONG se dirige aux endroits les plus touchés, celles où le nombre de morts est le plus important, tandis qu'Architecte de l'Urgence va plus loin, là où il y a quand même besoin d'aide.

Il se différencie de celles-ci en expliquant qu'il ne fait pas de l'humanitaire mais est professionnel de la construction. Pour cela il doit employer les habitants, proposer des constructions à des prix raisonnables. Dans les endroits qui sont le plus touchés les ONG et les habitants sont incapables de reconstruire car il n'y a plus assez de monde pour le faire. Il faut aussi prendre en compte le traumatisme de la population, qui nécessite un temps plus long à la reconstruction. Cela peut prendre parfois des mois.

Le plus important, selon ses mots, est de construire en priorité une école. Même si elle ne sera pas complète au début, elle pourra évoluer et accueillir de plus en plus d'enfants.

Sa vision de l'architecture est qu'il faut être architecte, ingénieur et constructeur. C'est important de concilier la technique au dessin et ne pas s'arrêter au dessin. Son ambition est de sortir du schéma traditionnel d'appel d'offre aux entreprises qui enlèverait la plus-value de l'architecte. Il veut donc travailler comme une entreprise en faisant tout du début à la fin, de l'étude de sol, au dessin jusqu'à l'ouvrage. Ainsi il peut proposer des prix abordables et

1 Podcast #1: Rencontre avec Patrick Coulombel (Abvent), octobre 2020

2 Ibidem

employer les habitants. L'hypothèse qu'il amène serait de créer une agence spécialisée au sein des Nations Unies avec un mandat de construction d'urgence.¹

Arrêter l'amateurisme au nom de l'urgence c'est arrêter de se prendre pour des constructeurs, des architectes, quand on n'est pas professionnel. Il explique que dans l'humanitaire beaucoup de gens font le métier d'architecte, mais sans qualification, donc le font mal. Ce qui est le plus scandaleux selon lui² est qu'ils sont payés par le contribuable, par les impôts, les donations. Le bâtiment est un métier qui requiert de la compétence et de l'expérience.

1 VINCENDON Sybille, « Architecture d'urgence : en finir avec les cabanes », *Libération*, décembre 2019

2 Podcast #1 : Rencontre avec Patrick Coulombel (Abvent), octobre 2020

C

**Un monopole des
acteurs humanitaires
préjudiciable pour la
représentation de la
population ciblée**

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE ET DE PAYSAGE
DE BORDEAUX
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

Difficile d'imaginer et de concevoir que la mobilisation associative puisse être réciproquement un frein pour les habitants des favelas. En effet il apparaît que derrière le militantisme des organisations qui luttent en diffusant des images de la grande précarité des habitants, elle ne permet paradoxalement qu'un seul type de diffusion. Celui peut nuire à la perception des habitants par la population en les marginalisant.

Le DSRP, outil d'une nouvelle gouvernance

Cela s'explique par l'intervention des ONG dans le nouveau modèle de gouvernance participative. Cette gouvernance se définit quand l'exercice de l'autorité économique, politique et administrative est géré par les citoyens et les officiels pour les affaires de la société à tous les niveaux.¹ Dans l'idéal cette gouvernance permet aux pauvres d'obtenir des intérêts au même titre que le reste de la société. Cela nécessite donc de sortir d'une logique de marché menée par le profit à une logique plus humaine et environnementale.

La gouvernance participative serait le nouveau exemple de coordination pour contourner le gouvernement.² Grâce aux prêteurs donateurs internationaux comme la Banque Mondiale, les ONG de grande ampleur font l'intermédiaire vers une ONG locale et ainsi opère directement dans des milliers de bidonvilles à travers le monde.

Leur rôle s'est accentué par un nouveau partenariat avec la banque mondiale sous la présidence de James Wolfensohn en 1996. Afin de prouver que les aides étaient bien reversées aux groupes auxquels elles étaient destinées, les gouvernements avaient l'obligation d'inclure les ONG dans la création du DSRP (Document de stratégie de réduction de la pauvreté). Ce document donnait l'opportunité aux pays pauvres très endettés de faire une demande d'allègement de leur dette en formulant leur stratégie de lutte contre la pauvreté. Pour la première fois, grâce au processus participatif, les bailleurs de fonds ainsi que les acteurs sociaux pouvaient se rassembler afin d'augmenter son efficacité.

La Banque mondiale et le FMI essayaient de cette manière de contrer les critiques qui leur reprochaient de ne pas prendre en compte les spécificités de chaque pays.³ Par ce processus les acteurs et bénéficiaires des futures actions pouvaient prendre conscience du processus et intervenir, engendrant de ce fait une acceptation plus aisée. Cette pratique se différencie largement des anciennes, notamment des PAS (Plan d'ajustement structurel) qui s'étaient soldées par un échec quasi total. En effet la méthode consistant à obliger des états considérés comme incompetents par des supposés experts des pays développés, à suivre une politique à laquelle ces états n'adhèrent pas forcément, ne pouvait pas être effective. Le caractère démocratique des DSRP permettait

1 GATELIER Karine, DJIKEMA Claske, MOUAFO Herrick, «Transformation de conflit», IRENESS, 2006

2 DAVIS Mike, *Le pire des mondes possibles: De l'explosion urbaine au bidonville global*, Paris, La Découverte, 2006

3 CLING Jean-Pierre, RAZAFINDRAKOTO Mireille, ROUBAUD François, «Elaboration, mise en oeuvre et contenu des DSRP: portée et limites» *Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté*, 2003

ainsi d'inverser la tendance décisionnelle. De plus les politiques de chaque pays autant que la population se trouvaient obligés d'y adhérer.

Son principal objectif était d'être à l'image du contexte qu'il représentait, cependant il se basait sur des principes généraux qui devaient être justifiés dans chacun d'eux¹. Tout d'abord chaque gouvernement devait apporter une étude quantitative et qualitative de l'analyse de la pauvreté. Ils devaient en expliquer les causes et les caractéristiques avant d'énoncer une stratégie pour lutter contre. Celle-ci doit s'articuler autour de quatre axes clés qui sont:

- Une croissance prévue par des politiques macro-économiques en faveur des population pauvres
- Une meilleure gestion du service public
- Des programmes adaptés
- Une estimation réaliste du coût de ces programmes.

Bien entendu le projet devait être global sur différentes temporalités pour être efficace. L'attention de la Banque mondiale était toute particulière concernant les programmes à vocation des personnes les plus défavorisées, comme la création d'un système d'assurance, le processus participatif incluant ces personnes, les dépenses dans le secteur éducatif... Le DSRP se fait sur trois ans avec une évaluation annuelle des objectifs.²

Ce nouveau dispositif augmente le nombre d'acteurs impliqués dans la lutte contre la pauvreté. Pour les pays concernés il y a l'Etat, qui est représenté par le Ministère des finances et les administrations locales; la société civile, qu'elle soit sous forme d'associations ou d'une opinion publique; ainsi que les bailleurs de fond, soit la Banque mondiale, le FMI ou les donateurs des ONG.

L'Etat a donc un rôle primordial mais des capacités souvent faibles, les bailleurs de fond existent à peine derrière les Institutions de Bretton Woods et la société civile est représentée de manière inégale par les organisations.³

C'est une position innovante de diminuer le poids des bailleurs de fonds, qui est représentatif des contradictions liées au DSRP. En effet les conditions pour obtenir un allègement de la dette doivent être définies par les pays eux-mêmes avant d'être validées par la Banque Mondiale. Il paraît difficile d'imaginer que les pays puissent s'approprier la démarche puisque celle-ci reste toujours dirigée par les Institutions de Bretton Woods (IBW). De plus les réformes néo-libérales ne sont pas forcément acceptées par tous les pays, mais certains s'y voient contraints par manque de moyens alternatifs. Il apparaît alors que certains DSRP ont été faits par les IBW elles-mêmes quand l'Etat n'était pas en mesure de s'en charger.⁴

1 CLING Jean-Pierre, RAZAFINDRAKOTO Mireille, ROUBAUD François, «Elaboration, mise en oeuvre et contenu des DSRP: portée et limites» *Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté*, 2003

2 *Ibidem*

3 *Ibidem*

4 *Ibidem*

Cependant cette stratégie vise à créer une meilleure cohérence entre les bailleurs de fond. Pour l'Union Européenne, un des principaux financeurs, cette nouvelle politique est globalement positive nonobstant les lacunes du côté du contenu strictement économique.

Le point le plus important et caractéristique des DSRP est sans nul doute celui du processus participatif, notamment quand il est mis en place dans des pays peu démocratiques. La Banque mondiale estime que trois critères sont nécessaires pour espérer une participation efficiente: la légitimité des participants, leur représentativité à travers les personnes sélectionnés, et leur capacité de participation au débat.¹

Une représentativité discutable de la société civile

Malgré les précisions fournies par la Banque mondiale sur de nombreux points, il en reste un qui subsiste en flottement. En effet la société civile, tiers secteur n'est définie que par opposition à l'Etat, premier secteur et aux entreprises, second secteur. Ce sont donc les Organisations Non Gouvernementales qui se retrouvent seules représentatives de la société civile bien qu'elles ne remplissent pas forcément les conditions énoncées par la Banque mondiale pour justifier une participation. Leur rôle de recruteur de donateurs peut être mal venu dans ce processus participatif. Il n'est pas question dans le DSRP de chercher à obtenir des financements par les méthodes habituelles des ONG, souvent par la sensibilisation et le sentiment de pitié, mais plutôt d'arriver à trouver un consensus avec les habitants pour tenter de lutter contre la pauvreté. De plus les syndicats des entreprises sont exclus car souvent détruits à la suite des nombreux plans d'aménagement structurels.²

En conservant le pouvoir décisionnel à un groupe très limité de personnes, une forme d'«impérialisme soft» comme le nomme Mike Davis³ s'est créé. Les ONG locales se sont retrouvées dépendantes des grandes ONG et la démocratisation de la société civile a fait place à la bureaucratisation.

Le monopole des ONG comme seules intermédiaires des prêteurs donateurs recrée le système de machine politique traditionnelle.

Ainsi les grandes ONG ont repris un système hiérarchique pyramidal, bureaucratique et éloigné de la réalité du terrain. Certaines sont même si conservatrices qu'elles ont à leur tête des hauts fonctionnaires et à leur base des chômeurs, femmes au foyer, sans lien avec les bidonvilles.

Geeta Verma, urbaniste, fait une critique virulente des ONG en Inde là où elle travaille, qui, selon elle, vole la parole des pauvres, usent de l'humanitarisme pour faire croire que les bidonvilles sont ancrés éternellement dans la société. De plus elle dément les projets primés de programme de relogement, qui sont des projets de papier qui n'ont pas encore fait leur preuve dans la réalité.⁴

1 CLING Jean-Pierre, RAZAFINDRAKOTO Mireille, ROUBAUD François, «Elaboration, mise en oeuvre et contenu des DSRP: portée et limites» *Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté*, 2003

2 *Ibidem*

3 DAVIS Mike, *Le pire des mondes possibles: De l'explosion urbaine au bidonville global*, Paris, La Découverte, 2006,

4 *Ibidem*

Il est vrai qu'une des critiques principales adressées aux ONG porte sur la mise en scène de la pauvreté pour accroître leur pouvoir et leurs bénéfices.¹

Cela s'explique en particulier par le retrait des Etats des plans d'ajustement structurels. Ce sont vraisemblablement les ONG qui ont récupéré le financement des programmes de développement suite au désistement des gouvernements. En effet elles avaient les capacités, que n'avait pas l'Etat, pour vendre des projets aux bailleurs de fonds. Pour cela les ONG ont besoin d'une légitimité qui se caractérise par une professionnalisation dans un domaine. Ce rehaussement technique et bureaucratique est à double tranchant puisqu'il éloigne ces organisations des populations locales et du contexte.

Il apparaît alors antithétique qu'une ONG, certes professionnelle mais peu sur le terrain puisse être représentative d'une population qu'elle ne voit pas. C'est pourtant le rôle des associations, celui de porter la parole de ceux qui n'en ont pas les moyens. Par leur monopole de médiateur les ONG peuvent utiliser la parole des populations dans une optique de profit. Cela se confirme quand les ONG refusent de partager cette place avec les acteurs locaux. Les conflits d'intérêt engendrés par cette compétition sont parvenus peu à peu aux Institutions internationales, qui aujourd'hui privilégient d'avantage les partenariats avec les mouvements sociaux qu'avec des ONG de grande ampleur.²

De plus, le développement des interventions se décide par ces ONG qui ont le contrôle et peut mener à l'exclusion des acteurs locaux. L'imposition de leur vision sur les bénéficiaires est critiquée notamment par un des principaux militant altermondialiste mexicain et porte-parole de l'Armée zapatiste de libération nationale, le sous-commandant Marcos sous le qualificatif du « syndrome de Cendrillon ». Pour lui les ONG sont tellement déconnectées qu'elles seraient capables d'envoyer une chaussure sans la deuxième en toute sincérité. Il ajoute:

Il existe une aumône plus sophistiquée. C'est celle que pratiquent certains organismes internationaux et ONG. Elle consiste grosso modo à décider ce dont ont besoin les communautés, et sans même les consulter, à leur imposer certains projets, ainsi que les délais et la forme avec laquelle ils doivent être réalisés. Imaginez le désespoir d'une communauté qui a besoin d'eau potable et à laquelle on refile une bibliothèque, et celle qui a besoin d'une école primaire et à laquelle on donne un cours sur les plantes médicinales.³

Prise de pouvoir des acteurs locaux

En conséquence de cette position dominante, les groupes d'acteurs locaux s'affirment pour valoriser leur position. Effectivement en tant qu'habitants, ils sont les premiers conscients des difficultés et des problématiques liées à leur condition. Ils peuvent s'organiser et se défendre. Cela passe par le rejet d'une catégorisation péjorative et réductrice, telle que l'appellation « pauvres »

1 PEYERS Geoffrey, «Vers une redéfinition des relations entre ONG et réseaux d'acteurs locaux?» *CriDIS Working Paper*, 2010

2 *Ibidem*

3 *Ibidem* p.9

ou «victimes».

Nous avons vu précédemment que TETO mettait en valeur la capacité des bénéficiaires à être acteurs de leur évolution en les faisant participer à la construction des habitats d'urgence.¹ Il s'agissait d'un point primordial et justifié. Cependant les ONG de grande ampleur ne mettent pas toujours en place les moyens d'une telle organisation.

Pour les habitants cette affirmation se dévoile par le travail d'utilité publique comme par exemple le tri et la revalorisation des déchets. Ainsi ces mouvements se mettent en réseaux et peuvent s'émanciper de leur dépendance au réseau des ONG.² L'Alliance Internationale des Habitants (AIH), par exemple, est née par des groupes d'acteurs qui ont décidé de sortir du rassemblement avec Habitat International Coalition. Ils souhaitent faire entendre leur propre voix et plus à travers celle de l'ONG. Ils défendent dans leur charte le droit des habitants à un logement adéquat, à être acteur de leur ville en s'imposant s'il le faut contre le secteur public, les investissements immobiliers qui pourraient le mettre en péril.

Leur démarche est coopérative à toutes les échelles et met en relation les différentes associations d'habitants pour une meilleure coordination. Ils prônent des valeurs d'équité et de justice sociale, d'unité et de tolérance. Les ONG qui souhaitent rejoindre ce mouvement peuvent le faire comme soutien technique par la mise en place d'une équipe technique spécialisée.³

Alors même que leur but était identique, les ONG et les mouvements locaux se sont retrouvés en concurrence face aux Institutions Internationales comme la Banque mondiale ainsi que les bailleurs de fonds et les acteurs politiques. Effectivement l'ampleur des ONG leur permet d'avoir un accès privilégié à des contacts, beaucoup plus facilement que pour les organisations locales. Cette ressource est considérable quand tous les acteurs travaillent sur un projet commun. Les ONG permettent aux groupes d'acteurs d'exister et leur donne une visibilité à l'échelle des élites politiques. Bien entendu cette force doit être une opportunité pour les acteurs locaux lorsqu'ils coopèrent de manière complémentaire.

Pour Nico Keijzer membre de Slum Dwellers International en charge du programme de suivi et d'évaluation cette relation entre ONG et habitants est contradictoire. Il explique que c'est un mal nécessaire en ajoutant :

Ils apportent des compétences et des savoir-faire indispensables aux projets complexes. [...] Le risque, c'est que bien souvent, les professionnels contrôlent les processus. Travailler avec des professionnels extérieurs, particulièrement avec des experts ou des ONG, et particulièrement au niveau global, est un défi.⁴

1 Conheça nosso modelo de trabalhos (TETO Brasil), octobre 2018

2 PEYERS Geoffrey, ONG Internationales et réseaux d'auto-assistance. De la critique à la complémentarité? Dans Rencontre Internationale de Rambouillet, 23-25 mars 2019, *L'accès des réseaux d'auto-assistance à la scène internationale*, 95p, Institut de recherche et débat sur la gouvernance

3 «Qui nous sommes», fre.habitants.org, IAI, mai 2021

4 PEYERS Geoffrey, ONG Internationales et réseaux d'auto-assistance. De la critique à la complémentarité? Dans Rencontre Internationale de Rambouillet, 23-25 mars 2019, *L'accès des réseaux d'auto-assistance à la scène internationale*, 95p, Institut de recherche et débat sur la gouvernance p.35

L'idée est donc de trouver un moyen de rendre ce partenariat stratégique. Comme pour une relation commerciale, les acteurs locaux utilisent les services des ONG pour des projets où les ONG sont plus en mesure d'y répondre qu'eux. Il peut s'agir de la défense de leurs droits, de conseils juridiques, comme des demandes de micro-crédit. Cette coopération est donc efficace tant que le groupe garde son autonomie et que le rôle des ONG ne dépasse pas celui de conseiller et porteur de la voix du groupe.

Les organisations de base, bien qu'oeuvrant à une échelle locale, sont autant que les ONG dans une volonté de s'étendre à une plus grande échelle. Par la technologie, notamment internet, ces groupes ont les moyens de générer un réseau international, comme c'est le cas de l'AIH.

Ainsi ils ont pu mettre en place la campagne «zéro expulsion» visant à lutter contre ces expulsions à échelle mondiale. Tous les mouvements sociaux peuvent participer en se coordonnant et en lançant des alertes internationales dès qu'un risque d'expulsion apparaît. Des pétitions sont de ce fait organisées par le système de solidarité internationale, tout comme des propositions de collaboration avec les institutions ou des propositions de conciliation.¹

L'intérêt de s'impliquer dans un réseau international confère une légitimité et une visibilité que les groupes d'habitants peinent à avoir. Ainsi ils peuvent se rapprocher des élites politiques et institutionnelles. Cependant en se rapprochant des bailleurs de fonds, comme certains pays européens, ces groupes peuvent être perçus en opposition avec leur propre gouvernement, ce qui peut nuire à leurs actions. Comme l'avait souligné Amanda, directrice générale de TETO au Parana, tout travail social est politique, bien qu'il ne soit pas forcément militant.²

Des conditions précises pour son fonctionnement

En se globalisant, force est de constater que ces réseaux d'auto-assistance peuvent prendre la forme des ONG et les travers qu'ils rejettent. La base d'acteurs locaux est incontestable mais sa mise en réseau et son élargissement s'accompagnent inévitablement d'une multiplicité d'acteurs qui compliquent sa représentativité.

Une transparence et un processus d'auto-évaluation est nécessaire pour ne pas tomber dans un système hiérarchique pyramidal déconnecté des bénéficiaires. Le réseau a cette forme réticulaire pour permettre à tous les groupes sociaux de se retrouver sans perdre leur identité.³ Les valeurs sont multiples mais les projets communs. Il doit servir aux habitants de ressource pour réfléchir sur leurs propres pratiques comme sur celles des autres. De plus il est important de ne pas concentrer la communication par un seul moyen,

1 PEYERS Geoffrey, «Vers une redéfinition des relations entre ONG et réseaux d'acteurs locaux?» CriDIS Working Paper; 2010

2 Entretien en annexe p.126 01/05/2021

3 PEYERS Geoffrey, ONG Internationales et réseaux d'auto-assistance. De la critique à la complémentarité? Dans Rencontre Internationale de Rambouillet, 23-25 mars 2019, *L'accès des réseaux d'auto-assistance à la scène internationale*, 95p, Institut de recherche et débat sur la gouvernance

comme internet, compte tenu des manques et des difficultés à y accéder.

Pour garantir l'inclusion, les prises de décision se font par consensus, ce qui favorise la discussion en évitant une inégalité par la sélection d'une proposition plutôt que d'une autre. Cette méthode a bien sûr ses limites si elle n'est pas explicite dans son organisation formelle et cache de manière implicite des relations de pouvoir entre groupe dominant et dominé.

La question du financement est également problématique car il devient plus difficile pour un groupe de se faire entendre et de trouver sa place au sein d'un espace aussi compétitif.¹

Modèle alternatif d'une ONG-entreprise

Difficile alors de trouver une solution adéquate qui saurait rassembler les acteurs locaux des organisations de plus grande ampleur. Pourtant c'est le pari qu'à fait BRAC, l'ONG la plus puissante du monde selon NGO Advisor² en 2013 en terme de transparence, d'indépendance et de champ d'action.

BRAC signifie Bangladesh Rural Advancement Committee et comme son nom l'indique elle est basée au Bangladesh, en Asie du Sud. Elle s'est formée en 1972 pour secourir les victimes du cyclone de Bholá et celles des guerres civiles qui ont suivies cette catastrophe naturelle. Alors que le Bangladesh était déjà vu comme un pays sans espoir, le comptable qui fut un dirigeant de Shell et qui a étudié l'architecture navale, Fazle Hasan Abed, a décidé de créer un modèle d'entreprise sociale pour lutter contre la pauvreté. Son expérience en entreprise a permis de créer une synthèse innovante entre le modèle de l'entreprise et celui de l'ONG. Le but est de «réduire la pauvreté par l'autonomisation des pauvres».³

Cette entreprise est visible partout, elle s'est imposée dans la capitale comme une marque du pays, de la banque à l'université. Alors que la plupart des ONG se concentrent sur un but à défendre, celle-ci présente une multitude de secteurs répartis sur chaque étage du bâtiment à Dhaka jusqu'au 17ème étage (voir fig 23). Ses interventions sont divisées en trois secteurs: l'aide au développement économique et social, l'éducation et la santé. Elle travaille également sur les droits humains, la migration, les catastrophes naturelles, etc...



Fig 23: siège social de BRAC à Dhaka

1 PEYERS Geoffrey, ONG Internationales et réseaux d'auto-assistance. De la critique à la complémentarité? Dans Rencontre Internationale de Rambouillet, 23-25 mars 2019, *L'accès des réseaux d'auto-assistance à la scène internationale*, Institut de recherche et débat sur la gouvernance

2 LAMBERT Baptiste «Voici les 10 ONG les plus puissantes au monde», *Business AM*

3 MARTIN Boris, « BRAC : l'ONG-monde », *Humanitaire* [En ligne], 39 | 2014, mis en ligne le 12 décembre 2014, consulté le 25 février 2021

Si son domaine d'activité est aussi large, c'est que l'enjeu est grand. A Dhaka, 30% de la population vit dans un bidonville. Khorail, le plus grand du Bangladesh se situe juste en face du siège de la BRAC et abrite plus de 50 000 résidents¹. L'économie faible du pays, l'inégalité des salaires, les services publics insuffisants se cumulent aux problématiques géographiques dont souffre le pays. En effet, les précipitations des moussons ainsi que la fonte importante des glaciers de l'Himalaya ont augmenté la quantité d'eau lors des crues qui s'écoule difficilement en raison de l'élévation du niveau de la mer, créant des inondations meurtrières.²

La société BRAC est composée de 18 entreprises, qui génèrent des bénéfices mobilisés ensuite dans les actions auprès des plus pauvres. Les profits sont à moitié utilisés pour les programmes humanitaires et à moitié réinvestis dans les entreprises elles-mêmes.³

Bien entendu l'association a pour but de devenir autosuffisante à 100%. Chaque entreprise s'est formée pour répondre à des besoins déterminés au cœur des préoccupations de la population pauvre. Par exemple l'une d'entre elle, nommée Aarong, a été créée afin de soutenir les producteurs de soie pour qu'ils puissent être rémunérés à leur juste prix dans les marchés. Les entreprises peuvent aussi travailler en interdépendance, répondant aux attentes et aux besoins de chacune.

Grâce au profit généré par ces entreprises ainsi que par des bailleurs de fond internationaux, l'ONG a pu étendre son activité et engager des moyens pour lutter contre la pauvreté.⁴

C'est un modèle qui donne envie d'être reproduit, bien qu'il soit aujourd'hui intrinsèque à cette ONG en particulier. Le modèle de multinationale du développement permet aux ONG d'accepter leur part de responsabilité sociale. Dans le cas de TETO vu précédemment, comme pour la plupart des ONG, cela signifierait la fin d'une démarche commerciale en vue d'attirer les entreprises pour générer des partenariats. De manière plus large on pourrait imaginer que les actions des ONG seraient moins orientées dans le but d'être attractives pour les entreprises mais plus en accord avec les véritables besoins des bénéficiaires.

1 MARTIN Boris, « BRAC : l'ONG-monde », Humanitaire [En ligne], 39 | 2014, mis en ligne le 12 décembre 2014, consulté le 25 février 2021

2 PONCELET Alice, « Bangladesh: Un pays fait de catastrophes », *Hommes & migrations* [En ligne], 1284 | 2010, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 30 mai 2021

3 MARTIN Boris, « BRAC : l'ONG-monde », Humanitaire [En ligne], 39 | 2014, mis en ligne le 12 décembre 2014, consulté le 25 février 2021

4 *Ibidem*

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE ET DE PAYSAGE
DE BORDEAUX
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR



«La réponse pourrait venir des bidonvilles et des favelas eux-mêmes» Alejandro Aravena.¹

1 Alejandro Aravena: My architectural philosophy? Bring the community into the process (TED) - Novembre 2014

CONCLUSION

Que penser alors du rôle des ONG dans les favelas? Aussi controversé soit-il, n'est-il pas indispensable pour autant? Qui d'autre pourrait aller là où plus personne ne va, où les habitants sont invisibles et la misère ainsi oubliée? Quel rôle avons-nous en tant que futurs architectes face à cette crise mondiale du logement?

Nous avons vu que les ONG découlent d'une défaillance, d'un manque de l'état à subvenir aux besoins de sa population. Leur rôle est primordial parce qu'il est indépendant de toute structure politique. Ainsi les ONG sont parfois les dernières capables d'aller porter secours à ceux qui en ont besoin. Or, au Brésil, le détachement de l'Etat pour le secteur social force la société civile à s'organiser. Les ONG sont donc nécessaires et certaines sont incluses dans le système au même titre qu'un service public. Cependant les ONG ne sont pas toutes sur le même rang d'égalité. Elles sont plurielles, la qualité et l'efficacité de leurs actions sont autant de débats qu'il y a d'organisations. Certains points permettent de les comparer et de les analyser, c'est le but même des récompenses et des certifications.

Difficile cependant d'établir la pertinence de leurs actions au sein du contexte très particulier des favelas précaires, notamment à Curitiba. Il ne s'agit pas de remettre en question la volonté désintéressée et philanthropique de ceux qui y participent. Il s'agit d'expliquer la complexité des rapports opérant entre leurs actions humanitaires et leurs besoins de reconnaissance avec les bailleurs de fonds. Certaines vérités sont irréfutables, comme l'inégalité des richesses et l'extrême précarité dans laquelle vivent des millions de brésiliens. Selon l'IGBE, en 2017, 7,7% de la population brésilienne vit avec moins de 1,9 dollar par jour.¹ Le besoin d'abris, de réseaux d'assainissement, de soutien social et sanitaire est réel. Les ONG, notamment TETO, par des actions ponctuelles offrent la possibilité de venir en aide via la construction d'un abri, ou l'installation de réseaux, à certains habitants. Certes, son action ne permet pas de faire sortir les gens de l'extrême pauvreté, mais elle n'en n'a pas la prétention.

De plus, le besoin de financement pour réaliser son activité humanitaire lui donne l'obligation de répondre à des critères commerciaux. Si l'association veut continuer d'exister, il faut que ses interventions soient visibles, fortes, efficaces et rentables vite. La réalisation d'une solution bien que temporaire, mais surtout simple et attractive

1 AFP Brasilia, «Deux millions de pauvres en plus au Brésil», *France Soir*, décembre 2018

au problème complexe qu'est la précarité de logement au sein des favelas est déjà une preuve de sa capacité.

L'expérience que j'ai vécue associée aux documents, articles lus, et les personnes interrogées m'a fait parvenir à la conclusion que son intervention est malgré tout inéluctable. En admettant tous les travers et critiques inhérents au modèle des ONG, l'absence de solutions alternatives renforce l'utilité et la nécessité de ces associations. En effet même si leur surreprésentation est dans certains cas plus néfaste que bénéfique, il n'en reste pas moins qu'elle donne l'opportunité aux invisibles d'exister. Toute la complexité des liens de médiation doit être cependant organisée et discutée. Il ne peut pas exister un seul modèle qui fonctionnerait partout, mais il est important de réfléchir à celui qui donnerait la voie sans la transformer, qui permettrait de ne pas se limiter au prisme pathétique d'une population pour des motivations économiques.

A l'inverse on ne peut pas croire qu'une seule solution existe pour tenter de lutter contre l'extrême précarité. On ne peut pas non plus fermer les yeux sur les récentes actions politiques menées par les services publics ou les gouvernements. Nous avons vu qu'à Curitiba le service de la COHAB-CT avait mis en place des partenariats efficaces et mené un projet de réhabilitation d'une favela en quartier écologique. Certes l'histoire nous aura appris que reloger les habitants n'a pas toujours été synonyme de succès, mais les facteurs environnementaux de risques ici pris en compte, cumulées à l'implantation in situ de ces nouveaux habitats donnent de l'espoir quant à sa réussite.

Bien que le Brésil soit un Etat fédéral, nous pouvons noter qu'à l'échelle nationale le gouvernement de Lula avait contribué au développement de l'urbanisation des favelas. Il mettait en place des programmes innovants pour appuyer cette politique d'urbanisation. Nous pouvons citer dans un premier temps le PAC (Programme d'Accélération de la Croissance) lancé en 2007.

Ce programme servait à investir dans les infrastructures du pays pour leur amélioration. Il intervenait ainsi dans plusieurs secteurs tels que le logement, le transport, l'eau, l'assainissement et l'électricité.¹ Il était conçu pour relancer l'urbanisme, créer des emplois et surtout atténuer les effets de la crise financière de 2008. En effet le service public avait pour objectif en investissant 1 real d'en générer 1,5 en investissements privés. Il fut extrêmement controversé pour plusieurs raisons.

Tout d'abord le *Tribunal das Contas da União*² (TCU) a constaté des irrégularités dans les financements des projets du PAC, recommandant l'arrêt de treize projets, la rétention partielle des montants de dix-sept autres, ainsi que l'acceptation de poursuite du projet malgré des irrégularités dans quarante-neuf d'entre eux. La principale raison est la sur-tarifcation, c'est-à-dire que le projet est basé sur un budget mal géré et des appels d'offres irréguliers.

1 FIGUEIREDO DE ALBUQUERQUE Aline, *A questão habitacional em Curitiba: o enigma da «cidade-modelo»*, dissertação apresentada à Faculdade de Arquitetura e Urbanismo da universidade de Sao Paulo para a obtenção do título de Mestre em Arquitetura e Urbanismo, 2007.

2 Trad: Cour fédérale des comptes

liers.¹

Le rapport de l'inspection du TCU sera envoyé au Congrès National, pour que la Commission mixte du budget décide s'il y aura un arrêt définitif. Cependant dans la course à la présidentielle le PAC a été surtout critiqué pour avoir été utilisé à des fins électorales, récupérant et dilapidant l'argent public pour mener des programmes de propagande politique.

Le PAC a tout de même une portée sociale puisqu'il prévoit l'amélioration des favelas de plusieurs villes brésiliennes, notamment la construction de logements abordables.

Le second programme est *Minha Casa Minha Vida*², lancé en 2009. Afin de lutter contre la crise du logement, le programme prévoyait de construire un grand nombre d'habitats, des quartiers entiers de maisons individuelles semblables, qui ne sont pas sans rappeler les zones pavillonnaires des périphéries françaises. Il permettait aux habitants d'obtenir un prêt pour qu'ils achètent une propriété.

Des nouvelles révisions en 2021 l'ont remplacé par le programme *Casa Verde et Amarela*³, le but restant d'encourager les habitants à devenir propriétaires. Le principal changement avec l'ancien programme est qu'il ne se limite pas à l'acquisition d'un bien neuf mais également d'une rénovation. Il est également devenu possible d'obtenir les financements du programme suite à une régularisation foncière. Concernant la migration entre ces programmes, il devient possible d'alléger, voire de supprimer les dettes des familles débitrices suite à une négociation entre le gouvernement fédéral et les municipalités.⁴

Ces intentions politiques ont vocation à lutter contre la crise du logement et aider les populations à s'émanciper par l'acquisition d'une propriété. Cela est sans nul doute bénéfique pour de nombreux brésiliens mais on peine à croire qu'il sera envisageable pour les habitants des favelas d'avoir les conditions nécessaires pour accéder à ce prêt. Si ce programme est destiné aux classes moyennes pauvres il n'y est en tout cas pas question d'intégrer des programmes d'urgence contre la précarité dont souffre une grande partie de la population.

Lorsqu'on analyse le problème de stockage du surplus d'humanité combiné à la fermeture des frontières des pays riches ou leur entrée limitée par l'administratif, les bidonvilles deviennent la dernière solution accessible. Selon l'ONU Habitat, la population des bidonvilles croît de 25 millions d'habitants par an dans le monde.⁵ De plus, les espaces les plus sûrs étant déjà occupés, les nouveaux arrivants doivent s'installer sur des franges urbaines souvent dangereuses. Ils deviennent alors une marginalité dans la marginalité, la pauvreté périurbaine, déconnectée des solidarités, de la vie culturelle et politique de la

1 ANDRADE Claudia, «Tribunal de Contas da União recomenda a paralisação de 41 obras, 13 delas do PAC», *JusBrasil*, 2009

2 Trad: Ma maison, ma vie

3 Trad: Maison verte et jaune

4 REDACAO, «É o fim do Minha Casa Minha Vida? Veja como o programa deve ser substituído pelo Governo Federal», *Estadao*, février 2021

5 DAVIS Mike, *Le pire des mondes possibles: De l'explosion urbaine au bidonville global*, Paris, La Découverte, 2006,

ville.

Si l'on considère la précarité non pas comme la source mais plutôt comme la conséquence de l'accroissement des inégalités dû aux conséquences des politiques économiques néo-libérales, d'une démographie exponentielle et des résultats de l'exode urbain, alors on peut admettre que le problème devient la solution.

En effet, quand les pays deviennent incapables de contrôler la dévalorisation économique et le chômage souvent à la genèse d'une descente sociale, ils ne peuvent pas non plus limiter la spéculation immobilière, réduire la crise du logement et apporter un logement décent à tous.

Alors pourrait-on envisager que la favela, dans le sens d'une communauté autonome, puisse répondre au besoin vital de l'abri, même temporaire, par l'auto-construction et la solidarité ? Faudrait-il accepter que l'Etat perde le contrôle de l'urbanisation s'il n'est pas en mesure d'apporter des réponses à tous ?

Il est intéressant de répondre à cette question par le témoignage d'architectes. Puisqu'il s'agit de construction, qui pourrait mieux y répondre que les personnes ayant fait le choix de vie de construire pour les autres ?

L'avis du professeur Guillaume¹ est que l'architecture seule ne sauvera pas le monde. En effet, les instances qui structurent les décisions sont inatteignables. Cela signifie que les architectes en tant que tels, n'ont aucun moyen de parvenir jusqu'à la source du pouvoir décisionnel. Le problème n'est donc pas le manque de capacité ou le désintérêt mais le système hiérarchique non inclusif. Il ajoute :

Peut-être que si les architectes pouvaient atténuer (et ce de manière très ponctuelle) ces problèmes en s'immisçant et en participant à la politique et en apportant un renouveau dans les domaines qui traitent du logement social. Mais c'est presque comme « sécher la glace ».²

Son sentiment est partagé par le professeur Inacio.³ Pour lui aussi, les architectes mériteraient de s'unir pour former une unité qui aurait le pouvoir de se faire entendre. Il l'explique par :

Des actions plus coordonnées et intégratives gagneraient en corps et en réalité grâce à un dialogue plus étroit et plus cohérent entre les différentes institutions : Conseil d'Architecture et d'Urbanisme - CAU, Institut des Architectes du Brésil - IAB, Universités, ONG, grands et petits bureaux, et instances du pouvoir public.⁴

Heureusement, certains exemples nous prouvent qu'il est possible de trouver des solutions pour lutter contre cette crise par des démarches participatives incluant les acteurs locaux et politiques. Cela induit une remise en

1 Entretien en annexe p.123 22/03/2021

2 *Ibidem*

3 Entretien en annexe p.121 22/03/2021

4 *Ibidem*

question de notre vision actuelle des enjeux, de retourner la problématique pour en sortir des solutions innovantes.

Alejandro Aravena, lauréat du Pritzker en 2016, explique dans sa conférence TED¹ que l'urbanisation est positive car les gens se sentent mieux en ville. Cependant elle s'accompagne de problématiques communes, qu'il nomme la menace des trois S: *Scale, Speed, Scarcity*². Il entend par là que la ville grandit trop vite par rapport aux moyens dont elles disposent, ce qui explique la crise du logement. Selon lui, la meilleure manière de répondre à ce dilemme, qui ne cessera d'augmenter dans le futur, vient des favelas.

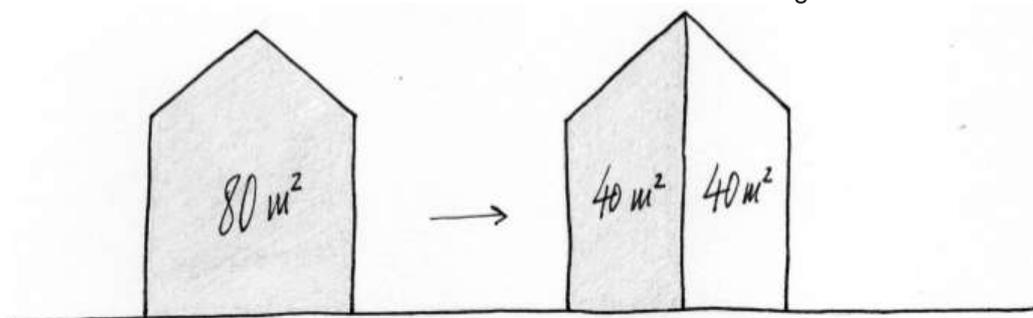
En effet les favelas se sont construites par les habitants eux-mêmes, or si les architectes et les politiques veulent trouver une solution pour répondre au problème complexe qu'est la régularisation des habitats informels malgré le manque de moyens financiers, il faut impliquer les habitants dans les prises de décisions.

Ce qu'ont montrés les favelas c'est la capacité des habitants à trouver des moyens de se loger, de s'abriter et de s'organiser par des réseaux de solidarité. En connaissance des compétences dont ils disposent, les habitants deviennent inévitablement intrinsèques au processus. La favela est la solution quand on inverse le problème et les habitants en sont sa force.

Cet architecte a effectivement mis en place ce processus au Chili. Alors qu'il devenait inévitable de régulariser des habitations informelles dans le centre de Iquique, une concertation avec les habitants a permis de réaliser que les solutions proposées ne leur convenaient pas.³ En effet, avec le budget accordé aux habitats sociaux, le coût du terrain et la mise en place des réseaux, la seule manière de reloger le même nombre de famille était de construire des immeubles d'appartements. Or ces habitats étaient à l'origine des maisons dans lesquelles vivaient des familles parfois nombreuses. En les régularisant, ces familles allaient perdre une superficie énorme et ne pourraient certainement pas continuer de vivre à cet endroit.

Alors via un croquis, Alejandro Aravena explique qu'en changeant la perception du problème, on trouve la solution. En effet, plutôt que de construire des appartements de 40 mètres carrés, trop petits pour des familles qui ont besoin du double, il pouvait concevoir des «moitiés» de maisons de 80 mètres carrés, laissant à l'habitant la liberté de construire par lui-même l'autre moitié quand il en aurait les moyens. (voir fig 24)

Fig 24: Schéma D'Aravena



1 Alejandro Aravena: My architectural philosophy? Bring the community into the process (TED) - Novembre 2014

2 Trad: taille, rapidité, insuffisance de moyens

3 Alejandro Aravena: My architectural philosophy? Bring the community into the process (TED) - Novembre 2014

Ainsi, les habitants ont pu tous rester sur cet emplacement, donc ne pas perdre leur travail et en quelques semaines ont réussi à finir de construire leur maison.

Ces exemples permettent d'avoir une vision plus large des différents acteurs, leur processus et leurs ambitions.

Tout d'abord le rôle des ONG dans les favelas précaires est inéluctable face à l'absence d'action du gouvernement. Cependant ce rôle n'est pas une marque de souveraineté envers les populations bénéficiaires, ni la solution à la crise du logement.

En effet, il convient de garder à l'esprit la capacité des habitants à parler en leur nom propre. Il est important également de marquer le caractère non professionnel des acteurs humanitaires dans le secteur architectural ou constructif. La solution associative doit être un tremplin pour faire sortir de l'invisibilité les populations démunies en leur apportant l'aide urgente mais provisoire dont elles ont besoin et en diffusant leur existence sans pour autant déformer leur parole ou proposer des solutions marketing visant à améliorer le profit des associations elles-mêmes.

En ce qui concerne l'aspect durable des propositions contre cette précarité il est préférable pour ces habitants de pouvoir être impliqués dans une démarche participative et collaborative avec des acteurs professionnels de différents milieux, architectural, sociologique, etc.

Pour conclure, en ayant pris connaissance des divers aspects liés aux acteurs opérant dans des milieux de pauvreté extrême, il est vite possible de comprendre que leur mécanisme d'action est dicté par la politique du pays et plus largement des Institutions mondiales qui ont pendant longtemps imposé leurs conditions économiques. En tant qu'architecte, prendre conscience du contexte qui nourrit la condition de vie des habitants de pays en développement permet de se positionner dans une optique participative; en prenant en compte tous les protagonistes liés par cette lutte contre la précarité, sans oublier la principale raison qui motive cette profession, les personnes elles-mêmes.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE ET DE PAYSAGE
DE BORDEAUX
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE ET DE PAYSAGE
DE BORDEAUX
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

BIBLIOGRAPHIE

Livres :

BERENSTEIN-JACQUES Paola, *Les favelas de Rio Un enjeu culturel*, Paris, L'Harmattan, 2001, 172p

COULOMBEL Patrick, *Arrêtons l'amateurisme au nom de l'Urgence*, NBE éditions, décembre 2019, 46p

DAVIS Mike, *Le pire des mondes possibles: De l'explosion urbaine au bidonville global*, Paris, La Découverte, 2006, 248p

LEIRNER Jaime, *Acupuncture urbaine*, Paris, L'Harmattan, 2007, 119p

TANNOUS Manon Nour et PACREAU Xavier, *Découverte de la vie publique Les relations internationales*, Paris, La Documentation française, 2020.

Articles de presse:

ANDRADE Claudia, «Tribunal de Contas da União recomenda a paralisação de 41 obras, 13 delas do PAC», *JusBrasil*, 2009, URL: <https://abdir.jusbrasil.com.br/noticias/1924316/tribunal-de-contas-da-uniao-recomenda-a-paralisacao-de-41-obras-13-delas-do-pac>

AFP Brasilia, «Deux millions de pauvres en plus au Brésil», *France Soir*, décembre 2018, URL: <https://www.francesoir.fr/actualites-societe-lifestyle/deux-millions-de-pauvres-en-plus-au-bresil>

BARBON Júlia, «Destoantes, dez prédios populares resistem no coração do Leblon», *Folha de S; Paulo*, juillet 2018, URL: <https://www1.folha.uol.com.br/cotidiano/2018/07/destoantes-dez-predios-populares-resistem-no-coracao-do-leblon.shtml>

BOURDON Emma, «Favelas: De Curitiba à Caximba, Brésil», *Voir en vrai*, Juin 2015, URL: <https://voirenvrai.nantes.archi.fr/?p=3302>

CEYHAN Fabiana, «Município de Curitiba e Agência Francesa de Desenvolvimento assinam contrato de empréstimo para financiamento parcial do "Projeto Gestão de Risco Climático Bairro Novo do Caximba", *Brasilia in foco*, 24/07/2020,

FENIZOLA Luisa, «Campanha busca declaração das favelas como Patrimônio da Humanidade pela UNESCO», *Combate Racismo Ambiental*, juin 2018, URL: <https://racismoambiental.net.br/2018/06/22/campanha-busca-declaracao-das-favelas-como-patrimonio-da-humanidade-pela-unesco/>

GATINOIS Claire , «Vidigal, la favela chic de Rio», *Le Monde*, août 2016, URL: https://www.lemonde.fr/jeux-olympiques-rio-2016/article/2016/08/18/jo-2016-vidigal-la-favela-chic-de-rio_4984500_4910444.html

JUNIOR Valerio Horner, «A expressão “curitiba” constitui uma metonímia toponímica», *Tribuna*, mars 2003, URL: <https://tribunapr.uol.com.br/noticias/mundo/a-expressao-curitiba-constitui-uma-metonimia-toponimica/>

KASECKER Amanda, « Serviços públicos não chegam às 122 favelas de Curitiba», *Bem Parana*, octobre 2011, URL: https://www.bemparana.com.br/noticia/servicos-publicos-nao-chegam-as-122-favelas-de-curitiba-192819#.X_3uW5NKifU

KOTKIN Joel, «The World’s Smartest Cities», *Forbes*, décembre 2009, URL: <https://www.forbes.com/2009/12/03/infrastructure-economy-urban-opinions-columnists-smart-cities-09-joel-kotkin/?sh=1fb9e824634e>

LAMBERT Baptiste «Voici les 10 ONG les plus puissantes au monde», *Business AM* juin 2018, URL: <https://fr.businessam.be/voici-les-10-ong-les-plus-puissantes-au-monde/>

LOSCHI Marília, NETO João, PERET Eduardo, « Favelas resistem e propõem desafios para urbanização», *Agencia IGBE*, février 2018, URL: <https://agenciadenoticias.ibge.gov.br/agencia-noticias/2012-agencia-de-noticias/noticias/20080-favelas-resistem-e-propoem-desafios-para-urbanizacao>

MATHYER Eric, «Clin d’œil: Les phares de la connaissance, Os faróis do saber», *Swiss Lemon Juice*, mars 2012, URL: <https://www.swisslemonjuice.com/2012/03/clin-dil-les-phares-de-la-connaissance.html>

MELO Raíssa, « Curitiba: A cidade modelo e o medo da favela», *Agência de Notícias das Favelas*, mai 2018, <https://www.anf.org.br/curitiba-a-cidade-modelo-e-o-medo-da-favela/>

MORO MARTINS Rafael, PRATES Giorgia , « Como a vingança pela morte de um pm terminou com a execução de duas pessoas e uma favela incendiada em curitiba», *The Intercept Brasil*, Décembre 2018, URL: <https://theintercept.com/2018/12/19/vinganca-morte-pm-favela-incendio-curitiba/>

POUILLAUDE Christian, « Comprendre le Brésil en un mot : d’où les favelas tirent-elles leur nom ?», *Bom Dia Brasil*, août 2019, URL: <https://bomdiabrasil.com/comprendre-le-brasil-en-un-mot-dou-les-favelas-tirent-elles-leur-nom>

QUEIROZ BARBOZA Mariana, «As 100 melhores ONGs do Brasil», *EPOCA*, Août 2017, URL: <https://epoca.globo.com/brasil/noticia/2017/08/100-melhores-ongs-do-brasil.html>

REDACAO, «É o fim do Minha Casa Minha Vida? Veja como o programa deve ser substituído pelo Governo Federal», *Estadão*, février 2021, URL: <https://imoveis.estadao.com.br/minha-casa-minha-vida/e-o-fim-do-minha-casa-minha-vida-veja-como-o-programa-deve-ser-substituido-pelo-governo-federal/>

ROLNIK Raquel, «Favelas cariocas entre a montanha e o mar são patrimônio da humanidade», *Blog da Raquel Rolnik*, Juillet 2012, URL: <https://raquelrolnik.wordpress.com/2012/07/02/favelas-cariocas-entre-a-montanha-e-o-mar-sao-patrimonio-da-hu>

manidade/

RANGEL Juliana, Parceria do bem para uso de madeira certificada, *Sustent Arqui*, octobre 2014, URL: [https://sustentarqui.com.br/parceria-bem-para-uso-de-madeira-certificada/Parceria do bem para uso de madeira certificada](https://sustentarqui.com.br/parceria-bem-para-uso-de-madeira-certificada/Parceria%20do%20bem%20para%20uso%20de%20madeira%20certificada)

SHEPPARD Kate, «15 green cities» *Grist*, juillet 2007, URL: <https://grist.org/article/cities3/>

STAFF Grist, «A global ranking of the top 10 resilient cities», *Grist*, juillet 2011, URL: <https://grist.org/article/2011-07-01-the-globes-top-10-resilient-cities/>

VINCENDON Sybille, « Architecture d'urgence : en finir avec les cabanes », *Libération*, décembre 2019, URL: https://www.liberation.fr/planete/2019/12/12/architecture-d-urgence-en-finir-avec-les-cabanes_1768922

VOGAN Lucas, « Conheça o voluntariado: ONGs que criam moradias e condições para viver melhor », *Live*, août 2019, URL: <https://live.apto.vc/conheca-o-voluntariado-ongs-que-criam-moradias-e-condicoes-para-viver-melhor/>

Articles scientifique:

CAMPOS SOARES Edmilson e MOREIRA SANTOS Erika Vanessa, « Responsabilidade social das empresas e a ong teto: análise crítica », *Espaço e economia*, 2019, URL: <https://journals.openedition.org/espacoconomia/9860>

CLING Jean-Pierre, RAZAFINDRAKOTO Mireille, ROUBAUD François, « Elaboration, mise en oeuvre et contenu des DSRP: portée et limites » Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté, 2003, URL: https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers17-09/010029355.pdf

GATELIER Karine, DJIKEMA Claske, MOUAFO Herrick, « Transformation de conflit », *IRENESS*, 2006, URL: http://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-817_fr.html

LENA Philippe. Les ONG au Brésil, une histoire singulière. In: Lusotopie, n°9, 1^{er} semestre 2002. Les organisations non gouvernementales en Lusophonie. *Terrains et débats*. pp. 209-214; URL: https://www.persee.fr/doc/luso_1257-0273_2002_num_9_1_1484

MARTIN Boris, « BRAC : l'ONG-monde », *Humanitaire* [En ligne], 39 | 2014, mis en ligne le 12 décembre 2014, consulté le 25 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/humanitaire/3069>

MICHEL Maietta, « Origine et évolution des ONG dans le système humanitaire international », *Revue internationale et stratégique*, 2015/2 (n° 98), p. 53-59. DOI : 10.3917/ris.098.0053. URL : <https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategique-2015-2-page-53.htm>

PEYERS Geoffrey, « Vers une redéfinition des relations entre ONG et réseaux d'acteurs locaux? » *CriDIS Working Paper*; 2010, URL: <http://hdl.handle.net/2078.1/134086>

PEYERS Geoffrey, ONG Internationales et réseaux d'auto-assistance. De la critique à la complémentarité? Dans *Rencontre Internationale de Rambouillet*, 23-25 mars 2019, *L'accès des réseaux d'auto-assistance à la scène internationale*, 95p, Institut

de recherche et débat sur la gouvernance. URL: http://www.institut-gouvernance.org/IMG/pdf/actes_rambouillet-fr.pdf

PONCELET Alice, «Bangladesh: Un pays fait de catastrophes», *Hommes & migrations* [En ligne], 1284 | 2010, mis en ligne le 29 mai 2013, consulté le 30 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/hommesmigrations/1235>

SERRAGLIO POLUCHA Ricardo e NASCIMENTO NETO Paulo, «ZEIS X SEHIS - Análise crítica a partir do caso de Curitiba, PR», *XVIII Enanpur*, 2019, URL: <http://anpur.org.br/xviiienanpur/anaisadmin/capapdf.php?reqid=1074>

VIEIRA DA CUNHA Neiva, « L'expulsion comme mode de gouvernement. Les politiques des favelas à Rio de Janeiro », *L'Année sociologique*, 2018/1 (Vol. 68), p. 135-154. DOI : 10.3917/anso.181.0135. URL : <https://www.cairn.info/revue-l-annee-sociologique-2018-1-page-135.htm>

Vidéos / films :

Vídeo resposta - Existem favelas em Curitiba? (SANTOS Teógenes) - Junho 2019

Podcast #1: Rencontre avec Patrick Coulombel (Abvent), octobre 2020, URL: <https://www.youtube.com/watch?v=p1YzaeJ3XQA>

(RE)Construção 29 de Março - Curitiba, Paraná (TETO Brasil), février 2019, URL: <https://www.youtube.com/watch?v=2W2wXqAVI6U>

Conheça nosso modelo de trabalhos (TETO Brasil), octobre 2018, URL: https://www.youtube.com/watch?v=ceOR_6rTT8s

Cité de Dieu I La rédemption d'une favela (Julien Hamelin), 2012, WocomoDOCS URL: <https://www.youtube.com/watch?v=Uz9j0e8RkRA>

E se as favelas fossem um Patrimônio da Humanidade? (TETO Brasil), juin 2018: URL: <https://www.youtube.com/watch?v=CFUWyiCMmcc>

A Cidade de Deus (MEIRELLES Fernando et LUND Kátia), 2002

JACKSON Michael, 1996, They don't really care about us, Youtube, URL : https://www.youtube.com/watch?v=QNJL6nfu__Q

Alejandro Aravena: My architectural philosophy? Bring the community into the process (TED) - Novembre 2014, URL: <https://www.youtube.com/watch?v=o0l0Poe3qlg>

Thèses:

CHABOT Caroline. *Les favelas à l'ombre des méga-événements sportifs internationaux, confrontation d'un nouveau type : les cas de Rio de Janeiro et Curitiba au Brésil*. Sociologie. Université de Bordeaux; Universidade federal do Paraná (Brésil), 2018. Français.

FIGUEIREDO DE ALBUQUERQUE Aline, *A questão habitacional em Curitiba: o enigma da «cidade-modelo»*, dissertação apresentada à Faculdade de Arquitetura e Urbanismo da universidade de Sao Paulo para a obtenção do título de Mestre em

Arquitetura e Urbanismo, 2007.

LEGRAND, Benoît. *Quelles solutions pour un développement urbain durable à Ho Chi Minh Ville et dans les autres mégalo-poles d'Asie Pacifique?*. UCL - BAUR - Art de bâtir et urbanisme, 2008, Prom. : De Herde, André URL: <http://hdl.handle.net/2078.1/19679>

MESQUITA DA SILVA Rafael, *Manual de construo de paredes de vedao com blocos de concreto incorporando garrafa pet, ingénierie civile*, Curitiba, 2018, URL: <https://www.slideshare.net/Rafamesquita/manual-de-construo-de-paredes-de-vedao-com-blocos-de-concreto-incorporando-garrafa-pet-estudo-de-caso-para-ong-teto-brasil>

Définitions:

«Favela». *Universalis*. universalis.fr. Web. Décembre 2020. URL : <https://www.universalis.fr/dictionnaire/favela/>

«Favela». *Dicionario Online de Português*, dicio.com. Web. Décembre 2020. URL: <https://www.dicio.com.br/favela/>

«Art 25». *La Déclaration universelle des droits de l'homme*. 1948. un.org. Web. Décembre 2020 URL: <https://www.un.org/fr/universal-declaration-human-rights/>

«Favelas precarias». *TETO*. techo.org. Web. Décembre 2020 URL: <https://www.techo.org/brasil/realidade-das-favelas-precarias/>

«Quel est le rôle du Fonds monétaire international (FMI) ?». *Ministère de l'économie des finances et de la relance*. economie.gouv. Web. Janvier 2020 URL: <https://www.economie.gouv.fr/facileco/fonds-monetaire-international-fmi>

«Le Groupe de la Banque mondiale et le Fonds monétaire international FMI» *La Banque Mondiale*. banquemondiale.org. Web. Janvier 2020

«Slum», UN-Habitat (2018). SDG Indicator 11.1.1 Training Module: Adequate Housing and Slum Upgrading. United Nations Human Settlement Programme (UN-Habitat), Nairobi

Sites:

«Transparencia», techo.org/brasil, TETO Brasil, mars 2021

«Quem somos?», habitatbrasil.org, Habitat para a Humanidade, mars 2021

«Selo Doar», institutodoar.org, Instituto Doar, avril 2021

«Premios y reconocimientos», techo.org, TECHO, avril 2021

«Qui nous sommes», fre.habitants.org, IAI, mai 2021

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE ET DE PAYSAGE
DE BORDEAUX
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

FIGURES

Fig 1: SURICO John, 2016, Santa Marta

Fig 2: Un habitat, 2014, Share of urban population living in slums, 1990 to 2014, URL: <https://ourworldindata.org/grapher/share-of-urban-population-living-in-slums?tab=chart&time=1990..2014&country=IND~BRA~CHN>

Fig 3: Un habitat, 2014, Urban population living in slums, 1990 to 2014, URL: <https://ourworldindata.org/grapher/urban-slums-total>

Fig 4: HELENA Maria, *Historical Designs / Utopias / Monuments - Never built*, Skyscraper City, avril 2015, URL: <https://www.skyscrapercity.com/threads/historical-designs-utopias-monuments-never-built.1567058/page-9>

Fig 5: COIMBRA Custódio, pour : BARBON Júlia, «Destoantes, dez prédios populares resistem no coração do Leblon», *Folha de S; Paulo*, juillet 2018, URL: <https://www1.folha.uol.com.br/cotidiano/2018/07/destoantes-dez-predios-populares-resistem-no-coracao-do-leblon.shtml>

Fig 6: MATHYER Eric, «Clin d'œil: Les phares de la connaissance, Os faróis do saber», *Swiss Lemon Juice*, mars 2012, URL: <https://www.swisslemonjuice.com/2012/03/clin-dil-les-phares-de-la-connaissance.html>

Fig 7: IPPUC et COHABCT, août 2016, plan des occupations irrégulières dans la ville de Curitiba

Fig 8: SERRAGLIO POLUCHA Ricardo e NASCIMENTO NETO Paulo, «ZEIS X SEHIS - Análise crítica a partir do caso de Curitiba, PR», *XVIII Enanpur*, 2019, URL: <http://anpur.org.br/xviiienanpur/anaisadmin/capapdf.php?reqid=1074>

Fig 9: «Transparencia», [techo.org/brasil](https://www.techo.org/brasil), TETO Brasil, mars 2021, URL: <https://www.techo.org/brasil/transparencia/>

Fig 10: MESQUITA DA SILVA Rafael, *Manual de construo de paredes de vedao com blocos de concreto incorporando garrafa pet, ingénierie civile*, Curitiba, 2018, URL: <https://www.slideshare.net/Rafamesquita/manual-de-construo-de-paredes-de-vedao-com-blocos-de-concreto-incorporando-garrafa-pet-estudo-de-caso-para-ong-teto-brasil>

Fig 11: TETOPR - Meu TETO (TETO Brasil), octobre 2016, URL: <https://www.youtube.com/watch?v=NAoeNkfDANK>

Fig 12: (RE)Construção 29 de Março - Curitiba, Paraná (TETO Brasil), février 2019, URL: <https://www.youtube.com/watch?v=2W2wXqAVI6U>

Fig 13 à 16: Schéma du plan d'implantation, fait par l'auteur

Fig 17: MESQUITA DA SILVA Rafael, *Manual de construo de paredes de vedao com blocos de concreto incorporando garrafa pet, ingénierie civile*, Curitiba, 2018, URL: <https://www.slideshare.net/Rafamesquita/manual-de-construo-de-paredes-de-vedao-com-blocos-de-concreto-incorporando-garrafa-pet-estudo-de-caso-para-ong-teto-brasil>

Fig 18 à 21: (RE)Construção 29 de Março - Curitiba, Paraná (TETO Brasil), février 2019, URL: <https://www.youtube.com/watch?v=2W2wXqAVI6U>

Fig 22: TETO TECHO, septembre 2020, TETO.BR, URL: https://www.instagram.com/p/CEu7pWMFvx9/?utm_medium=copy_link

Fig 23: BAHAUDDIN Abm, BRAC Centre, février 2021, [google.fr/maps](https://www.google.fr/maps)

Fig 24: ARAVENA Alejandro, PROYECTO VILLA VERDE, CONSTITUCIÓN, CHILE 2013. URL: <https://atfpa3y4.wordpress.com/2016/04/18/proyecto-villa-verde-constitucion-chile-2013-alejandro-aravena-elemental-investigacion-realizada-por-javier-valenzuela/croquis-3/>

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE ET DE PAYSAGE
DE BORDEAUX
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE ET DE PAYSAGE
DE BORDEAUX
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE ET DE PAYSAGE
DE BORDEAUX
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR

ANNEXES

Afin de répondre à ma problématique et poursuivre mon travail de recherche, j'ai interrogé des acteurs de l'architecture au Brésil et des membres de l'association TETO. Pour justifier d'un total anonymat, les noms ont été changés. Ci-dessous nous retrouvons le tableau présenté en introduction, ainsi que les pages correspondantes aux retranscriptions des entretiens.

Ces entretiens se sont tous faits en portugais. Ils sont retranscrits ici en français mais peuvent contenir des erreurs dues à la traduction. Pour plus de fluidité, les réponses des entretiens des volontaires TETO sont regroupés et différenciés par l'initiale des prénoms.

Enseignant architecte	Professeur de théorie de l'architecture à l'université Positivo	Inacio p.121 22/03/2021
	Professeur d'architecture et coordinateur du cycle d'architecture à l'université Positivo	Guillaume p.123 22/03/2021
TETO	Directrice générale au Parana	Amanda p.126 01/05/2021
	Gérante nationale de la communication	Giulia p.128 23/04/2021
	Volontaire permanent	Renata p.130 16/03/2021
	Volontaire ponctuel	Wesley p.130 16/03/2021
	Volontaire ponctuel	Thais p.130 16/03/2021
	Volontaire ponctuel	Mateus p.130 16/03/2021
	Volontaire ponctuel	Vitoria p.130 16/03/2021
	Volontaire ponctuel	Bruno p.130 16/03/2021

1- Inacio

-Tout d'abord, en tant que professeur dans une des plus grandes universités de la région, comment pouvez-vous qualifier l'enseignement d'architecture à l'université?

-I: L'enseignement de l'architecture et de l'urbanisme est structuré pour la formation d'un professionnel généraliste, capable d'agir dans différents segments de la profession et de la société. Le diplôme cherche à offrir une vue panoramique des performances des professionnels de l'architecture et de l'urbanisme, laissant à chaque individu le soin de trouver sa niche de performance, à travers laquelle, l'architecture et l'urbanisme peuvent contribuer.

-Avez-vous déjà travaillé, de manière théorique ou pratique, en rapport avec des communautés précaires, à Curitiba ou ailleurs?

-I: Oui, j'ai participé à des projets sociaux avec les mairies de différentes municipalités, à la fois des projets architecturaux et culturels, en mettant l'accent sur les écoles publiques, impliquant les communautés les plus pauvres.

-Est-ce que l'enseignement d'architecture à l'université comporte une partie d'architecture sociale?

-I: Il y a une action à travers certaines disciplines du design, mais principalement l'urbanisme. Et aussi à travers le bureau modèle, qui fonctionne comme une activité d'extension et agit en pratique avec des projets communautaires, comme l'équipement des communautés plus vulnérables. Cependant, la demande est grande et les performances des universités peuvent encore être explorées.

-Pensez-vous qu'il faudrait sensibiliser les étudiants, futurs architectes, à ces problématiques?

-I: Certainement. Les étudiants doivent être conscients de toutes les réalités auxquelles ils peuvent contribuer en tant que futurs professionnels.

-En tant qu'habitant de Curitiba, comment percevez-vous les communautés précaires. Certains parlent d'invisibilisation de ces communautés, qu'en pensez-vous?

-I: Il y a une certaine invisibilité, oui. Curitiba est une ville qui s'est développée avec une configuration urbaine bien délimitée : d'une part, la ville est bien planifiée et ordonnée, dans les zones centrales et les quartiers ; d'autre part, les communautés les plus vulnérables ne se fondent pas dans la masse, comme c'est le cas dans la plupart des capitales brésiliennes, et sont principalement situées sur les bords périphériques et les zones plus « discrètes » de la ville, la plupart du temps invisibles des routes plus importantes. Certaines de ces communautés ont déjà reçu des soins en matière d'infrastructures, mais il en existe d'autres qui sont encore très précaires, qui se développent très rapidement et que « la ville » a du mal à atteindre, en raison de diverses difficultés et de la volonté des pouvoirs publics d'aller dans ce sens.

-Quel est votre avis sur l'urbanisation de ces communautés précaires?

-I: Il convient de noter que, malgré les échecs, il existe des cas de bons projets et de bonnes mesures mis en œuvre dans les communautés, tant à Curitiba que dans d'autres grandes villes brésiliennes, comme São Paulo. Chaque communauté a des exigences particulières, et les projets qui réussissent sont ceux qui cherchent à comprendre quelles sont ces exigences dans chaque endroit. Je pense que les architectes devraient en savoir plus sur les différentes expériences, bonnes et mauvaises, afin de renforcer les débats et de faire pression sur les pouvoirs publics pour étendre les objectifs et les actions d'urbanisation et de conditions de logement décentes pour les citoyens les plus pauvres. Les universités, les ONG et d'autres institutions sont essentielles, tant pour agir de concert avec les autorités publiques que pour agir parallèlement à celles-ci, dans le cadre d'actions coordonnées.

-En tant qu'architecte, comment pourriez-vous décrire l'urbanisation de Curitiba, notamment à la suite du gouvernement de Jaime Lerner?

-I: L'urbanisme de Curitiba, qui a débuté dans les années 1960 et a connu de grandes réalisations dans les années 1970, a fourni plusieurs actions correctes pour la ville, et a également connu différentes phases. La ville était très bien ordonnée en plusieurs segments, l'accent étant mis sur l'intégration entre le zonage et la mobilité.

Cela fait de Curitiba une ville design et encore relativement facile à agir par rapport aux autres capitales brésiliennes. Curitiba dispose d'un bon réseau d'équipements sociaux tels que des écoles, des postes de santé, des parcs, etc., qui desservent la population de différents niveaux sociaux. Il est nécessaire de reconnaître les avantages qui servent à l'ensemble de la population, et pas seulement les impacts négatifs.

Toutefois, l'urbanisme doit être revu en permanence afin de pouvoir répondre aux exigences de chaque époque. La ville vit aujourd'hui l'impact négatif des grands problèmes brésiliens qui affectent la société et les villes à l'échelle nationale, tels que les conditions minimales de logement, les infrastructures, la sécurité, la crise de l'éducation, etc. Logiquement, la ville a la nécessité et la capacité de devenir plus efficace pour mieux s'occuper de nombre de ces problèmes, mais il ne faut pas oublier qu'elle n'est pas un territoire isolé, mais plutôt une petite partie du territoire brésilien. Elle devra toujours faire face à des limitations de cette nature s'il n'y a pas une prise de conscience plus large, avec des politiques plus efficaces dans un projet d'amélioration de l'urbanisation brésilienne, dans les grandes, moyennes et petites villes.

Sinon, la ville peut essayer de remédier à ses problèmes, mais la multiplication de nouveaux problèmes exigera toujours de nouvelles solutions. Cela s'est produit au cours de différentes phases de planification, dont les améliorations urbaines ont également provoqué des poussées démographiques. Et c'est ce qui se passe aujourd'hui.

-Connaissez-vous les actions de TETO au sein des communautés précaires?

-I: Je connais le travail de TETO, un peu de leur méthode d'action et le modèle de maison qu'ils mettent en œuvre. Mais je n'ai jamais travaillé avec eux. Beaucoup d'étudiants sont intéressés et je leur demande. Je pense qu'une approche entre TETO et les universités est la bienvenue et peut être fructueuse.

-Pensez-vous que les actions de TETO (ou d'autres organisations) sont les seules aujourd'hui capables d'apporter de l'aide aux populations les plus démunies?

-I: Non. Il existe différents fronts d'aide, comme les institutions religieuses sérieuses, par exemple, qui développent des actions de soutien et d'intérêt social. Les pouvoirs publics ne peuvent être seuls sur ce front, mais ils ont un rôle de premier plan à jouer en rassemblant et en favorisant les rencontres avec ces institutions et en facilitant leurs actions et en y collaborant.

-Comment selon vous, les architectes pourraient apporter une forme de réponse à l'extrême précarité?

-I: Les architectes sont encore très désunis en tant qu'entité de classe. Des actions plus coordonnées et intégratives gagneraient en corps et en réalité grâce à un dialogue plus étroit et plus cohérent entre les différentes institutions : Conseil d'Architecture et d'Urbanisme - CAU, Institut des Architectes du Brésil - IAB, Universités, ONG, grands et petits bureaux, et instances du pouvoir public. Les concours sont les bienvenus pour donner de la visibilité et favoriser les intérêts et les débats. Des politiques plus claires et des offres publiques sont également les bienvenues. Il est nécessaire de structurer les bonnes politiques publiques avec un bon design, qui est le métier de l'architecture. Mais ces actions ne doivent pas se dérouler uniquement à Curitiba ou dans une autre ville, il est nécessaire de sensibiliser la société brésilienne dans toute sa dimension continentale.

2- Guillaume

-Tout d'abord, en tant que professeur dans une des plus grandes universités de la région, comment pouvez-vous qualifier l'enseignement d'architecture à l'université?

-G: Le cours d'architecture et d'urbanisme de l'Universidade Positivo a 21 ans d'existence et suit toujours les préceptes du groupe fondateur, parmi lesquels un enseignement de qualité. Former des étudiants de qualité pour agir sur le marché du travail est notre objectif, et c'est ce que nous avons réalisé. Les prix que nous avons obtenus dans les concours nationaux de travaux de fin d'études, la reconnaissance d'autres établissements d'enseignement et la reconnaissance du marché du travail lui-même en sont la preuve. Nos stagiaires sont très demandés et de nombreux architectes formés par nous sont des sommités dans leur domaine.

-Avez-vous déjà travaillé, de manière théorique ou pratique, en rapport avec des communautés précaires, à Curitiba ou ailleurs?

-G: Oui. J'ai travaillé pendant ma maîtrise (Université fédérale de Rio Grande do Sul), à deux moments : L'une des recherches de ces communautés est l'analyse des espaces (syntaxe de l'espace + études de la perception : voir le travail du professeur Douglas Aguiar). Et aussi, en tant que professeur stagiaire dans la discipline du projet enseigné par ce professeur en fin d'études. Un travail très sensible de compréhension de l'espace par la convivialité, l'immersion dans la communauté et la compréhension des besoins de chaque famille sur ce territoire.

-Est-ce que l'enseignement d'architecture à l'université comporte une partie d'architecture sociale?

-G: Cela dépend du point de vue. Nous avons une discipline de projet qui travaille tout le semestre sur ce thème (Projet d'architecture : établissements humains et logements collectifs), à partir de la 6e période (= notre semestre 6 en architecture), intégrée aux disciplines de l'urbanisme (qui traite des zones d'occupation irrégulière) et de l'architecture du paysage. Nous avons également des projets d'extension qui traitent de cette question.

-Pensez-vous qu'il faudrait sensibiliser les étudiants, futurs architectes, à ces problématiques?

-G: Sans aucun doute, avec la croissance des villes et les problèmes sociaux que nous connaissons, notamment la concentration des revenus (en particulier dans les pays d'Amérique latine), il est de plus en plus urgent de comprendre et de prendre conscience de la question. Nous ne pouvons pas former des architectes et des urbanistes qui sont coupés de la réalité de la société dans laquelle ils vivent et travaillent.

-En tant qu'habitant de Curitiba, comment percevez-vous les communautés précaires. Certains parlent d'invisibilisation de ces communautés, qu'en pensez-vous?

-G: À Curitiba, en particulier, cette perception est très difficile. Les personnes qui vivent dans des régions/quartiers de classe moyenne ou supérieure le remarquent à peine. Curitiba est très différente de Rio de Janeiro, par exemple, où ces communautés font même partie de la carte postale de la ville (Favelas). À Curitiba, ces communautés ne sont visibles que par leurs universitaires ou par les personnes impliquées dans les programmes d'assistance sociale. Ceci est directement lié à la réflexion/planification urbaine proposée pour la ville. Quelque chose qui vient dès le

début, mais qui prend de la force avec les plans Agache et encore plus avec le plan préparé par Wilhelm et mis en pratique par l'IPPUC (Institut de recherche et d'urbanisme de Curitiba) à partir des années 1960.

-Quel est votre avis sur l'urbanisation de ces communautés précaires (notamment suite à l'échec du déplacement des populations dans les conjuntos habitacionais)?

-G: L'urbanisation est également précaire, mais elle doit être traitée au cas par cas. Je ne comprends pas comment il est possible, par exemple, d'améliorer la situation de ces communautés lorsqu'elles se trouvent dans une zone d'occupation irrégulière. Ces lieux sont des zones de préservation, des berges de rivière, des pentes, etc. En d'autres termes, ils ne peuvent être regroupés en raison de leur propre sécurité et de facteurs environnementaux qui affecteraient l'ensemble de la population.

Cependant, dans les cas où ces questions ne se posent pas, il est nécessaire une urbanisation ponctuelle, particularisée, sensible, impliquant des Architectes et Urbanistes, des Sociologues, des Organismes de Santé. Toutes ces mesures prévoient une forte participation de la population à la prise de décision. Un urbanisme sensible et non pas impositif et standardisé, comme le pratiquent depuis des années les responsables du logement dans les agences gouvernementales.

-En tant qu'architecte, comment pourriez-vous décrire l'urbanisation de Curitiba, notamment à la suite du gouvernement de Jaime Lerner?

-G: À plusieurs égards, il a réussi, avec l'équipe de l'IPPUC, à faire de la ville un exemple de réussite sur la carte du monde. Une ville basée sur le plan élaboré par l'architecte Jorge Wilhelm qui parvient à entrevoir plusieurs questions de patrimoine, d'identité et de circulation. Mais, malgré tout, les communautés précaires ont reçu peu d'attention, contrairement à l'automobile, l'un des grands protagonistes des décisions de conception.

-Connaissez-vous les actions de TETO au sein des communautés précaires?

-G: Oui.

-Pensez-vous que les actions de TETO (ou d'autres organisations) sont les seules aujourd'hui capables d'apporter de l'aide aux populations les plus démunies?

-G: Je pense que l'aide de TETO a un caractère cosmétique, même si elle peut occasionnellement aider certaines familles à améliorer leurs conditions. Je vais mieux expliquer. Le projet standardisé, avec une surface minimale qui n'a aucune base dans la réalité sociale des familles (au moins TETO Brésil n'a jamais pu me répondre quelle est la base de ce calcul) a une action très ponctuelle. Je fais une comparaison avec les campagnes qui livrent des paniers de nourriture de base aux familles. C'est génial, ça coupe leur faim pour le moment, mais ça ne résout pas le problème. La réflexion devrait être plus large, nous devrions penser à cette famille d'une manière plus globale.

Est-il utile de construire une «maison» (j'appellerais cela un abri) pour la famille si elle continue à déverser des eaux usées sur les rives de la rivière qu'elle utilise elle-même pour alimenter sa maison, boire et se laver) ?

Y a-t-il un intérêt à améliorer la situation d'une famille qui se trouve dans une zone d'occupation irrégulière ? Sachant que cette maison peut être inondée lorsque nous avons une saison des pluies ?

Dans le milieu universitaire, même s'il finit par montrer aux personnes concernées

(étudiants et collaborateurs) une nouvelle réalité, quelque chose qui collabore, TETO n'est pas bien vu. Ceci est dû aux problèmes soulevés ci-dessus.

La Colombie possède de grands exemples d'interventions dans ces zones précaires impliquant la communauté, les autorités publiques, les architectes et les urbanistes, les sociologues, etc

-Comment selon vous, les architectes pourraient apporter une forme de réponse à l'extrême précarité?

-G: Comme je le dis à mes étudiants, l'architecture seule ne sauvera pas le monde. Il y a des problèmes structurels bien plus importants que ça, sur lesquels l'architecture n'a aucun contrôle. Peut-être que si les architectes pouvaient atténuer (et ce de manière très ponctuelle) ces problèmes en s'immisçant et en participant à la politique et en apportant un renouveau dans les domaines qui traitent du logement social. Mais c'est presque comme «sécher la glace». Un exemple de cela est le travail de l'architecte Nabil Bondoki et d'autres à São Paulo, les résultats sont ponctuels et chaque réalisation, aussi minime soit-elle, est une bataille constante avec les différents intérêts impliqués dans les décisions (politique, marché immobilier, trafic, société, etc.).

3- Amanda

-Tout d'abord, pouvez-vous vous présenter, qui êtes-vous et que faites-vous dans cette association?

-A: Hey! Je m'appelle Ana Bivar, je suis actuellement la directrice générale de TETO Brasil au Paraná. Je suis la responsable finale des opérations de TETO au Paraná.

-Pouvez-vous me dire depuis combien de temps vous êtes impliqué dans TETO et comment en avez-vous entendu parler?

-A: Je suis chez TETO depuis mai 2015, soit près de six ans. J'ai fait du bénévolat pendant près de 5 ans à Rio, et en février 2020, j'ai été embauchée au Paraná. J'ai rencontré TETO en 2011 à la fac, par le biais d'un ami, mais pour des raisons personnelles, je ne pouvais pas immédiatement être volontaire, et TETO n'existait que à Sao Paulo à l'époque. En 2015, j'ai rejoint TETO, déjà à Rio de Janeiro.

-Comment pourriez-vous présenter le TETO à quelqu'un que vous ne connaissez pas?

-A: TETO est une organisation sociale, qui opère dans 18 pays d'Amérique latine, et au Brésil depuis 14 ans, et elle est présente dans 7 états, Rio de Janeiro, São Paulo, Minas Gerais, Paraná, Bahia, Pernambuco, Goiânia et Distrito Federal. Nous agissons pour la défense des droits dans les favelas les plus précaires et invisibles, cherchant à vaincre la pauvreté, croyant en une société plus juste et égalitaire, à travers la construction de logements d'urgence, des projets d'infrastructures communautaires, la formation de volontaires et de résidents et le soutien aux communautés en conséquence . avec les demandes qu'ils nous apportent.

-Comment TETO choisit-il où il travaille?

-A: Selon le plan stratégique préparé en 2017, prévoyant d'être dans au moins un État par région, essayant également de penser aux États où nous aurions la pos-

sibilité de la durabilité financière et du volontariat.

-Quelles sont les raisons pour lesquelles TETO recrute principalement de jeunes volontaires pour participer à ces actions?

-A: Nous croyons que le changement de société passe par l'implication de toute la société, chacun dans ce qu'il a à offrir. Avoir des volontaires qui travaillent avec nous et avoir l'opportunité de former ces jeunes en tant que citoyens plus conscients de toutes les inégalités sociales dans lesquelles nous sommes insérés à travers l'Amérique latine est essentiel pour nous pour changer la société à la base. Le travail bénévole enseigne beaucoup à TETO et aux bénévoles eux-mêmes, étant une opportunité de croissance personnelle et professionnelle pour eux.

-Dans votre expérience, qu'est-ce qui rend TETO différent, quelle est sa force?

-A: Pour moi, TETO est différent, car nous sommes toujours préoccupés en plus de faire, en réfléchissant à la raison pour laquelle nous le faisons. Pourquoi est-il nécessaire que TETO existe? Pourquoi la société est-elle si inégale? Nous disposons de plusieurs espaces pour réfléchir sur diverses problématiques liées à notre travail. De plus, la rencontre entre jeunes bénévoles et résidents, travaillant côte à côte pour une société plus juste, est transformatrice.

-Faisant partie des dons individuels et de la fondation jésuite qui soutient financièrement cette initiative, savez-vous quels autres acteurs soutiennent l'association au Brésil?

-A: Plusieurs. Notre façon de collecter des fonds est très diversifiée. Nous avons des partenaires qui nous aident avec des contributions, comme Gerdau. Nous avons également des entreprises favorables à TETO, qui contribuent mensuellement avec des montants à partir de 250 reais, ainsi que des partenariats avec le marketing lié à la cause et le bénévolat d'entreprise. Dans le domaine des particuliers, nous avons développé plusieurs campagnes de financement ponctuelles et événements tels qu'un «bazar», en plus du programme amis TETO avec des dons mensuels à partir de 30 reais.

-TETO se définit comme apolitique, mais de nombreuses associations qui fournissent une assistance aux groupes dominés développeront des actions d'éducation populaire et de sensibilisation politique. Pensez-vous que TETO s'inscrit dans ce schéma?

-A: Nous nous appelons en fait des non-partisans, mais nous comprenons que tout dans notre travail est politique. Il n'y a aucun moyen de se battre pour le logement, de former des bénévoles et des résidents et de défendre le droit des résidents en situation de vulnérabilité sociale sans être politique. Tout notre travail est politique.

-Les données collectées et analysées par l'association sont-elles utilisées par d'autres organisations, qu'elles soient gouvernementales ou non?

-A: Les données servent à produire des rapports et à comprendre la situation socio-économique de chaque communauté de manière individuelle. Ils sont utilisés pour le réseautage et le plaidoyer politique en fonction des demandes que la communauté nous présente.

-Comment décririez-vous la relation de TETO avec le gouvernement en vigueur? Avez-vous reçu un soutien du gouvernement?

-A: Nous n'avons reçu aucun soutien du gouvernement.

-Pensez-vous que le mode de travail de TETO est applicable dans d'autres contextes, dans d'autres pays (en dehors de l'Amérique latine)?

-A: Je pense que oui. Mais je crois aussi qu'en Amérique latine, TETO est si important parce que c'est le continent le plus inégal de la planète.

-Comment voyez-vous le développement de l'association dans les années à venir?

-A: Je pense que nous avons beaucoup grandi ces dernières années, nous avons mûri dans la compréhension de ce que nous faisons et jusqu'où nous pouvons aller. Nous avons également traversé plusieurs défis, mais je crois que nous avons appris et nous nous sommes améliorés dans chacun d'eux. Nous avons encore beaucoup à développer, mais je sens que nous avons la volonté d'apprendre dans l'âme de l'organisation.

4- Giulia

-Tout d'abord, pouvez-vous vous présenter, qui êtes-vous et que faites-vous dans cette association?

-G: Je m'appelle Giovanna Maradei et je suis la responsable nationale de la communication pour TETO Brasil

-Pouvez-vous me dire depuis combien de temps vous êtes impliqué dans TETO et comment en avez-vous entendu parler?

-G: J'étais bénévole occasionnel chez TETO depuis 2014, j'étais bénévole permanent en tant que coordinateur numérique en 2018 et je suis Responsable national de la communication (embauché par l'organisation) depuis octobre 2019.

-Comment pourriez-vous présenter le TETO à quelqu'un que vous ne connaissez pas?

-G: TETO est une organisation qui œuvre pour vaincre la pauvreté. Notre travail est basé sur une méthodologie de travail commun, qui met les résidents et les résidents précaires de la communauté côte à côte avec de jeunes bénévoles et bénévoles et à travers la recherche et la construction de solutions de logement et d'habitat en béton, favorise le développement communautaire et la construction d'un juste et de la pauvreté -une société libre.

-Comment TETO choisit-il où il travaille?

-G: Après avoir cartographié les communautés, des visites des territoires sont effectuées pour parler aux habitants et recueillir plus d'informations sur la situation actuelle de la communauté. On comprend, par exemple, combien de maisons sont construites avec des matériaux non durables, comme le bois ou la toile, la façon dont la communauté est organisée et la présence ou l'absence de services de base, tels que l'eau, les égouts, l'électricité, etc.

À partir des informations recueillies lors de la visite, un classement de la situation de vulnérabilité des communautés à ce moment-là est généré. Selon la capacité d'action locale, TETO retourne vers les communautés qui sont en tête de liste, donc, dans une situation de plus grande vulnérabilité, et organise une assemblée pour vérifier s'il y a, de leur part, intérêt à avoir l'organisation comme outil de développement local. Ce n'est que lorsque la réponse est positive que nous commençons à développer les tables de travail et à organiser les premières activités.

Devant le Covid-19, afin d'éviter la propagation du virus, les visites de diagnostic communautaire ont été temporairement suspendues. La prévision de retour est pour 2021. D'ici là, TETO maintient, dans la mesure du possible, un contact à distance avec les communautés dans lesquelles il opère et réalise la construction de projets avec de petites équipes qui suivent un protocole de biosécurité strict.

-Quelles sont les raisons pour lesquelles TETO recrute principalement de jeunes volontaires pour participer à ces actions?

-G: Le volontariat des jeunes est l'un des piliers du travail de TETO. Pour nous, travailler avec les jeunes signifie promouvoir la participation citoyenne et aussi la formation de jeunes leaders.

-Dans votre expérience, qu'est-ce qui rend TETO différent, quelle est sa force?

-G: Je crois que ce qui fait de TETO une organisation unique, c'est sa méthodologie de travail en commun, qui encourage toutes les actions à mener depuis le territoire et à partir de l'écoute communautaire.

-Faisant partie des dons individuels et de la fondation jésuite qui soutient financièrement cette initiative, savez-vous quels autres acteurs soutiennent l'association au Brésil?

-G: Bien que TETO soit originaire des jésuites du Chili, la fondation jésuite ne soutient pas financièrement l'organisation. Aujourd'hui, TETO Brasil est financé principalement par des donateurs individuels et des entreprises partenaires. Vous pouvez en savoir plus sur ces partenariats dans le chapitre développement durable de notre rapport d'activité 2019.

-TETO se définit comme apolitique, mais de nombreuses associations qui fournissent une assistance aux groupes dominés développeront des actions d'éducation populaire et de sensibilisation politique. Pensez-vous que TETO s'inscrit dans ce schéma?

-G: TETO est une organisation non partisane, ce qui signifie que nous ne sommes associés à aucun parti politique. Nous comprenons cependant que chaque organisation sociale est aussi un acteur politique et nous cherchons toujours à dialoguer de manière multidimensionnelle avec la direction publique, dans le but de collaborer à la construction de solutions réelles à des problèmes urgents, tels que le manque d'accès au logement et infrastructure dans les communautés.

De plus, le développement des capacités dites communautaires, qui implique le développement de la communauté en termes d'identité et d'auto-organisation, par exemple, fait partie de la méthodologie de TETO. En d'autres termes, avec notre travail, nous pouvons dire que nous cherchons à promouvoir que la communauté devienne plus consciente de ses droits, devoirs et des moyens de s'organiser pour les conquérir.

-Les données collectées et analysées par l'association sont-elles utilisées par d'autres organisations, qu'elles soient gouvernementales ou non?

-G: Les données collectées et analysées par TETO sont périodiquement divulguées dans des rapports accessibles aux organisations gouvernementales et non gouvernementales. Finalement, nous collaborons également au développement de projets et de recherche.

-Comment décririez-vous la relation de TETO avec le gouvernement en vigueur? Avez-vous reçu un soutien du gouvernement?

-G: TETO fait partie de CONJUVE, le Conseil national de la jeunesse, dans lequel nous cherchons à être l'un des représentants de la jeunesse à Brasilia. Au niveau régional, nous avons déjà travaillé ponctuellement avec des avis publics pour rendre réalisables des projets communautaires et instauré des dialogues en faveur du développement de solutions qui visent à servir les communautés. Mais nous n'avons reçu aucun soutien officiel du gouvernement fédéral.

-Pensez-vous que le mode de travail de TETO est applicable dans d'autres contextes, dans d'autres pays (en dehors de l'Amérique latine)?

-G: Bien sûr, il faudrait faire des adaptations, mais oui, je crois qu'une méthodologie de travail comme celle de TETO, qui repose sur des actions développées à partir du territoire, mettant côte à côte résidents et bénévoles, et qui allie développement communautaire et construction de des solutions concrètes peuvent en effet être applicables dans d'autres pays qui connaissent un contexte d'urgence dans la lutte contre la pauvreté, comme c'est le cas dans les pays d'Amérique latine.

-Comment voyez-vous le développement de l'association dans les années à venir?

-G: La «fin du jeu» de TETO est d'avoir sa méthodologie de travail absorbée d'une manière ou d'une autre par les politiques publiques à travers l'Amérique latine, sachant que de cette façon nous pourrions avoir un impact encore plus grand sur la construction de solutions aux problèmes liés à la réalité des bidonvilles précaires. Par conséquent, je vois que le développement de l'organisation évolue toujours dans cette direction, même si nous sommes conscients que c'est un long chemin.

5- Volontaires

-Quel âge as-tu?

-R: 22-25 ans

-W: 22-25 ans

-T: 22-25 ans

-M: Plus de 30 ans

-V: 22-25 ans

-B: 25-30 ans

-Depuis combien de temps connais-tu l'association?

-R: Depuis 3 ans et demi

-W: 3 ans

-T: 5 ans

-M: Environ 10 ans
-V: Je les connais depuis environ 5 ans, je les ai rencontrés grâce à leur action de collecte !
-B: Depuis 8 ans

-Comment pourrais-tu décrire l'association à quelqu'un qui ne la connaît pas?

-R: C'est un espace unique où vous découvrirez une réalité dont vous n'auriez jamais imaginé l'existence. Cela vous fera voir le monde d'une manière différente !

-W: C'est une ONG qui travaille pour l'éradication des inégalités sociales

-T: C'est une ONG spécialisée dans la construction d'habitat d'urgence

-M: C'est une ONG qui construit des habitats d'urgence dans des communautés précaires pour des familles en nécessité en Amérique latine

-V: Une institution financière à but non lucratif dont l'objectif principal est de réduire la pauvreté et d'aider les personnes en situation de vulnérabilité.

-B: TETO est une ONG qui contribue à offrir de meilleures conditions de vie aux personnes vivant dans des situations vulnérables.

-Quels sont les activités auxquelles tu as participé?

-R: Dans l'équipe permanente aux ressources, pour les activités ponctuelles: construction, collecte, ECO¹ et MV

-W: Collecte de fonds, diagnostique communautaire, construction et réparations

-T: Logement et habitat: Collecte, ECO, multi-outils et construction

-M: Activité de recherche, d'enquête et des activités de construction d'habitat d'urgence

-V: Collecte, économie, construction

-B: Collecte, construction et ECO

-Qu'as-tu pensé de ces activités? Ont-elles révélées une partie de la ville que tu ne connaissais pas ou peu?

-R: Ils m'ont révélé des endroits dont j'ignorais l'existence.

-W: L'activité est fantastique, elle a révélée des lieux que je ne connaissais pas.

-T: Elle montre que la réalité de la pauvreté est plus proche de nous que nous ne l'imaginons.

-M: Oui. Je vis dans un quartier privilégié de la ville et je ne pouvais pas imaginer une zone aussi précaire dans une région aussi proche. C'est comme si une partie de la population était réduite au silence.

-V: Extrêmement enrichissant, c'était une expérience incroyable ! Je ne me suis jamais sentie aussi reconnaissante de ma vie et le cœur plein de bonté, d'avoir aidé tant de personnes en situation de vulnérabilité ! Ils m'ont certainement aidé à mieux connaître la réalité dont j'ai toujours entendu parler, mais dont je n'avais aucune idée de la tristesse.

-B: J'ai beaucoup aimé, car en même temps que nous aidons des personnes dans le besoin, nous ouvrons les yeux sur une réalité que nous ne connaissions pas. Puisque ces personnes se trouvent en marge de la société et sont donc pratiquement invisibles.

-Avant TETO, avais-tu déjà eu des expériences humanitaires du même type?

1 ECO = activité de recherche dans les communautés

-R: Non.

-W: Non.

-T: Non.

-M: Oui, à l'université, j'ai participé à plusieurs actions sociales dans le domaine de la santé, plus précisément dans le domaine dentaire. J'ai également participé à des mouvements politiques de gauche tels que le mouvement des sans-terre et les luttes pour le logement.

-V: Non.

-B: Oui, j'ai travaillé pendant une courte période dans un centre communautaire dans une communauté de la banlieue de Curitiba.

-Pourquoi avoir choisi de faire partie de l'équipe de TETO?

-R: Parce que ça me rend plus empathique

-W: Pour pouvoir aider dans cette lutte contre les inégalités sociales

-T: Pour construire des réalités meilleures

-M: Parce que j'aime être proche des projets sociaux qui visent à réduire les inégalités, parce que cela va dans le sens de mon idéologie socialiste de confrontation avec le capital.

-V: Parce que je crois que vous pouvez être le changement que vous voulez dans le monde et grâce à TETO, j'ai pu atteindre ce but dans la vie.

-B: Parce que j'avais entendu de bonnes choses sur l'institution et que je connaissais aussi beaucoup de personnes qui avaient déjà fait du bénévolat à TETO.

-Si tu as déjà participé à une activité dans une communauté, pourrais-tu décrire en quelques mots ton expérience, comment tu t'es senti, pour quelles raisons?

-W: Toutes les fois où je participe j'ai la sensation de collaborer à un projet responsable et sérieux qui enseigne que les personnes en marge de la société ont besoin de la participation populaire.

-T: J'ai vu tout ce que la construction d'une maison peut apporter dans la vie d'un résident

-M: Je n'ai pas été surpris, car je sais que le capitalisme génère de la misère pour la majorité et la richesse pour une minorité. Ce que je ressens, c'est du mépris pour la situation sociale actuelle dans laquelle nous vivons, un projet de société qui a fonctionné pour quelques-uns mais pas pour la majorité. J'ai le sentiment que dans le capitalisme, la vie humaine est réduite à des miettes.

-V: L'expérience qui m'a le plus marqué est l'éco, nous avons eu un contact direct avec les résidents et il a été possible de mieux comprendre la situation dans laquelle ils vivent. J'avoue que le plus grand sentiment a été la surprise, car malgré le fait que les gens soient dans un contexte extrêmement précaire, la plupart d'entre eux nous ont reçus avec beaucoup d'affection, d'attention ! Ce sont des gens extrêmement nobles au fond, et c'est magnifique ! Parce que nous voyons tant de gens, très riches, qui n'ont pas un tiers de la gentillesse et du bonheur de ces personnes.

-B: J'ai été surpris par la résilience des gens qui supportent ces conditions précaires et par leur rêve d'avoir une maison en bon état (sans être illégale).

-Est-ce que tu as vu la nécessité du travail de TETO dans ces communautés?

-R: Enormément, plus que nécessaire, principalement en ce moment

-W: Oui, avec les omissions de l'Etat, l'ONG a un rôle dans la promotion du développement des communautés.

-T: Oui

-M: Oui, je crois que la seule façon pour que tout le monde ait un logement décent est de restructurer l'organisation sociale. Le projet Teto en lui-même ne change pas la situation actuelle, il y aura toujours de la pauvreté, mais il donne de l'espoir aux quelques personnes qui reçoivent cette aide.

-V: Sans l'ombre d'un doute

-B: Oui, car il y a encore beaucoup d'inégalités à combattre.

-Selon toi, les actions réalisées par l'association sont-elles les dernières capable d'apporter une solution à la crise sociale et au manque de logement dans ces communautés précaires?

-R: -Non, je crois que beaucoup d'autres actions peuvent être réalisées aussi, avec l'aide du gouvernement.

-W: Je crois que oui, puisque les entreprises privées et l'État n'ont aucune intention de promouvoir l'amélioration des collectivités.

-T: Oui, parce qu'ils sont là où le gouvernement n'agit pas à cause des bureaucraties.

-M: Non. La solution et le devoir doivent venir de l'État, qui a le pouvoir de donner une nouvelle direction à la société.

-B: Non, mais ils constituent un tampon pour ces communautés tant que la crise sociale n'est pas résolue.

-Selon toi, comment les actions de l'association pourraient-elles être améliorées?

-W: Par une meilleure diffusion des actions.

-T: Faire une plus grande quantité de maisons à chaque fois

-M: Avec plus de recherche de base au sein de la communauté, pour entendre quels sont les besoins réels de la communauté. Savoir toujours changer de planning quand c'est nécessaire.

-V: Grâce aux encouragements du gouvernement, on pourrait faire beaucoup plus, mais c'est malheureusement hors contexte, puisque l'État ne peut même pas leur fournir les produits de première nécessité.

-B: Contribuer à des solutions plus permanentes pour les communautés. Comme apporter l'éducation aux gens, les aider à régulariser leurs maisons et influencer plus de politiciens à investir dans ces endroits. De cette façon, l'œuvre prendrait une échelle de proportions beaucoup plus grandes.

-Quelle est la force de l'association, et s'il y en a une, quelle est sa limite?

-R: La force est énorme, mais nous sommes limitées par l'action du gouvernement.

-W: Sa force est de pouvoir rassembler les gens pour un plus grand bien social.

-T: La limite est avec le gouvernement, par exemple dans les régions où l'État n'autorise pas la construction de logements.

-M: La force de l'association est ponctuelle. L'association en elle-même ne peut pas résoudre le problème de la pauvreté qui, dans l'organisation capitaliste actuelle, est sédimentée pour générer toujours plus de misère au détriment de l'accumulation du capital.

-B: -La force réside dans la motivation et les valeurs de ceux qui participent à TETO. Pour le moment, je pense que la principale limite est plutôt externe à l'organisation. Une grande partie de la population brésilienne ne comprend pas pourquoi les gens vivent en marge de la société et ce que c'est que de vivre cela. Comme il n'y a pas de lien d'empathie, ils finissent aussi par ne pas se donner la peine d'aider à résoudre le problème.

REMERCIEMENTS

Pour mener à bien ce travail de recherche il m'a fallu reprendre contact avec des amis brésiliens rencontrés à l'université Positivo ou avec l'association TETO. Je ne peux que les remercier de toute la patience dont ils ont fait preuve, la motivation qu'ils ont eu à répondre à mes questions ou à m'orienter vers des personnes qui pouvaient. Malgré la distance qui nous séparaient et le temps qui a passé ils n'ont cessé d'être d'une sincère bienveillance.

Mes remerciements vont tout autant à mes professeurs d'architecture et de théorie de l'architecture de l'université de Positivo. Leur approche distancielle du sujet m'a permis de prendre du recul et de nourrir le contenu de mes recherches. Je les remercie pour le temps qu'ils ont consacré à me répondre et leur intérêt pour ce travail.

Bien entendu je remercie les professeurs du séminaire pour m'avoir suivi. Chaque séance de discussion fut révélatrice des failles et forces de ce travail, me poussant à poursuivre cette étude.

Je remercie mes parents, colocs et amis pour les corrections orthographiques rapides, le soutien moral et leur disponibilité.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE ET DE PAYSAGE
DE BORDEAUX
DOCUMENT SOUMIS AU DROIT D'AUTEUR